

Directeur : Jacques Farvet

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 26
C.C.P. 4297-23 Paris
Télex Paris n° 538572
Tél. : 245-72-23

PIERRE VIANSSON-PONTÉ
(Lire la suite, page 20.)

ALAIN BESANÇON

Les origines
intellectuelles
du léninisme

**PIERRE
CHAUNU**

La mémoire
et le sacré

CALMANN-LÉVY

L'ÉVOLUTION DU CONTINENT AFRICAIN

LA GUERRE DE L'OGADEN

Les livraisons d'armes à la Somalie demeurent modestes par rapport à l'aide reçue par l'Éthiopie

Tandis que les principaux combats entre troupes somaliennes et éthiopiennes paraissent se dérouler sur le front sud de l'Ogaden, dans la province du Sidamo, un communiqué de la Maison Blanche indique que le président Carter a reçu l'assurance personnelle du colonel Mengistu, chef de la junte d'Addis-Abeba, que les forces éthiopiennes ne franchiront pas la frontière somalienne au terme de leur contre-offensive. Selon ce communiqué, le gouvernement éthiopien a, en outre, fait savoir à Washington

qu'il donnerait prochainement son accord à la nomination d'un nouvel ambassadeur des États-Unis à Addis-Abeba. Les diplomates somaliens à Paris se déclarent surpris et irrités par les déclarations de M. de Gubinsgrud, interrogé, mardi, sur une éventuelle aide militaire de la France à Mogadiscio, le ministre des affaires étrangères avait dit que Paris ne pouvait en fournir à un pays qui « entreprenait une agression contre un de ses voisins ». — (A.F.P., A.P.)

De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — Dans toutes les guerres, interviennent de brèves périodes d'accalmie, qui s'accompagnent de trêves préparatoires militaires et d'une intense activité diplomatique. Le conflit somalo-éthiopien n'échappe pas à cette règle, du moins si l'on s'en tient aux développements de ces derniers jours. S'adressant à des journalistes, le 21 février, le président Syad Barre a confirmé cette impression en déclarant que les pays occidentaux n'avaient pas encore accepté de lui livrer des armes, mais qu'il se contentait de leur offrir le chemin, ce que les troupes somaliennes présentes en Ogaden y étaient « en nombre insignifiant », que l'application de la décision de l'Assemblée générale de l'O.N.U. « rapportée pour éviter des complications supplémentaires », qu'il acceptait la médiation offerte par le président Nyerere du Soudan, enfin, que l'adversaire se préparait à lancer de nouvelles attaques, y compris contre l'axe Harar-Gelgel-Berbera dans le nord du territoire somalien. Bref, M. Syad Barre s'est montré prudent au moment où le jeu se resserre de plus en plus.

Le président Syad Barre a dit qu'il avait demandé aux capitales occidentales de lui fournir des armes égales « en quantité et en qualité » à celles de l'adversaire. « Un soldat demande toujours l'équivalent de ce dont son adversaire est en mesure de disposer »,

Le « feu clignotant » de Washington

L'Iran fournirait de son côté cent vingt chars de fabrication américaine d'un modèle déclassé — de vieux M-41 ou M-48 — et jugs « utilisables seulement pour des opérations défensives ». La Somalie se serait en outre procurée au moins six cents missiles légers antichars et anti-aériens de fabrication française, considérés comme les équivalents des Ab-6 des Russes américains. On ignore en revanche si elle a pu acheter des hélicoptères de combat montés en Italie par la firme Bell Augusta. Enfin, Mogadiscio a moins de mal à se

ravitailler en armes légères et véhicules de transport, notamment sur des marchés d'Europe occidentale.

La livraison de ces fournitures militaires serait, en partie au moins, la conséquence d'une réunion, le 22 janvier à Washington, des cinq pays occidentaux (États-Unis, Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne et Italie). Selon des sources diplomatiques, les Américains auraient alors donné un « feu clignotant » à ceux de ses alliés désireux de faire un geste à l'égard de Mogadiscio. Cette nouvelle « souplesse » américaine correspondrait à deux soucis : d'une part, faire comprendre aux Soviétiques que les échecs peuvent être placés assez haut et, d'autre part, se donner les moyens d'indiquer la position de Mogadiscio en vue d'une solution diplomatique par l'entremise de l'Organisation de l'unité africaine. En raison de l'importance de l'intervention cubaine et soviétique aux côtés des Éthiopiens, la Somalie dispose en effet d'un capital appréciable de sympathie au sein de l'O.U.A. Quand le président somalien mentionne mardi une « médiation raisonnable » à propos de l'offre soudanaise, et évoque « une solution honorable pour les deux camps », ce n'est pas seulement pour nous, la « petite phrase » n'est pas passée inaperçue.

J.-C. POMONTI

Sénégal : la démocratie à l'essai

(Suite de la première page.)

En acceptant dès 1974, contre l'avis d'une bonne partie de son entourage, la remise en cause du monopartisme de fait exercé depuis 1960 par l'Union progressiste sénégalaise (rebaptisée parti socialiste en décembre 1976), M. Senghor a fait un pari qui a modifié singulièrement les règles du jeu politique national. La réforme l'aurait majeur des élections qui vont permettre à 1 665 000 Sénégalais de désigner le 28 février un président de la République et cent députés (1).

Il faut rappeler deux dates-clés : 31 juillet 1974 : M. Wade annonce la création du P.D.S. Avec professeur agrégé d'économie, ancien doyen de la faculté de droit de Dakar, il a milité dans les rangs du U.P.S., désapprouvant bien vite de l'imposer ses vues. C'est un nouveau venu sur la scène politique. Tout en aspirant naturellement au pouvoir, il entend au contraire, contre le gouvernement, une « opposition constructive ». En janvier 1976, le P.D.S. tient son premier congrès à Kaolack, capitale du Sine-Saloum.

17 mars 1976 : la Constitution est révisée. Son article 2, aux termes duquel le pouvoir est exercé par le président de la République, est supprimé. Les partis politiques (...) sont au nombre de trois. La loi du 8 avril précise que ceux-ci « doivent respecter les principes de la démocratie ». En théorie — laissez le champ libre aux affrontements politiques ? Progrès par rapport à la pratique constante du passé. Cette controverse paraît accessoire.

Le parti de M. Senghor s'est approprié d'office l'étiquette « socialiste et démocratique ». Son adversaire, le P.D.S., a adopté la formule « libéral et démocratique ». Quant à l'appellation « marxiste-léniniste », la plus difficile à porter

dans le contexte sénégalais, elle est revenue au parti africain de l'indépendance (P.A.I.), après la légalisation en août 1976. Effectivement, son secrétaire général, M. Mahemout Diop, se proclame partisan du « socialisme scientifique ».

Pour l'élection présidentielle, deux candidats sont en lice : M. Senghor et Wade, le P.A.I., qui ne s'estime « pas prêt », n'ayant présenté aucun candidat. Il participe, en revanche, aux législatives. Le chef de l'État a personnellement veillé, semble-t-il, à la répartition du scrutin. Une entreprise française, spécialisée dans le traitement par ordinateur de données, a été chargée de la répartition du scrutin. Des représentants de chaque parti ont participé aux commissions de distribution des cartes. Ils assisteront à toutes les opérations de vote, puis au dépouillement, sur place. Moyennant une caution, qui sera remboursée aux partis ayant recueilli plus de 5 % des voix, l'État a pris en charge les frais de campagne des candidats. L'administration a reçu de strictes consignes de neutralité.

On ne se délivre pas, de gauchisme, de quelques habitudes — bourgeoises de l'ancien régime — qui datent de l'époque coloniale. Élevés des doutes sur l'honnêteté de certaines pratiques locales, M. Wade a dénoncé publiquement plusieurs cas de double inscription sur les listes électorales. Mais il s'est empressé d'ajouter que, en acceptant toutes les garanties exigées par l'opposition, le gouvernement avait manifesté sa « bonne foi » et son

Le parti des mécontents

En se lançant à l'assaut de la chaire socialiste, le P.D.S. menace les fiefs d'une bonne quinzaine d'élus habitués à leur rôle d'autorité. D'un des fiefs d'influence qui ont marqué la confection de la liste du parti socialiste, dont les dirigeants manifestent, il est vrai, un certain désir de renouvellement.

Ainsi trente-neuf députés sortants n'ont-ils pas été réinvestis. A cet égard, il n'est pas douteux que le P.D.S. est « enrichi » de transfuges ayant perdu, au fil des ans, la confiance des responsables de la formation au pouvoir. Cette transfusion contribue à accentuer le rôle majeur du P.A.I. « chef d'un parti des mécontents ».

Si les reconnaissent avoir « joué le jeu du régime en place », les animateurs du P.D.S. se défendent de cautionner pour autant le « régime en place ». Ils ont prêté par le président Senghor et contestent la loi « scélérates » dite « des trois courants ». « Nous ne pouvons pas attacher le pouvoir de nos obèses », dira Ndiaye, secrétaire général adjoint du P.D.S. Tous ceux qui essayent, dans le passé, ont échoué, généralement, parce qu'ils s'opposaient à la volonté de l'État. Nous avons préféré briser, en obligeant le gouvernement à appliquer sa propre législation. Au début, il ne nous a pas pris au sérieux. Maintenant, nous nous sommes placés cinq cent mille cartes, il sait que nous sommes dangereux. Il y a dans le pays un profond désir de changement. Le parti socialiste ne se refuse pas à nous de la démocratie. Nous payons nos élections. »

An-déjà de ces certitudes, la doctrine « travailliste » du P.D.S. ne brille pas par son originalité. Sur le plan théorique, le rapport de M. Wade devant le deuxième congrès de son parti (décembre 1977) est assez flou. Bien que le P.D.S. rejette la qualification « libéral », certaines de ses propositions, notamment dans le domaine économique, le situent plutôt à droite du parti gouvernemental. Le président Senghor compare publiquement M. Wade à « Léon le léon »,

Chauré, le visage fatigué, Mahemout Diop dénonce « l'explosion du peuple » puis « le régime en place ». Un jour, M. Senghor l'a appelé, assez méchamment « Bouki » (hyène). Pourtant, dans son discours, à Dakar, il a déclaré : « Nous sommes tous des hyènes ». Le P.A.I. a été contraint à seize ans d'exil, après la dissolution de celui-ci, en 1960. Renché à Dakar, il a retrouvé une situation difficile par une longue clandestinité et de multiples scissions. Dans sa pharmacie de l'avenue Lamour-Guaye, il nous explique sa position :

« Nous sommes bien la légalité. Nous l'indiquons même que nous ne sommes pas prêts. On reproche au P.A.I. de faire le jeu de Senghor. Mais y a-t-il un seul dirigeant marxiste qui ne rend pas service à celui qui s'oppose à son retour dans la légalité ? L'important, est que nous sommes le parti du prolétariat. Or, celui-ci n'a rien à perdre en étant « légal ». Au contraire, la période électorale nous permet de reconstruire le parti, de faire connaître notre programme, de nous faire connaître, de nous faire connaître. Si nous n'avons aucun député, ce ne sera pas une catastrophe. Si nous en avons, ce sera magnifique. »

Le grand absent

A l'extrême gauche il y a aussi le Rassemblement national démocratique (R.N.D.), tenu à l'écart du jeu électoral, grand absent dont l'ombre a plané sur la compétition. Arguant de son refus de s'aligner avec précision sa ligne politique — celui-ci a refusé l'appellation « marxiste-léniniste » — le gouvernement s'est opposé à sa légalisation. Prétexte ? Le président Senghor n'aurait-il pas rejeté le R.N.D. dans l'illégalité parce qu'il redoutait sa combativité ? C'est, bien entendu, l'avis de son fondateur, le professeur Cheikh Anta Diop, chercheur de renommée internationale et directeur du laboratoire de Carbone 14 à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) de Dakar.

Si le R.N.D. paraît exercer un certain attrait sur une fraction de la jeunesse intellectuelle de Dakar, il est moins aisé de mesurer son influence sur le « pays profond ». Ses thèmes — restriction du pouvoir aux communautés de base, nationalisme économique, intransigeance, promotion des langues nationales — lui permettent d'élargir rapidement son audience ? En le maintenant en marge, le pouvoir lui donne un beau rôle du persécuteur. Après avoir refusé d'apporter son soutien à M. Wade, le R.N.D. a demandé des renseignements sur l'état de la situation. Obéiront-ils à cette consigne ou préféreront-ils voter « utile » ? C'est l'une des inconnues du scrutin.

Défenseur d'un « socialisme autogestionnaire », M. Mamadou Dia, ancien président du conseil, déplore l'émiettement de l'opposition. Condamné en 1963 à la déportation perpétuelle, libéré en 1974, puis amnistié, il a lancé, l'an dernier, un mensuel *Andé Sopi* (sourir pour changer), qu'il anime en compagnie notamment de M. Maguette Thiaw, dirigeant de la fraction « filiales » du P.A.I. et secrétaire général du SUDRS (2), syndicat très influent en milieu enseignant. Pour lui aussi, l'ouverture démocratique est un « mot d'ordre ». Pourtant, face au socialisme officiel, il ne peut dissimuler que la gauche sénégalaise — légale ou non — cherche encore sa voie.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Parmi ces électeurs, 800 000 choisissent en outre les membres de 107 communes rurales et de 25 communes urbaines.
(2) Syndicat unique et démocratique des enseignants du Sénégal.

Prochain article :

UNE HEUREUSE EXCEPTION

nt plus recette

d'État

Namibie

CENT DIX-NEUF ÉCOLIERS ONT ÉTÉ ENLEVÉS PAR DES GUÉRILLEROS

Windhoek (A.F.P.). — Cent dix-neuf écoliers noirs de la mission d'Oidibo, située dans le nord de la Namibie, près de la frontière d'Angola, ont été enlevés le 21 au matin du mardi 21 au matin du mercredi 22 février par un groupe de quatre-vingts guérilleros nationalistes appartenant à l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO). A annoncé officiellement à Windhoek, mercredi, M. Martinus Steyn, administrateur général de Namibie. Il s'agit de l'enlèvement le plus important effectué au cours de ces dernières années en Namibie. En juillet 1976, les guérilleros avaient enlevé un professeur et cent dix-sept élèves d'une autre

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

● MANIFESTATIONS INTERDITES. — Usant des pouvoirs que lui confère la loi de 1936 sur l'ordre public, le commissaire de police principal (chef de police) responsable du Grand Londres, Sir David McNee, a décidé d'interdire le défilé des « samedi » de février par le parti d'extrême droite, Front national, à Ilford, dans la grande banlieue de Londres, où une élection partielle a lieu la semaine d'aujourd'hui. Cette décision concerne aussi toutes les manifestations sur la voie publique (à l'exception des processions religieuses, des défilés de l'Armée rouge, des boy-scouts, et autres associations inoffensives) pendant une durée de deux mois à partir de vendredi 24 février. Le risque d'affrontement est grand dans la mesure où les organisations antiracistes ont décidé de ne pas tolérer la provocation du Front national dans un quartier qui compte de très nombreux électeurs juifs ou de couleur. — (Correspondant.)

République fédérale d'Allemagne

● M. BORUSLAV CHNOUFER, ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, a fait, mercredi 22 et jeudi 23 février, une visite officielle en R.F.A. Le dégel des relations entre Bonn et Prague avait été amorcé en décembre par la visite en Tchécoslovaquie de M. Wagner, président du groupe social-démocrate du Bundestag. Bonn souhaite que les autorités tchécoslovaques acceptent l'émigration des familles allemandes de la région des Sudètes qui voudraient rejoindre la R.F.A. D'autre part, on prépare des deux côtés un accord culturel et scientifique. Les négociations sont satisfaisamment avancées pour qu'il puisse être signé lorsque M. Husak viendra à Bonn, au printemps prochain. Ce accord fait droit à une revendication essentielle de la R.F.A. dans la mesure où son champ d'application inclura Berlin-Ouest. — (Corresp.)

Tunisie

● LA GREVE DES COURS déclenchée le 8 février en signe de protestation contre la répression des manifestations du 26 janvier se poursuit dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur de Tunisie. Après les mises en garde du ministre de l'Éducation nationale à l'adresse des grévistes, demeurées lettre morte, les responsables des facultés de droit, de lettres, de sciences et de l'École nationale des ingénieurs, ont le mouvement de grève est le plus largement servi, ont lancé ces derniers jours des appels aux étudiants. L'absence persistante de ceux-ci pourrait entraîner leur exclusion des examens de fin d'année. — (Corresp.)

Indonésie

● DJAKARTA A ACCUEILLI FAVORABLEMENT UNE PROPOSITION DE RENOUVELLEMENT DE RELATIONS diplomatiques entre les deux capitales, interrompues après la chute du régime du maréchal Soekarno, en avril 1965. A annoncé jeudi 23 février, le ministre indonésien par intérim des affaires étrangères, M. Mochtar Kusumasudijana. La proposition indonésienne a été transmise par le ministre thaïlandais des affaires étrangères, en visite en Indonésie. — (A.F.P.)

Tchad

M. Jean François-Poncet s'est rendu à Tripoli pour exposer la position française sur le cessez-le-feu

Après que le Soudan et la Libye ont lancé, mercredi 22 février, un nouvel appel au cessez-le-feu au Tchad, les présidents Kadhafi (Libye) et Malloum (Tchad) se rencontrent ce jeudi 23 février, à Sebha, dans le sud de la Libye. Le président Seyni Kountché (Niger), et M. Abdoulkader Mohamed Ibrahim, premier vice-président du Soudan, représentant le général Niamety, doivent assister à cette rencontre.

● Par ailleurs, M. Jean-François Ponce, secrétaire général de la présidence de la République, s'est rendu, mercredi, à Tripoli, où il a été reçu par le colonel Kadhafi.

● Le président de la République, a déclaré, mercredi, M. André Arnaud, porte-parole de la présidence, ayant reçu du colonel Kadhafi une réponse à la lettre qu'il lui avait adressée sur l'intervention d'un cessez-le-feu au Tchad, a chargé M. Jean-François-Poncet d'exposer au colonel Kadhafi la position française sur l'application de ce cessez-le-feu.

M. Jean-François-Poncet est accompagné de M. Guy Georgy, directeur d'Afrique au ministère des affaires étrangères, ancien ambassadeur de France à Tripoli.

Visite à un poste menacé du Borkou

Koro-Toro (A.F.P.). — Forces gouvernementales tchadiennes et rebelles du FROLINAT restent sur leurs positions après la chute de Faya-Largeau de Faya, dans le Borkou - Emdet-Tibesti.

A Koro-Toro, cantonnement militaire tchadien, à 650 kilomètres au nord-est de N'Djaména, au cœur du désert aride du Borkou, le commandant de cet avant-poste affirme que les rebelles, qui ont récemment reçu des armes très modernes de leurs bases du Tibesti, ne seraient qu'à quelques kilomètres. La défense de Koro-Toro a été organisée pour faire face à d'éventuels assauts.

Les soldats des forces gouvernementales ont été renforcés par un convoi de deux cents hommes repartis d'Ouadja, au nord de l'Emment, et sont déterminés à faire front. Armés de fusils AK-47 soviétiques et de MAS-36 Français, gardes nomades et soldats organisent la défense de Koro-Toro.

Trois blindés AMI, et des milliers de 82 ont été disposés autour du fortin, construit en torchis, qui fait face au nord. A quelques centaines de mètres, les soldats bivouaquent. Certains, épuisés par

le long trajet d'Ouadja-Koro-Toro, dorment enveloppés dans leurs couvertures, tandis que les gardes nomades préparent la soupe pour le jour de repos. Un DC-3 de l'escadille tchadienne s'est posé, mardi 21 février, sur la piste en terre battue, déchargeant les sacs de mil et de riz.

Le commandant Damia Ramadan, qui commandait la place d'Ouadja-Koro-Toro, tenait sa casquette sur sa casquette. « Bageard » reste confiant : « Mes hommes, déclare-t-il, sont prêts à affronter les rebelles, malgré la puissance des armes que leur ont fournies les moyens. »

De petits détachements de gardes nomades quittent le poste, en éclaireurs, sans toutefois s'écarter trop pour éviter les embuscades. La localisation de l'adversaire reste le premier objectif, mais la tâche n'est pas facile, les rebelles intégrant aux populations des camps nomades, où ils peuvent aisément dissimuler leurs armes.

Dès la tombée du jour, un dispositif de sécurité est mis en place autour du poste. C'est, en effet, la nuit que les rebelles lancent généralement leurs attaques.

● A Lagos, la mère de l'otage français Christian Masse, capturé avec le Suisse André Krumpholtz par des rebelles tchadiens, le 18 janvier, n'avait encore obtenu, le jeudi 23 février, aucune nouvelle de son fils. D'autre part, le père dominicain Julien Eoudry,

frère de Mine Masse, qui s'était rendu la semaine dernière dans la région de Maiduguri, au nord-est du Nigeria, pour tenter de prendre contact avec les rebelles, aurait échoué dans sa tentative. — (A.F.P., Reuters)

AMÉRIQUES

Brésil

ACCUSÉ D'AVOIR PARTICIPÉ À DES OPÉRATIONS
DE L'« ESCADRON DE LA MORT »

Le commissaire Sergio Fleury a été arrêté à Sao-Paulo

Brasilia (A.F.P., A.P.). — Le commissaire de police Sergio Fleury, directeur du service des enquêtes de Sao-Paulo, a été arrêté le mercredi 22 février dans cette ville et accusé d'avoir participé à trois assassinats attribués à l'« Escadron de la mort ».

Le commissaire, qui a déjà été acquitté lors de trois procès similaires, où il était accusé d'appartenir à cette organisation, doit être jugé prochainement en compagnie de trois autres policiers, accusés d'avoir assassiné trois détenus en 1968.

M. Fleury s'est particulièrement distingué dans la lutte contre les organisations subversives brésiliennes d'extrême gauche. Il a personnellement dirigé les opérations ayant abouti, au cours d'un affrontement armé avec la police, à la mort des dirigeants communistes Joaquim Ferreira et Carlos Marighella.

Organisation clandestine spécialisée dans l'exécution des délinquants, l'« Escadron de la mort » a surtout développé ses activités dans les États de Sao-Paulo et de Rio-de-Janeiro. Bien que la police dément son existence — attribuant les assassinats de délinquants à de simples règlements de comptes entre bandes rivales — plusieurs policiers accusés d'appartenir à l'« Escadron de la mort » ont déjà été condamnés à de lourdes peines de prison.

D'autre part, une campagne en faveur de l'amnistie se développe au Brésil. Un des objectifs principaux mis en avant par la presse : celui d'un ancien capitaine de

parachutistes, M. Sergio Miranda, qui avait été exclu de l'armée, il y a dix ans, pour avoir protesté contre l'ordre reçu par son unité de « tirer pour tuer » des manifestants.

Le cas de M. Miranda est resté enterré dans les archives de la justice militaire, jusqu'à ce que, à l'occasion d'une conférence de presse, le 14 février, un général en retraite, M. Fery Constant Bevilacqua, réclame la réhabilitation de cet ancien parachutiste et l'amnistie de tous les opposants condamnés par la justice qui avait pris le pouvoir en 1964.

M. Miranda, qui est âgé de trente-six ans et travaille dans les relations publiques, faisait partie d'une unité de quarante parachutistes. En 1968, lorsque les étudiants manifestaient contre la justice militaire, cette unité a été affectée à l'armée de terre et à la police politique, et chargée de missions « antisubversives ».

Trente de ces parachutistes ont reçu l'ordre de s'insérer dans les manifestations d'étudiants à Rio-de-Janeiro, et de tuer ceux qui lapidaient les forces de l'ordre depuis les fenêtres des immeubles.

M. Miranda a protesté auprès de ses supérieurs contre l'utilisation de son unité comme brigade d'assassinats politiques. Il a alors été envoyé dans un hôpital militaire de Recife, dans le nord-est du pays. Un an plus tard, bien qu'il ait bénéficié d'un non-lieu de la part de la justice militaire, il a été exclu de l'armée.

L'hebdomadaire *Veja* et le *Journal do Brasil* ont révélé que, parmi d'autres opérations « antisubversives » prévues à l'époque, mais non exécutées, figuraient l'enlèvement d'une quarantaine d'opposants civils et militaires, qui devaient être largués d'un avion dans l'océan Atlantique.

Canada

LA GENDARMERIE ROYALE
EST MISE EN CAUSE
DANS UNE AFFAIRE
D'ESPIONNAGE

Ottawa (A.F.P.). — Un ancien agent du F.B.I. (service de renseignement américain) a été « prêt » à la gendarmerie royale canadienne (G.R.C.) pour espionner un ancien soldat américain du Canada (responsable des prisons et de la police militaire canadienne), M. Warren Almond, a révélé, mercredi 22 février, devant la Chambre des communes, M. Kinner Mackay, député conservateur de la Nouvelle-Écosse.

M. Mackay a présenté un document dans lequel M. Warren Almond, l'ancien agent du F.B.I., reconnaît sous serment que, en précisant qu'il a obtenu de « grands risques » et qu'il n'a pas reçu de rémunération. Il précise, dans une lettre adressée à M. Mackay, que cette surveillance, expressément demandée par le G.R.C., était motivée par le fait que « la plupart des membres de la gendarmerie royale avaient l'impression que M. Almond était communiste ».

M. Almond pourrait être appelé à témoigner dans l'enquête actuellement menée sur les activités illégales de la G.R.C. Ce service est notamment accusé de pose d'écoutes électroniques, de détournements d'avions, de perquisitions dans les locaux du parti québécois (indépendantiste) en 1973, d'incendies, et de violation du secret de la correspondance.

**afrique
asie**

Le plus fort tirage, la plus grande diffusion des journaux du tiers monde

Cette annonce, dans les journaux

SOMALIE

La montée des périls

SENÉGAL

Cheikh Awa Diop parle...

TUNISIE

La mise en péril

ALGÉRIE

La tactique de Giscard

TCHAD

Les « mirages » de la France

Libre, autonome, libre

AFRIQUE • ASIE

9, rue d'Abouli, Paris 20

PROCHE-ORIENT

La rupture entre Le Caire et Nicosie

(Suite de la première page.)

Les bons offices proposés par Athènes, comme l'offre de M. Kyprianou de représenter M. Sadate, n'avaient pas infléchi ce dernier, qui paraît personnellement très affecté par l'affaire de Lamaca.

La rupture de relations diplomatiques accompagnée du retrait de la reconnaissance d'un chef d'État n'a guère de précédents en dehors des cas où un État choisit entre deux personnalités politiques se disputant la direction d'un même pays. Il y a toutefois le cas égypto-libyen : l'Égypte a rompu (en 1977) avec Tripoli, qui considère, pour sa part, que le régime du colonel Kadhafi n'est plus légitime, bien qu'il soit le seul gouvernement égyptien existant. L'Égypte va-t-elle maintenant soutenir les prétentions des Chypriotes turcs, soutenus par Ankara, de vivre dans un État fédéré sur une partie de l'île ?

« Le prix de la perfidie de Chypre doit être payé », a déclaré mercredi le rais. Quiriz au journal *Al-Ahram*. Il a déclaré de demander des dommages et intérêts à Nicosie pour l'assassinat de son président, Youssef Sebail.

Si les responsables égyptiens ne croient pas vraiment à la « reconnaissance » entre les autorités de Nicosie et les deux terroristes palestiniens, ils n'ont en revanche aucun doute quant à la « lâcheté » des dirigeants chypriotes grecs qui, selon eux, auraient fait tirer sur le commandant égyptien de peur que celui-ci ne s'empare des assassinats de M. Sebail et ne les ramène au Caire pour les juger.

● Le président Kyprianou a suspendu mercredi de ses fonctions le directeur adjoint de la police « pour avoir fourni de fausses informations et commis des négligences ». Il a également demandé l'ouverture d'une enquête en vue de poursuivre en justice le journaliste britannique John Bierman du *Guardian*, qui avait écrit avoir vu « un membre de la garde nationale ouvrir le feu sur un soldat égyptien fait prisonnier ».

ce dont certains groupes palestiniens auraient pu tirer argument pour nuire à Chypre.

L'isolement du Caire

Cependant dans l'environnement diplomatique égyptien, la position de Chypre est marginale. Malgré le soutien apporté par l'opinion publique internationale au voyage du rais à Jérusalem en novembre dernier, l'isolement de l'Égypte sur le plan politique mondial a rarement été aussi grand. Les États-Unis livreront peut-être des armes au Caire, mais ils ne paraissent pas vouloir, du moins pour le moment, rapprochement de Khariton d'une part avec Tripoli, d'autre part avec Addis-Abeba, et de mauvais augure pour le Caire.

L'arraisonnement par le Kenya, il y a quelques jours, d'un avion égyptien apportant des armes à la Somalie — pour le récupérer, il a fallu que l'Égypte s'empare de deux appareils des lignes régulières kenyanas — constitue le premier accrochage sérieux entre le gouvernement de M. Sadate et un régime modéré d'Afrique noire.

● Les entretiens entre le président Assad et les dirigeants soviétiques ont pris fin, a annoncé l'agence Tass mercredi 22 février. Selon l'agence, « des actions conjuguées et parallèles de la Syrie et de l'U.R.S.S. ont été décidées. L'objectif en est de renforcer la coopération soviéto-syrienne dans tous les domaines et de consolider la paix universelle et la sécurité des peuples ».

Le Caire, néanmoins, ne renoncera pas à sa politique de paix négociée au Proche-Orient. Le rais l'a réaffirmé mercredi et la population égyptienne, quoique vivement déçue par Israël aussi bien que par les Arabes, et dans une large mesure aussi par les Américains, paraît dans l'ensemble appuyer la détermination de son président, qui est plus plaint que critiqué. Selon un jeune cadre du parti nationaliste du Waïd récemment reconstruit, « les déboires sanglants des Égyptiens à Lamaca sont inévitablement nés de la non-humanité, mais sur le plan international ils ne percent guère l'image de l'Égypte et font d'elle un champion, même malheureux, de la cause anticoloniale dans le monde ».

La tension avec Chypre a bel et bien l'arrivée au Caire, mercredi, de M. Alfred Atherton, secrétaire

d'État américain adjoint pour le Proche-Orient. Celui-ci, qui venait d'Israël, doit y retourner vendredi prochain, avant de revenir en Égypte. Il a déclaré en arrivant au Caire qu'il venait discuter des « idées concrètes » qu'Égyptiens et Israéliens ont communiquées à Washington dans la perspective de la rédaction d'une déclaration bipartite sur le Proche-Orient. Toutefois on ne paraît guère avoir d'illusions sur la possibilité, pour le haut fonctionnaire américain, de faire redémarrer dans l'immédiat le dialogue avec Israël. M. Atherton devait rencontrer ce jeudi, à Jamalia, le président Sadate, à moins que celui-ci, venu spécialement au Caire, en dépit d'une indisposition, pour les funérailles des soldats tués à Lamaca, ne soit toujours souffrant.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

La fin d'une longue amitié

De notre correspondant

Nicosie. — Les relations amicales entre Chypre et l'Égypte remontent à 1955. Au mois d'avril de cette année-là, lors de la conférence de Bandouna, le président Makarios, à l'époque jeune chef de la communauté chypriote grecque, rencontrait pour la première fois le président Nasser. Une amitié s'établit aussitôt entre les deux hommes : elle devait durer de longues années. Le colonel Nasser soutenait activement la lutte que Mgr Makarios livrait pour l'indépendance de Chypre.

Lors de l'accession de l'île à l'indépendance, en 1960, cette amitié personnelle se transforma rapidement en relations très étroites entre l'Égypte et la jeune République. L'Égypte fut d'ailleurs l'un des premiers pays à établir des relations diplomatiques avec Chypre. Nasser et Makarios, comme le maréchal Tito et Nehru devaient jouer un rôle décisif dans l'essor du mouvement des pays non alignés. En 1963, après les sanglants événements de Chypre, l'Égypte avait appuyé Mgr Makarios sur ses plans diplomatiques et, en 1964, au moment où l'Égypte joua un rôle de premier plan dans la lutte livrée par les Chypriotes grecs pour la reconnaissance de Mgr Makarios

et pour l'envoi dans l'île de la force de l'ONU, chargée de sauvegarder l'indépendance de l'île, son intégrité territoriale et sa souveraineté. Sur le plan militaire, le Caire fournit une aide technique pour l'entraînement de nombreux Chypriotes grecs.

En 1967, les armes reçues à Chypre, par l'intermédiaire de l'Égypte, ont été fort utiles au gouvernement de Nicosie pour faire face aux nouveaux désordres dans l'île et à la menace d'intervention de la Turquie. A la mort du président Nasser, un deuil officiel de sept jours avait été décrété et Mgr Makarios avait assisté aux obsèques.

Avec l'arrivée au pouvoir du président Sadate, la chaleur des rapports égypto-chypriotes n'était plus la même. Un certain plétisme était même sensible dans les relations entre les deux pays. L'Égypte continuait cependant, aussi bien aux Nations unies qu'aux conférences des non-alignés, à voter en faveur des thèses du gouvernement chypriote grec de Nicosie. En juillet dernier, Mgr Makarios, une dizaine de jours avant sa mort, assista à une réception à l'ambassade d'Égypte à Nicosie : ce fut sa dernière apparition en public. — D. A.

Israël

M. Arié Dulcin, député du Likoud
est élu président
de l'Organisation sioniste mondiale

De notre correspondant

Jérusalem. — Au troisième jour du 38^e congrès sioniste, réuni à Jérusalem, M. Arié Dulcin, trésorier de l'Agence juive, a été élu mercredi 22 février, à l'unanimité, président de l'Organisation sioniste mondiale. « Votre élection est la preuve que l'Agence juive peut accéder aux plus hautes fonctions », a déclaré le premier ministre, M. Menahem Begin, en faisant l'éloge de M. Dulcin et du président sortant, M. Yossef Almogul.

M. Arié Dulcin, qui a soixante-deux ans, est né en Russie. Il a émigré en Israël, en 1958. Membre du parti libéral, il a occupé, après la guerre de six jours, aux côtés de M. Begin, la fonction de ministre sans portefeuille du Gahal (l'union libérale) dans le gouvernement d'union nationale.

L'élection de M. Dulcin, député du Likoud, reflète au sein de l'Organisation sioniste mondiale le mouvement politique fort des dernières élections législatives. C'est en effet la première fois que l'Organisation sioniste est dirigée par une personnalité non travailliste. En compensation, les travaillistes ont obtenu le poste de trésorier de l'Agence juive que leur dispute le Likoud. La lutte s'annonce serrée puisque les travaillistes et le Mapam, alliés à la Conférence des sionistes généraux et à quelques petites formations, regroupent 48 % des membres du congrès.

La représentation des communautés sépharades est d'autre part l'un des sujets les plus brûlants abordés par le congrès. Le président de la Fédération sépharade mondiale, M. Nissim Gaon, exige au moins quatre représentants au sein de l'exécutif sioniste. « Si non, nous retournerons », a-t-il dit. Les élections auront lieu la semaine prochaine. La lutte entre les courants conservateur et réformé du judaïsme américain constitue également l'un des thèmes les plus controversés de ce vingt-neuvième congrès. Seul le judaïsme orthodoxe a droit de cité à part entière en Israël. Les mouvements conservateur et réformé, très puissants aux États-Unis, ne sont pas reconnus en Israël. Le chef de file du mouvement ré-

formé américain, le rabbin Alexandre Shindler, a réclame un statut égal pour les rabbins réformés et conservateurs en Israël. « Si notre argent et notre soutien politique sont bons pour l'État d'Israël, il serait naturel que nous disposions des mêmes droits que les juifs orthodoxes », a-t-il déclaré. Le mouvement sioniste (religieux orthodoxe) a annoncé qu'il quitterait le congrès si ce dernier répondait favorablement à l'appel du rabbin Shindler.

La question des implantations en Israël et dans les territoires occupés sera à l'ordre du jour la semaine prochaine. Depuis 1967, cent dix nouvelles localités ont vu le jour de part et d'autre de la « ligne verte » (la frontière avant 1967). Au cours des six dernières années, l'Agence juive a créé soixante-trois points d'implantation, dont quarante-quatre dans les territoires occupés et vingt-neuf en Israël même. Plusieurs projets seront soumis au congrès. Il est question en particulier de la création de quarante nouvelles points de peuplement, quinze villages « industriels » en Galilée et vingt-cinq localités dans la dépression du Jourdain. Un projet définitif sera voté et soumis au gouvernement.

(Interfax.)

● L'hebdomadaire américain « Newsweek » publie, dans son numéro en date du 27 février, les résultats d'un sondage de l'Institut Gallup portant sur le soutien que le public américain apporte à la politique d'Israël, en tirant la conclusion qu'« Israël perd du terrain ». C'est ainsi que, à la question : « Dans la situation du Proche-Orient, vos sympathies vont-elles à Israël ou aux pays arabes ? » 33 % des personnes interrogées estiment que l'Égypte est le pays « le plus disposé à parvenir à un règlement », et 26 % que cette intention doit être attribuée à Israël.

AU CHOIX.

Tout le Proche Orient Arabe en direct.

ABU DHABI ... 4 fois par semaine	DJEDDAH 3 fois par semaine
AMMAN 2 fois par semaine	DOHA 2 fois par semaine
BAGDAD 4 fois par semaine	DUBAÏ 5 fois par semaine
BEYROUTH 7 fois par semaine	KHARTOUM .. 1 fois par semaine
DAMAS 4 fois par semaine	KOWEIT 3 fois par semaine
DHAHRAN 4 fois par semaine	LE CAIRE 6 fois par semaine
SHARJAH dernière escale ouverte le 1 ^{er} novembre... 1 fois par semaine	

En plus Air France vous offre :

- un service spécial pour hommes d'affaires : le service Proche-Orient Conseil,
- un réseau d'hôtels. Le « Méridien » à Damas, Khartoum et bientôt Abu Dhabi, Sharjah, Djeddah et Koweït.



سكوتات الامم المتحدة

DIPLOMATIE EUROPE

En Allemagne fédérale

Les sociaux-démocrates tempèrent leur opposition à la bombe à neutrons

De notre correspondant

Bonn. — La controverse sur la bombe à neutrons qui couvait depuis bien des semaines en Allemagne fédérale vient d'être atténuée. De façon inattendue, le groupe parlementaire chrétien-démocrate, en effet, a décidé, mardi 21 février, de prendre un positionnement plus modéré sur la production de cette arme nouvelle par les Américains et de son intégration dans l'arsenal de l'OTAN en Europe.

La discussion avait été amorcée par les libéraux. En fait, on s'attendait même que le F.D.P. donne ces jours-ci son assentiment à ce type de bombe, ce qui aurait provoqué l'embarras du gouvernement. Aussi le chancelier Schmidt et les dirigeants sociaux-démocrates ont-ils apparemment exercé de fortes pressions sur le ministre des Affaires étrangères, M. Genscher, qui est ainsi le président du parti libéral. Le F.D.P. a fait quelque peu machine arrière, se contentant après avoir réuni son groupe parlementaire dans la journée de mardi de répondre par un « oui mais » à la question de savoir si la « bombe N » doit être également stockée sur le vieux continent.

Le texte adopté par les libéraux amorce un compromis entre partisans et adversaires de la nouvelle bombe. Il estime en particulier que si les États-Unis décident d'entreprendre la fabrication de la bombe N, deux ans s'écouleront encore avant que le problème soit vraiment posé du point de vue européen. Il convient donc, d'ici là, d'élargir les négociations entre l'Est et l'Ouest sur le désarmement.

Si la résolution des libéraux ne dit pas ouvertement, il est néanmoins permis de penser qu'il s'agit, selon eux, d'obtenir ainsi la réduction, voire la suppression des stocks de fusées soviétiques à moyenne portée qui, par milliers, menacent avant tout l'Europe occidentale. Encore le parti de M. Genscher ne semble-t-il pas croire totalement au succès d'un tel marchandage avec le Kremlin. Le texte adopté mardi conclut que l'emploi éventuel de la « bombe N » devrait dépendre d'une décision politique de l'OTAN, du que la voie du premier pays intéressé, la République fédérale, devrait avoir dans ce cas « un poids exceptionnel ».

Les chrétiens-démocrates ont pris une position beaucoup moins

ambiguë. Le groupe parlementaire de la C.D.U. et de la C.S.U. invite le gouvernement à se joindre à ses alliés occidentaux pour approuver la décision américaine de fabriquer la « bombe N ». M. Kohl et ses amis sont unanimes à déclarer que la nouvelle arme renforcerait la puissance de dissuasion de l'Occident à l'égard des divisions blindées soviétiques, et que, loin d'accroître le danger d'un conflit nucléaire, elle aurait pour conséquence de diminuer les risques encourus par les populations civiles.

Les dirigeants chrétiens-démocrates acceptent ainsi l'argumentation des spécialistes militaires selon laquelle un « barrage de bombes N », qui peut être établi de façon relativement simple, serait en mesure d'arrêter complètement une avance des blindés soviétiques en Europe. Certains, comme le commentateur de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, soulignent en même temps que les vingt et un mille tanks dont dispose le Kremlin ne constituent pas seulement une menace stratégique, mais qu'ils sont aussi les mains de M. Brejnev « un moyen de pression politique » dont l'efficacité serait considérablement réduite en face d'un arsenal de bombes N.

Les pressions exercées par les libéraux, d'abord, et maintenant par les chrétiens-démocrates, ont déjà amené le S.P.D. lui-même à assouplir son attitude. Il y a quelques semaines encore, le secrétaire général des sociaux-démocrates, M. Egon Bahr, condamnait catégoriquement la « bombe N », dans laquelle il ne voulait voir que le « symbole de la perversion de la pensée ». Aujourd'hui, il admet qu'en dehors d'un tel « jugement philosophique », il faut tenir compte aussi d'un « problème politique et stratégique ». Le secrétaire d'Etat au ministère de la Défense, M. Andreas von Bülow, a été plus précis en expliquant que la majorité du S.P.D. n'était pas hostile à la « bombe N », mais qu'elle fondait ses espoirs sur les négociations de désarmement. Face à « cet » très clair de la C.D.U. et de la C.S.U. et au « oui mais » des libéraux, il semble donc qu'à l'heure actuelle les sociaux-démocrates répondent par un « non mais » à la « bombe N ».

JEAN WETZ.

A Copenhague

LA FRANCE SUR LA SELLETTE

« La Princesse et le Petit Pol »

conte d'Andersen. — C'est par ces mots que le ministre danois des Affaires étrangères, M. Knud Boerge Andersen, homonyme du célèbre conteur, introduit au cours d'un dîner, dimanche dernier à Copenhague, un compte rendu image des rapports entre la France et ses partenaires des Neuf. M. Andersen recevait, en tant que président en exercice du conseil des ministres de la Communauté, les membres de la Commission politique du Parlement européen avant de tenir avec eux, lundi 20 et mardi 21 février, un des « colloques » qui font désormais partie des institutions communautaires.

De l'événement, le France a été sérieusement malmenée d'un bout à l'autre de ces entretiens confidentiels. M. Andersen donna le ton mais il ne fut pas le seul à lui décocher ses traits.

La France est la princesse du conte, jeune personne qui ne manque pas d'attraits, mais, capricieuse et difficilement supportable, elle se prétend indisposée et passe une nuit effrénée parce que quelqu'un a glissé un petit pois dans son lit. En l'occurrence, ce minuscule légume est un rapport — le rapport Blumenthal — adopté en janvier par le Parlement européen. Or ce document, les parlementaires demandent à être plus intimement associés aux rencontres de coopération politique des Neuf. Lors de la dernière réunion de Copenhague, le 14 février, seul parmi les ministres des Neuf, M. de Giscard d'Estaing s'opposa à la mise en œuvre du rapport Blumenthal — explique M. Andersen.

Le ministre danois ne fut pas tendre non plus pour l'attitude de la France à la conférence de Belgrade. Il lui reprocha d'avoir rompu le solidarité communautaire en présentant seule un projet de document de clôture (le *Monde* date 18 et 19-20 février). L'initiative de la France — dit-il — était une opération électorale qui ne pouvait qu'échouer parce qu'elle n'avait pas le soutien des partenaires européens de la France, et qu'elle semait la perturbation dans tout le camp occidental.

Tous les parlementaires présents approuvèrent. Des personnalités danoises de l'entourage du ministre estimèrent cependant que la France avait périodisé des idées judicieuses, mais son attitude « dogmatique » et « châtelière » — dirent-ils — rebute ceux qu'elle pourrait séduire.

Personne ne prit la défense de la diplomatie française, si ce n'est pour cause : les six membres français de la Commission politique — ceux de la majorité comme ceux de l'opposition — étaient absents (1).

(1) Les membres français de la Commission politique sont : MM. Ansart (P.C.), Colin (O.D.S.), Durieux (P.S.), Mayeur (P.S.), de La Motte (R.P.) et Alain Terrenoire (R.P.).

Grèce

RESSERREMENT DES LIENS ENTRE ATHÈNES ET MOSCOU A L'OCCASION DE LA VISITE D'UNE DÉLÉGATION SOVIÉTIQUE

(De notre correspondant.)

Athènes. — Une importante délégation soviétique séjournera dans la capitale grecque afin d'examiner les possibilités de développer la coopération entre les deux pays sur le plan commercial et industriel et de créer des sociétés mixtes.

Ces entretiens ont lieu au moment où M. Panayotis Papaligouras, ministre grec des Affaires étrangères, vient d'accepter de se rendre en Union soviétique, à une date qui reste à déterminer. Sa visite pourrait précéder celle du premier ministre, M. Karamanlis, elle-même suivie par celle de M. André Papandréou, président du parti socialiste (Pasek).

Une visite de M. Karamanlis mettrait un terme à une situation pour le moins curieuse : solennité après la reconnaissance de l'Etat soviétique, la Grèce demeure l'un des rares pays occidentaux dont le premier ministre ne se soit pas rendu officiellement à Moscou. L'invitation acceptée par M. Papaligouras illustre donc une vigoureuse reprise des relations diplomatiques qui jusqu'alors, étaient bonnes, mais sans plus : particulièrement active en Turquie, la diplomatie soviétique l'était beaucoup moins en Grèce.

Le 10 janvier, un accord commercial, en suspens depuis juillet 1977, a été signé à Moscou. Il avait été précédé par un nouvel accord commercial — de l'ordre de 300 millions de dollars — signé le 29 avril 1977. L'an dernier, l'Union soviétique occupait le septième rang pour les importations et le sixième pour les exportations grecques. Le gouvernement d'Athènes encourage vivement le développement de la coopération avec l'Union soviétique, et, déjà, une commande de deux cent cinquante trolleybus a été passée. Divers projets concernant de grands travaux, dont des centrales thermiques, sont à l'étude.

La collaboration s'étend aux transports maritimes, avec la participation d'armateurs grecs. Les échanges deviennent plus nombreux sur le plan culturel. Une « Semaine du cinéma soviétique » à Athènes et à Thessalonique a été organisée, et diverses manifestations artistiques ont marqué l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Moscou négocie un accord culturel plus étendu et soulignerait des échanges directs avec les universités et les organismes culturels grecs.

Sur le plan politique, plusieurs journaux grecs soutiennent que l'U.R.S.S. pourrait prochainement s'arrêter à Grèce une aide économique sur le modèle de celle accordée à la Turquie, mais aussi un soutien efficace dans l'affaire de Chypre et les problèmes de la mer Égée. Ces journaux ont mis en relief l'intérêt qu'aurait la Grèce à collaborer plus étroitement avec l'Union soviétique.

La carence de l'OTAN dans l'aire méditerranéenne a fait différer entre la Grèce et la Turquie à propos de la région de l'Égée, l'attitude souvent embarrassée des Américains et la peur de la perte de l'indépendance de la Grèce à la C.E.S. créent une situation que la diplomatie soviétique pourrait mettre à profit.

MARC MARCEAU.

Italie

ON DEMANDE DES JURÉS...

(De notre correspondant.)

Rome. — Le procès des Brigades rouges, qui doit s'ouvrir à Turin le 19 mars, s'annonce difficile. Si les principaux accusés sont bien sous les verrous, on manque en revanche de jurés. Sur les six mille quatre cents citoyens choisis par tirage au sort, quarante-trois ont déjà fait savoir qu'ils n'étaient pas disponibles. Pour les motifs les plus variés : certains sont malades, d'autres ont des obligations familiales, d'autres encore invoquent des engagements professionnels. Combien en restera-t-il le jour du procès ?

Bref, personne n'a envie de juger Renato Curcio, chef présumé des Brigades rouges, et ses quarante-huit camarades. Adoptant les méthodes de la Mafia, ces terroristes ont menacé de mort à diverses reprises des jurés et des avocats. Plusieurs procès ont dû être reportés.

Pour que la justice fonctionne malgré tout, le gouvernement vient de promulguer un décret, dont le Parlement a commencé l'examen, mercredi 22 février. Selon les termes de la nouvelle loi, on choisira les jurés parmi un échantillon plus large, on remplacera immédiatement les personnes indisponibles, et le jury pourra désormais compter davantage de femmes que d'hommes.

Il ne restera plus qu'à affecter un garde du corps à chacun des malchanceux — que le sort aura désignés... R. S.

LA RECHERCHE

le numéro de mars est paru



Cette image est extraite d'un ouvrage imprimé à Bâle en 1476, le « Miroir du salut humain ». Pendant des siècles, on s'est interrogé sur l'exactitude du récit de la Genèse : le Déluge fut-il ou non universel ? Comment a-t-il été déclenché ? L'arche était-elle assez grande pour que toutes les espèces puissent s'y embarquer ?

Ces questions ont suscité des controverses théologiques. Mais elles ont aussi amorcé, de façon plus surprenante, de nombreuses spéculations scientifiques dans le domaine de la géologie, de la zoologie et des sciences humaines. Pierre Thuillier en fait l'inventaire dans son article « L'arche de Noé et la science ».

Au sommaire du même numéro, vous trouverez beaucoup d'autres articles, parmi lesquels :

Les aérosols,
par Jacques Labeyrie.

Génétique et réductionnisme,
par David L. Hull.

La fin de l'Europe ancienne,
par Marija Gimbutas.

Comportements et réflexes conditionnés,
par Ezras A. Asratyan.

L'analyse quantitative des images,
par Jean Serra.

LA RECHERCHE

57, rue de Seine 75006 Paris
abonnement : 115 F TTC (11 numéros)
vente en kiosque : le numéro 13 F TTC

L'U.R.S.S. peut fabriquer n'importe quelle arme déclare le maréchal Oustinov

Moscou (A.F.P.). — L'Union soviétique a célébré mercredi 22 février le sixième anniversaire de son armée. Au cours d'une cérémonie officielle au Kremlin, le maréchal Oustinov, ministre de la Défense, a prononcé un discours, il a affirmé que l'U.R.S.S. « a le droit de fabriquer n'importe quelle arme que nos ennemis pourraient choisir comme cible ».

« Nous sommes prêts, a-t-il déclaré, à interdire tous les essais (nucléaires), à introduire un moratoire sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques, à renoncer — sur une base d'engagements mutuels — à la fabrication de la bombe à neutrons ».

L'U.R.S.S., qui ne semble pas posséder cette nouvelle arme, en condamne fermement le principe et le déploiement possible autour de ses frontières.

« Que personne n'essaye de nous faire peur avec de nouveaux types d'armes meurtrières, comme les fusées Cruise, les bombes à neutrons ou quelque chose dans le même genre », a averti le maréchal Oustinov.

Le nom de Staline acclamé

Le ministre a aussi déclaré que l'U.R.S.S. « mène une importante négociation au succès des négociations sur la limitation des armements stratégiques » (SALT-2), ainsi qu'à un accord sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale » (M.E.P.R.). Le maréchal Oustinov a enfin dénoncé « les forces réactionnaires et agressives qui agissent énergiquement contre la détente et le désarmement ». Il a stigmatisé « la direction chinoise » qu'il a accusée « d'agir de pair avec la réaction mondiale ».

Dans son discours, prononcé en présence de M. Brejnev et d'autres dirigeants, le maréchal Oustinov a aussi déclaré que l'U.R.S.S. « mène une importante négociation au succès des négociations sur la limitation des armements stratégiques » (SALT-2), ainsi qu'à un accord sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale » (M.E.P.R.).

nov, a fait un historique de l'armée. A propos de la période de la deuxième guerre mondiale, il a dit notamment : « Pour la mobilisation de tous les efforts, en vue de repousser les ennemis et de les conduire à la défaite, a été créé le comité d'Etat de la défense (actuel conseil de défense) pour lequel n'a été nommé le camarade Staline. » Quand le nom de Staline a été cité, le public du palais des Congrès, qui comprend six mille places — composé de militaires, a longuement applaudi, empêchant à deux reprises le ministre de reprendre la parole. L'Agence Tass a cité la phrase concernant le conseil de défense ainsi que le nom de Staline, mais omettant le terme de « camarade » qui a été remplacé par les initiales du prénom et du patronyme de l'ancien généralissime.

البنك العربي للتجارة

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

67, avenue Franklin Roosevelt Paris

Tél : 359.61.49 - Télex : 640340 BIAPA

Capital 100 millions de F entièrement libéré

Total du bilan en Francs

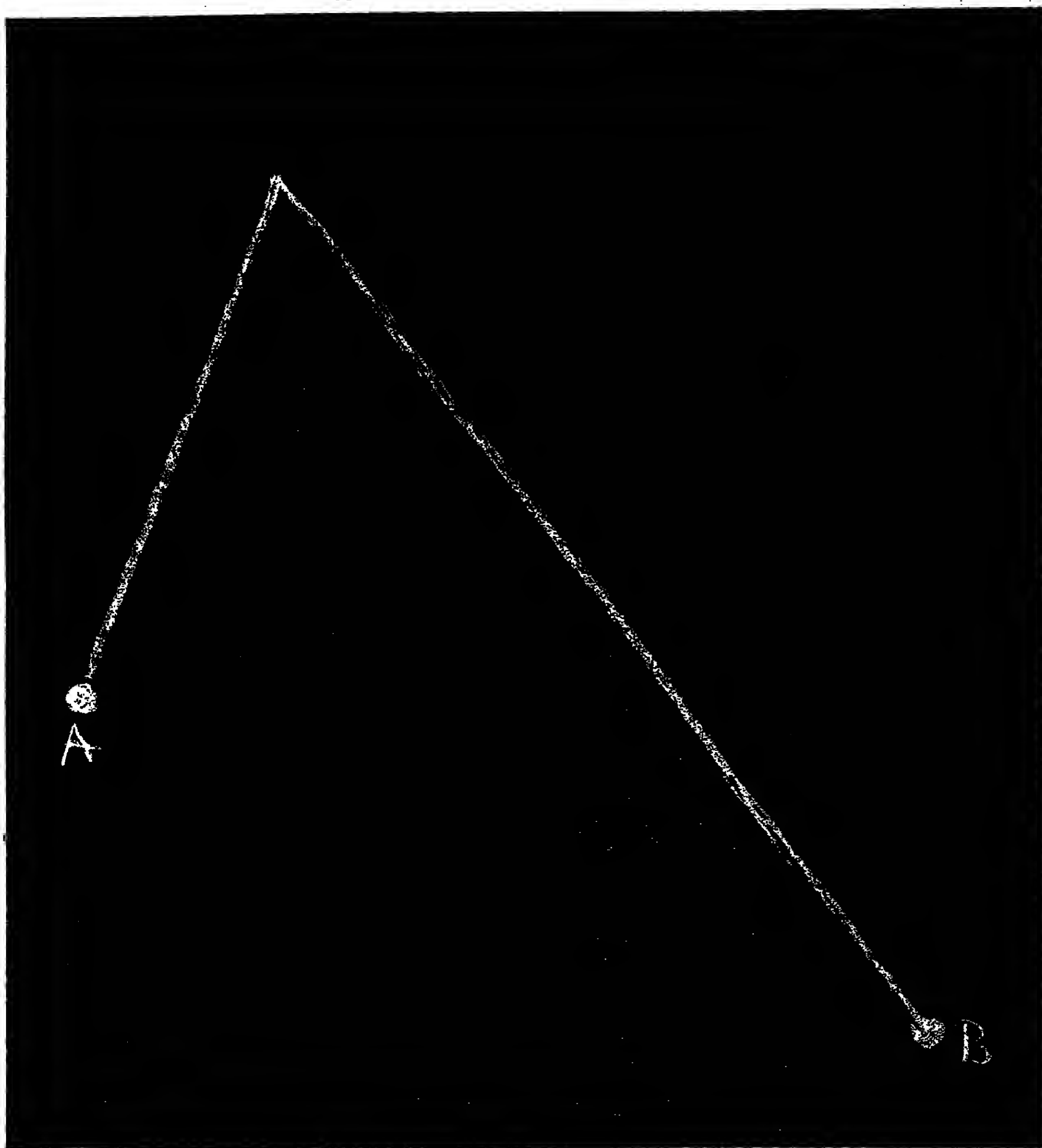
1975 : 1 080 000 000 F

1976 : 3 209 000 000 F

1977 : 3 564 000 000 F

Le Monde Arabe est notre affaire

Deux droites sont le chemin le plus court d'un point à un autre.



Swissair a grandement contribué à rendre de plus en plus contestable, dans la pratique, un des célèbres postulats d'Euclide.

Euclide, en effet, n'a pas tenu compte d'un facteur qui n'est pourtant pas tout à fait sans importance: l'heure à laquelle le chemin d'un point à un autre doit se faire.

Quelques exemples: la liaison la plus courte entre Paris et Karachi passe le samedi par Zurich. Ou entre Marseille et Dar-es-Salaam le mercredi par Genève. Ou entre Nice et Hambourg tous les jours par Zurich. L'horaire de Swissair offre une foule d'exemples analogues. Et ce ne sont pas des exceptions rares qui confirment la règle. On les trouve

sur tous les vols qui relient les 89 destinations de Swissair.

Par conséquent, Swissair a raison d'affirmer: deux droites sont le chemin le plus court d'un point à un autre.

Et le plus intéressant dans ce postulat de Swissair — qui, il est vrai, n'est pas toujours exact lui non plus — réside en ceci: lorsqu'il est exact, ce n'est pas seulement en théorie. C'est même le comble du pratique.

Votre agence de voyages IATA ou Swissair se fera un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements sur tout ce qui touche les chemins par avion entre deux points.



POLO

Forfe
Euro

L'ore

DS

e

12

Forfe
Euro

سوارا

EUROPE

POLOGNE

Une année cruciale pour M. Gierek

II. — Les écueils à franchir

De notre envoyé spécial

MANUEL LUCBERT

Dans son premier article (« le Monde » du 23 février), Manuel Lucbert expliquait comment M. Gierek est confronté à une opposition qui a lancé une action éducative et se situe en dehors des clans. Le chef du parti tente peu à peu de reprendre le contrôle des actions gouvernementales, sans dramatiser la situation. S'il obtient la « coopération » de l'Eglise, il lui faudra encore présenter des résultats économiques spectaculaires pour redonner du moral à la nation.

Varsovie. — « Mais où nos dirigeants traversent-ils donc les rivières de leur opinionisme ? » S'ils ne doivent pas porter à un pessimisme excessif, les résultats des deux premières années du plan quinquennal n'en justifient pas moins cette remarque que nous fit un journaliste polonais.

L'analyse de la situation économique de la Pologne amène à poser deux questions de type très différent. D'abord : pourquoi les dirigeants polonais ont-ils suivi pendant si longtemps la politique d'investissements massifs lancée en 1971-1973 ? Ensuite, comment améliorer l'efficacité d'une gestion désespérément inefficace, dans l'agriculture et dans l'industrie, en dépit de la modernisation des moyens de production ?

La première question est de nature stratégique. Le choix fait il y a six ans par M. Gierek et Jaroszewicz, les chefs du parti et du gouvernement, en faveur d'un vaste programme d'industrialisation était sans doute bon, étant donnée la stagnation relative des années précédentes. Ils furent, en revanche, moins avisés de poursuivre cette politique alors

que des événements internationaux inattendus — la crise de l'énergie, avec ses conséquences sur les économies occidentales — perturbaient les belles prévisions.

L'erreur des dirigeants polonais fut alors, semble-t-il, de ne pas croire — ou de ne pas vouloir croire, ce qui en fin de compte revient au même — au caractère durable de la crise. M. Gierek, parce qu'il a la mystique de la construction industrielle, en bon réalisateur qu'il est et qui a fait ses preuves jadis en Silésie ; M. Jaroszewicz, parce qu'on lui prête la fâcheuse habitude de voir délibérément la vie en rose.

Jugeant donc, en 1973-1974, que la crise se limiterait à des difficultés passagères d'approvisionnement en pétrole, ils continuèrent à investir à tour de bras, alors qu'il aurait déjà fallu songer à donner des coups de frein. Ce n'est que devant l'aggravation de l'inflation et du chômage à l'Ouest et à la suite de la demande des Soviétiques de relever plus fréquemment les prix au sein du Comecon que commença le processus de révision de la stratégie économique : à la fin de 1976, fut alors adoptée une politique déflationniste. Entre-temps deux précieuses années avaient été perdues.

La fin des grands projets

Loin d'être appliquée avec rigueur, cette « manœuvre » fut conduite de manière simple et un peu incolore. Ainsi les rabais de prix annoncés en juin 1976, s'ils répondaient à la logique économique dans l'absolu, n'étaient sans doute ni opportuns, ni justifiés dans leur ampleur. Aux difficultés économiques, on ne fit qu'ajouter un malaise social, qui empêche no-

tamment, cette année-là, les entreprises de limiter comme elles l'auraient souhaité les augmentations de salaires. Si l'on tient compte, en outre, du fait que, depuis 1973, les récoltes ont été plus catastrophiques les unes que les autres, on aura une idée des problèmes qui se posent aux dirigeants polonais.

Un certain nombre de décisions prises l'année dernière, et qui se reflètent dans le plan de 1978, permettent de dire que le tableau a été enfin pris par les cornes, mais il est bien tard. Pour la deuxième année consécutive, les investissements resteront pratiquement au niveau atteint. Les contrôles seront plus sévères, et il ne sera accordé, insiste-t-on, aucune dérogation en cours d'année. De 33 % en 1976, le taux d'accumulation doit descendre à 24 %, alors qu'au début de la « manœuvre » on envisageait encore pour 1976 un taux de 28 %.

En même temps, le gouvernement va tenter de renforcer la surveillance des salaires. Alors qu'en 1976 et 1977, les revenus monétaires globaux de la population ont augmenté au total de 26 %, la progression prévue pour cette année n'est que de 6 %. Les salaires, quant à eux, auront une croissance encore bien plus faible : le plan la chiffre à 1,8 % pour le salaire moyen dans l'industrie.

L'objectif est de se rapprocher, dans un délai de trois ans, d'une situation d'équilibre sur le marché grâce à une pression sur la demande et à un élargissement de l'offre. En ce domaine, trois priorités ont été fixées. Il s'agit d'améliorer radicalement la situation du marché des biens de consommation, de développer l'industrie alimentaire et d'accroître la construction de logements. Ce dernier secteur doit recevoir 23 % des investissements contre 21,5 % initialement. Une grande attention est également apportée à la progression des exportations. Une certaine reconversion se manifeste d'une façon générale en faveur du commerce avec les pays du Comecon. Les échanges avec l'Union soviétique, notamment,

doivent augmenter plus vite que la moyenne (+ 18 % en 1977 ; + 17 % en 1978).

Si la récolte est bonne

L'importance attachée à la normalisation de la situation sur le marché est soulignée par la création en janvier, auprès du conseil des ministres, d'un comité pour les questions de commerce intérieur. Il est dirigé par M. Tadeusz Pyka, l'un des vice-premiers ministres. Les livraisons pour le marché doivent augmenter de près de 10 %. Des progrès ont déjà été accomplis l'an dernier : ainsi deux cent quarante mille machines à laver ont été produites contre seulement trente mille en 1976. Mais les listes d'attente sont toujours longues que l'amélioration n'est pas encore très sensible pour les acheteurs.

L'approvisionnement en produits alimentaires devrait aussi nettement progresser (plus de 8 %). Mais le chef du gouvernement a déjà fait savoir qu'un tel domaine les pénuries ne seraient pas toutes supprimées cette année. La réalisation de ce programme est en tout état de cause liée à beaucoup d'inconnues : le niveau de la prochaine récolte, l'efficacité de l'industrie alimentaire, les effets d'un nouveau système de commerce de détail qui favorisera davantage la vente privée.

Le problème le plus épineux reste encore et toujours celui des prix. La conférence nationale du parti, réunie en janvier, n'a apporté à ce sujet, en tout cas officiellement, aucune révolution. En indiquant que la question serait résolue graduellement, M. Gierek a surtout montré qu'il continuait à temporiser.

La commission ad hoc créée à l'automne 1976, et dont les conclusions, toujours non publiées, ont été présentées à la conférence, aurait certes recommandé de rapprocher les prix de vente des coûts de revient, mais elle aurait conseillé aussi d'opérer avec prudence et de s'efforcer de maintenir la stabilité de l'indice du coût

de la vie, ce qui est apparemment contradictoire avec la première exigence. Cette stabilité n'existe de reste qu'en théorie pure. Les statistiques officielles reconnaissent pour l'an dernier une inflation de près de 5 %, mais nombre d'économistes la chiffrent, en réalité, entre 6 et 10 %. Autre avis de la commission : les augmentations des produits de base ne devraient pas excéder, lorsqu'elles seront décidées, 15 à 20 %.

Aussi longtemps que ce problème ne sera pas résolu, les planificateurs polonais risquent de se trouver devant la quadrature du cercle : comment parvenir à un équilibre du marché, alors que la structure des prix ne cesse de se dégrader ?

Trop tôt pour la décentralisation ?

L'autre grande question à laquelle les dirigeants et la presse consacrent beaucoup de place concerne l'efficacité de la gestion économique. En dépit d'un potentiel industriel considérablement modernisé, celle-ci reste toujours très faible. Un exemple donné récemment par le journal *Zycie Warszawy* permet d'en juger : en 1976, la valeur produite avec des moyens de production équivalant à 1 000 zlotys était de 413 zlotys ; en 1976, elle était de 438 zlotys, soit une amélioration de seulement 5,5 %. Malgré résultat, si l'on songe que de 1971 à 1975 les investissements ont augmenté en moyenne de 18 % par an.

Conscients du problème, les dirigeants multiplient les appels en vue de « libérer les initiatives ». M. Gierek ne cesse de souligner le rôle croissant que devaient jouer, selon lui, les conseils d'auto-gestion ouvrière. Mais l'écho de

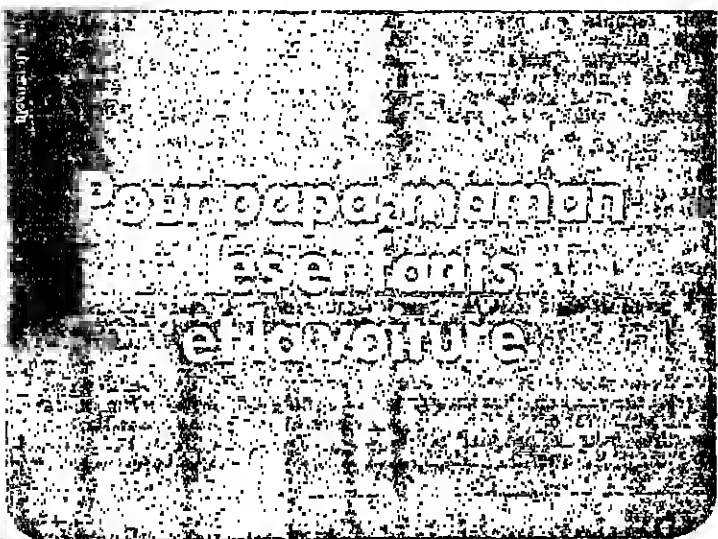
cette campagne paraît être limité : la bureaucratie syndicale ne fait rien pour l'encourager, et à la base un sentiment de méfiance domine.

C'est dans ce contexte que se situe aussi la « discussion » amorcée à la fin de l'année dernière, par voie de presse, sur la décentralisation. Lancée par l'hebdomadaire *Polityka*, le débat, après une vive passe d'armes entre M. Rakowski, le rédacteur en chef du journal, et un partisan du centralisme le plus strict, a vite tourné court. Il aurait été repris pendant la conférence nationale, plusieurs orateurs de province ayant critiqué l'excès de centralisation actuelle. Mais il est significatif que la presse ait fait un silence presque total sur ce point. De toute évidence, la question est encore loin d'être tranchée. Les compétences financières des vo-

vodies et des conseils du peuple vont cependant être élargies. Autre aspect des réflexions actuelles : l'accent est davantage mis sur le fait que la planification doit consister en une programmation à plus ou moins long terme des orientations économiques, et non en une liste de directives et d'indicateurs à exécuter quel qu'il arrive. Mais, comme dans le cas de la controverse sur la décentralisation, cette discussion donne l'impression de rester en l'air. Il est vrai que la délicate situation économique actuelle ne favorise guère les réformes de grande ampleur.

Si M. Gierek franchit, cette année, les écueils politiques et économiques qui se dressent sur sa route, si la récolte est bonne, si l'Eglise se montre compréhensive et si la contestation n'est pas trop turbulente, alors il pourra regarder l'avenir avec plus de sérénité. Sinon, des jours difficiles l'attendent.

FIN



Forfait Famille Annuel
Europ Assistance.

Le cuir c'est Hermès.
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.

PRIME
9-11 rue Benoît Malon
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.

Pour tous vos déplacements en France, en famille ou séparément, 12 mois 330 F.

Forfait Famille Annuel
Europ Assistance.

Deux dossiers

Deux ouvrages aident à mieux comprendre comment est née et s'est développée la prise de conscience dans les pays de l'Est européen. La Pologne, une société en dissidence (1) présente, à travers plusieurs documents, une diversité de pensées et d'opinions sur le dénominateur commun est « la lutte pour la liberté que mène la collectivité contre le pouvoir, pouvoir qui n'aient pas la perspective qui fut celle du pouvoir stalinien, mais dont la nature est objective et l'attitude à l'égard de la population ont peu changé depuis lors ».

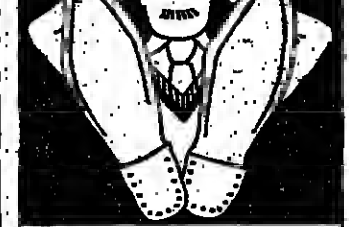
Partant de la naissance du Comité de défense des ouvriers (KOR), créé après la révolte ouvrière de juin 1976, ce dossier présente aussi des textes de l'épiscopat polonais et des réflexions au demeurant fort divergentes sur l'avenir de la Pologne, de Leszek Kolakowski, Adam Michnik et Jack Kuron, etc. Il montre comment, à partir de positions différentes mais qui s'accroissent sur le fait qu'il ne faut pas espérer une évolution délibérée de l'Etat, nous fondent leurs espoirs sur la capacité de la société à se défendre et à s'organiser. On assiste mieux alors les particularités de cette lutte menée au grand jour « entre les partisans de la liberté et de la démocratie et les partisans d'un système où l'homme n'est qu'un engrenage de l'histoire ».

Pour comprendre comment on est arrivé à cet aboutissement, il faut aussi lire 1956 : Varsovie-Budapest. La deuxième révolution d'Octobre (2), recueil des principales interventions à un colloque qui se tint à Paris en septembre 1976. A l'inspiration d'un Polonais, Krzysztof Pomian, et d'un Hongrois, Pierre Kende (le Monde du 9 octobre 1976). Cette réunion avait permis à une poignée d'intellectuels venus des quatre coins du monde de réfléchir, avec un recul de vingt ans, sur ce que furent les événements de cette année 1956 où « l'imposture totalitaire a fini par

écarter ». A noter que les « euro-communistes » avaient pris part à la tenue de ce colloque, qui fut d'une richesse exceptionnelle. Le dossier comporte également une partie documentaire — bibliographie et points de vue — des événements de l'octobre polonais et de l'insurrection à Budapest, réprimée par les chars soviétiques. — Am. E.

(1) Textes rassemblés par Z. Rakowski et G.M. Zydzic, préface de Leszek Kuron, Cahiers libres 238/239, Grasset, 206 pages, 38 F.

(2) Textes réunis par Pierre Kende et Krzysztof Pomian, Colloque 1956/1976, 272 pages, 45 F.



pièds grands
ou
larges
38 au 50

Un choix unique de chaussures exclusivement pour homme, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6^e à la 11^e largeur.

PALAIS DE LA CHAUSSEURE
39, av. de la République
75011 Paris Tél. : 357.45.92
Catalogue gratuit - Porting

A vélo, à ski, à cheval
en avion, train, auto
moto, bateau.

Forfait Famille Annuel
Europ Assistance.

La voiture de sport
c'est Ferrari.
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.

PRIME
9-11 rue Benoît Malon
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.

Dans les banques,
les agences de voyages,
chez les assureurs et
dans les Caisses
d'Epargne Ecureuil.

Forfait Famille Annuel
Europ Assistance.

Le cristal c'est Baccarat.
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.

PRIME
9-11 rue Benoît Malon
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.

M. Mitterrand ne répond pas à l'appel de M. Marchais et ne souhaite pas un débat avec M. Barre

Une certaine défense du gaullisme...

● **M. Olivier Stirn**, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, vice-président du parti radical, a « regretté » mercredi soir 22 février, à Belfort, que « les radicaux n'aient pas su aller chercher le pouvoir à l'extrême gauche, à l'extrême droite, à l'extrême socialiste », inspiré en cela « par son mauvais génie », M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste de Belfort. Selon M. Stirn, « la proposition de transformation de la démission de l'accordée depuis 1972 » avait pourtant offert à M. Mitterrand « une chance historique de réconcilier le socialisme et la démocratie en rompant avec le programme

هكذا من العمل

P.S.

La préparation des élections législatives

LA TOURNÉE DU PREMIER MINISTRE EN PROVINCE

M. Barre et les « gens d'en face »

De notre envoyé spécial

La Baule. — Mardi soir 22 février, à La Baule, où le premier ministre s'est rendu pour soutenir la candidature du maire, M. Olivier Guichard (R.P.R.), ancien ministre d'Etat, qui se représente dans la 7^e circonscription de la Loire-Saint-Nazaire, la « France profonde » si chère à M. Barre était politiquement coupée en deux de la façon la plus expressive qui soit. Les partisans locaux de la majorité avaient, en effet, dressé leur chapiteau sur la place des Sables, juste en face de l'entreprise Thibaut-Castin — seule usine de la localité — occupée depuis le mois de septembre par quelques-uns des cent quarante-quatre ouvriers condamnés au chômage par sa fermeture.

La C.G.T. avait estimé que l'organisation de ce meeting à cet endroit relevait de la provocation, cette confrontation a donné lieu, tout au long de la soirée, à une

escalade sonore, les deux « camps » ayant décidé de rivaliser à coups de haut-parleurs et de déclarations. Bien avant l'heure des discours, les nombreuses forces de l'ordre entourant le chapiteau eurent ainsi l'occasion peu commune d'entendre en même temps l'international et la Marseillaise de Mozart.

Le dialogue eût peut-être été moins cacophonique, en tout cas moins bruyant, si M. Olivier Guichard avait accepté la demande qui lui avait été présentée par M. Claude Poperen, membre du bureau politique du P.C., candidat dans la 2^e circonscription, lequel avait exprimé son désir d'assister à cette réunion en compagnie de quelques amis afin de poser au chef de gouvernement « les questions qui intéressent particulièrement les travailleurs », à propos notamment des problèmes de l'emploi. L'ancien ministre d'Etat lui avait répondu : « Cette réunion est une réunion privée, sur invitation, qui se tient dans un local privé, comme toutes celles que j'ai tenues ou tiendrai le premier ministre jusqu'aux élections. Je ne pourrais donc pas vous y donner la parole. J'ajouterais accessoirement que le premier ministre n'ayant pas accepté de dialoguer avec le secrétaire général de votre parti, vous ne trouverez sans doute pas convenable qu'il le fasse avec un de ses délégués régionaux ».

Le « baron » gaulliste et le premier ministre refusant la contradiction, M. Claude Poperen et les deux autres candidats communistes du secteur MM. Maurice Rocher — (8^e circonscription) et Pierre Le Berche (7^e circonscription) étaient venus apporter leur appui aux prévisions et pendant près de trois heures le chapitre ministériel a résonné des échos de leurs protestations. Les quelque deux mille supporters de la majorité qui avaient répondu à l'invitation du maire de La Baule et de M. Barre n'en ont manifesté que plus d'ardeur dans leurs applaudissements.

M. Olivier Guichard lui-même, d'habitude si placide, a trouvé des accents explosifs pour dénon-

cer les socialistes « sectaires de l'école », « compléxés de la gauche », « toujours soucieux de ne pas paraître trahir le prolétariat qu'ils ne connaissent pas et le parti communiste qu'ils ne connaissent que trop », pour cloquer au pilori les communistes « exploités de la misère et de la haine contre Français » et reprendre, en particulier, le « Marchais, cet Ali Baba », lancé par M. Barre mardi soir à la télévision, afin de pouvoir ajouter : « Cela finira par les quarante voleurs ! »

Dans cette ambiance passionnée, M. Raymond Barre a un instant, au début de son allocution, trouvé le ton d'un tribun pour susciter les bravos de l'auditoire le plus réceptif qu'il ait eu depuis le commencement de sa tournée électorale. « Nous sommes du même côté pour le même combat », a-t-il notamment répondu à M. Guichard. Et d'ajouter à propos du fond sonore entretenu par les cégétistes rassemblés de l'autre côté de l'avenue des Noëllies : « Les gens d'en face sont en train de nous donner une démonstration de la façon dont ils conçoivent dans un pays démocratique la liberté d'association et d'expression, mais cela ne m'intimide pas ! »

Chez M. Barre la langue ne s'extériorise jamais longtemps. Son naturel reprenant le dessus, le premier ministre a poursuivi sur le ton doctoral qui lui est propre, sans modifier ses propos habituels. Critiquant les projets de l'opposition, il a déclaré qu'il « en gouvernement de la droite serait le plus hétéroclite qu'on puisse imaginer » et que « ce sont les pauvres qui sont les plus menacés par l'inflation et l'accroissement des impôts qui résultent indubitablement des mesures qui seraient prises ». « J'ai confiance », a-t-il déclaré en conclusion. « Nous sommes comptables de l'avenir de la France. L'espérer est de notre côté », M. Barre a été applaudi chaleureusement par une foule acquiescente d'avance, mais moins enthousiaste qu'au début de la réunion. A conviction sans péril, il était 22 h. 30. De l'autre côté de la rue les « contradictoires »

continuaient de chanter l'international. Alors M. Guichard a invité la foule massée sous le chapiteau à chanter la Marseillaise « pour purifier l'atmosphère ».

ALAIN ROLLAT.

M. BARRE REGRETTE LES CANDIDATURES DE DERNIÈRE MINUTE DE LA MAJORITÉ

M. Raymond Barre, qui était jeudi 22 février l'invité du petit déjeuner de France-Inter a regretté « les candidatures sauvages déposées en dernière minute par les formations de la majorité ». Le premier ministre a souligné « le caractère répréhensible de la situation ainsi créée dans des circonscriptions officielles, où des candidatures uniques étaient considérées comme seul moyen de succès ». Il a ajouté : « J'espère que le bon sens prévaudra. L'espérer aussi que la majorité réproche sa manifestation ».

M. Barre a affirmé : « Je ne fais pas une campagne tout seul. Je fais une campagne avec la majorité de la majorité ». Il a démenti qu'on lui ait demandé de prendre la tête de l'U.D.F. et qu'il ait refusé : « J'ai dit depuis le début que, étant donné le caractère curieux de la majorité, étant donné le fait que j'avais, comme premier ministre, été soutenu par toutes les formations de la majorité, je n'entendais pas, en tant que premier ministre, prendre la tête d'une formation de la majorité ».

Quel impôt sur la fortune ? Une erreur matérielle nous a fait écrire dans certaines éditions du Monde du 23 février (p. 7) que le seul de fortune à partir duquel la plupart des propositions de loi proposées de l'axe r les contribuables les plus riches étaient de 2 millions d'anciens francs. C'est évidemment de 2 millions de francs actuels qu'il s'agit : quelque 125 000 personnes possèdent plus que cette somme, selon M. Laffitte (la Fortune des Français).

M. Chirac prend des engagements formels envers les rapatriés

De notre envoyé spécial

Toulon. — M. Jacques Chirac a pris, mercredi 22 février, à Toulon, devant les associations de rapatriés et en réponse à un long cahier de doléances présenté par M. Louis Boutin, président du Recours du Var, un double engagement. Il a promis, au nom du futur groupe R.P.R. de la prochaine Assemblée nationale, qu'une « amnistie totale, intégrale et définitive » serait proposée pour les faits en relation avec les affaires d'Algérie. Il a également annoncé la dépôt d'une proposition de loi complétant celle du 2 janvier 1978, relative à l'indemnisation. Les représentants des rapatriés se sont déclarés à plusieurs reprises satisfaits des engagements du président du R.P.R. En conséquence d'ailleurs, M. Mario Bénéard, député sortant de la deuxième circonscription du Var, a voté en faveur du projet de loi sur l'indemnisation, a participé, dans le soir, au meeting présidé par M. Chirac, au Morillon, sous un vaste chapiteau qui abritait plus de cinq mille personnes.

Tout au long de la journée et à diverses reprises, M. Jacques Chirac a évoqué, devant des publics variés, les thèmes habituels de la campagne

du R.P.R., s'en prenant plus spécialement aux socialistes. Il a particulièrement insisté sur le vocable, spécifique selon lui, du R.P.R. en assignant à son corps électoral de « distancer le droit d'être le premier tour pour battre la gauche au second ». M. Chirac, en se gardant bien de citer l'Union pour la démocratie française, a toutefois pris soin de ranger dans « la droite » ses partenaires de la majorité dont les formations ont constitué l'U.D.F. Il a insisté sur « le caractère populaire du mouvement gaulliste qui lui permet, et à lui seul, de battre la gauche ». Il a aussi réitéré le « politique de facilité et le libéralisme bon enfant » que les formations de l'U.D.F. représenteraient alors qu'une victoire de la gauche ne manquerait pas d'entraîner « la collectivisme ». Si M. Chirac a rappelé les règles du pacte majoritaire, il ne s'en est jamais pris aux autres candidats de la majorité. En revanche, M. Pierre Mazaud, ancien ministre, qui se présente pour briguer la succession d'Aymaric Simon-Lorière, décédé, a tel à plusieurs reprises huer par la foule le nem de M. Arreckx, maire de Toulon, président départemental du parti républicain, qui se présente également dans cette 5^e circonscription du Var.

ANDRÉ PASSERON.

Paris-Écologie 78 critique la gestion du maire de Paris

Les responsables du groupe Paris-Écologie 78, parmi lesquels M. Brice Lalonde, ont sévèrement critiqué, mercredi 22 février au cours d'une conférence de presse, la gestion du maire de Paris, M. Brice Lalonde a déclaré : « Nous avons seulement une mairie-spectacle avec un maire spectaculaire ».

Les membres de Paris-Écologie 78 ont contesté le bilan de la gestion municipale tel qu'il a été dressé dans un numéro spécial du Bulletin municipal officiel (le Monde du 25 janvier) : ils ont notamment remis en cause l'ac-

tion du maire dans trois domaines considérés par M. Chirac comme prioritaires : le logement social, l'action culturelle et l'aide aux personnes défavorisées. En ce qui concerne le logement social, le groupe Paris-Écologie 78 a considéré que la solution résidait « dans l'utilisation à bon escient des logements qui existent, et notamment de ceux dont le loyer est régi par la loi de 1948 ». Pour les personnes âgées, il a jugé nécessaire de « les maintenir dans des logements anciens et de leur offrir des activités à celles des autres habitants afin qu'elles ne soient pas coupées de la vie courante ».

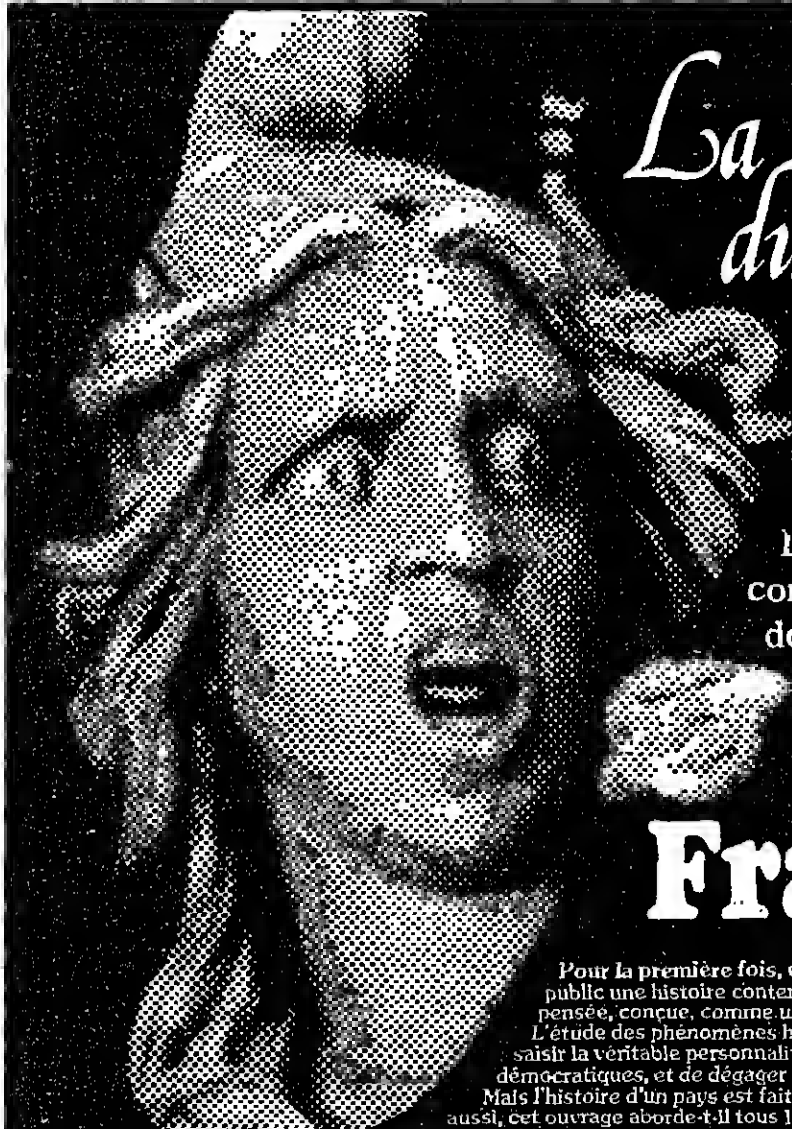
défense du gaullisme

L'augmentation du SMIC à 2 400 F

M. SERVAN-SCHREIBER : le premier ministre a franchi un grand pas.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, a commenté mercredi matin 22 février, au micro d'Europe 1, les déclarations de M. Raymond Barre. Il a affirmé : « Le premier ministre a franchi un grand pas [sur la question du SMIC à 2 400 F]. A mon avis cela change le cours des choses (...) Il a répondu, sur cette grande affaire, d'une manière humaine, raisonnable et compréhensible. Il a montré qu'il avait compris qu'on ne peut plus à l'heure actuelle parler aux Français uniquement un langage de technicien (...) L'émotion qu'il a manifestée a été un événement, venant de lui, c'est-à-dire venant d'un économiste rigoureux et qui voit le monde reconnaît le sérieux du point de vue économique ».

Hors-jeu



La Première Histoire du Peuple de France

“Sans a priori ni préjugés mais avec passion”

Nombreux sont aujourd'hui les lecteurs qui demandent à l'histoire d'être autre chose qu'une suite d'événements et d'images d'Épinal. L'Histoire de la France Contemporaine de 1789 à nos jours constitue la première collection publiée en France donnant un tableau complet du patrimoine de tout un peuple.

Histoire de la France contemporaine

Pour la première fois, en effet est proposée au public une histoire contemporaine globale de la France, pensée, conçue, comme une totalité. L'étude des phénomènes historiques permet de mieux saisir la véritable personnalité de notre pays, ses traditions démocratiques, et de dégager les voies de notre devenir. Mais l'histoire d'un pays est faite et vécue par les hommes ; aussi, cet ouvrage aborde-t-il tous les aspects de la civilisation française, histoire économique, sociale, politique, culturelle, mais aussi histoire des idées, us et coutumes, évolution des mentalités.

Écrite par des historiens qui n'hésitent pas à remettre en cause les notions établies pour découvrir le fait historique dans son authenticité, l'Histoire de la France contemporaine constitue véritablement la première histoire du peuple de France.

Réalisée par un collectif d'historiens parmi les plus compétents : Jean-Paul Bertaud - Roger Bourderon - Jean Bruhat - Jean Elieinstein - Jean Gacon - Florence Gauthier - François Hinccker - Claude Mazauric - Maurice Moissonnier - Albert Soboul - Danielle Tartakowski - Claude et Germaine Willard.

Coordination : Jean Elieinstein.

Co-production : Éditions Sociales/Livre Club Diderot.

Présentation : Cette œuvre comprendra 8 volumes reliés soigneusement présentés. Le tome I traitant « Des origines à 1789 », le dernier de « 1968 à 1980 ». La partie encyclopédique très importante, le quart de l'ensemble, regroupera en chaque fin de volume : des biographies, 2 400 pour les 8 tomes, soit un véritable dictionnaire historique des personnages.

- une chronologie très détaillée au moyen de tableaux synoptiques faisant apparaître les concordances événementielles tant sur le plan politique, scientifique que culturel.
- des filmographies et discographies replacées dans leurs contextes historiques.
- des bibliographies commentées des titres essentiels français et étrangers sur l'époque ou le personnage.

Les sources de l'historien : Présentation par les auteurs de documents en fac-similé qui permettent aux lecteurs de suivre les méthodes de recherche et d'investigation. L'iconographie comprendra de remarquables illustrations mais aussi des croquis qui éclaireront par l'image les aspects particuliers de tel ou tel événement. L'originalité de sa présentation, l'unité et la clarté de style, la richesse de la partie encyclopédique feront de cette collection l'ouvrage de référence par excellence, le livre d'histoire de l'avenir.

BON DE DOCUMENTATION à retourner à Livre Club Diderot 13, boulevard Bourdon 75004 PARIS

Nom _____ Prénom _____ Profession _____ Adresse _____

Désire être documenté gratuitement sur l'Histoire de la France Contemporaine.

POLITIQUE

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

XIX. — LORRAINE : des

L'une des régions naguère les plus gaullistes de France (la deuxième pour le nombre de « oui » au référendum d'octobre 1962), la Lorraine est aujourd'hui de celles où la gauche peut avoir de sérieux espoirs (1). Dès cette année, elle peut raisonnablement envisager, si les délégués l'ont, d'ajouter quatre ou cinq circonscriptions aux trois qu'elle possède

déjà (sur vingt et une). Pour l'avenir, le parti communiste et le parti socialiste songent à la relève d'une majorité qui n'a pas su renouveler son personnel politique.

C'est la raison pour laquelle ministres et membres des cabinets ministériels ont été dépêchés pour témoigner aux Lorrains l'attention

que leur porte le pouvoir central et le prix que mettent les membres ou anciens membres du gouvernement à représenter les habitants et à défendre les intérêts de cette région. Mme Sauvier-Séité, à Metz, M. Haby, à Lunéville, M. Stoléru, à Saint-Dié, tentent de rétablir leur « parachutage », tandis que M. Coulaud associe la gestion de Nancy aux fonctions de secré-

taire d'Etat à l'Industrie et brigue à nouveau le mandat de député qu'il détenait jusqu'à son entrée au gouvernement, en décembre 1976. Ancien ministre, le général Bigeard tente sa chance dans sa ville natale de Toul, tandis que M. Poncelet, ancien secrétaire d'Etat, devenu sénateur, suit de très près l'évolution des Vosges, et M. Messmer, ancien premier minis-

MEURTHE-ET-MOSELLE : M. Haby et le général Bigeard en campagne

La Meurthe-et-Moselle comprend, schématiquement, trois zones : au sud, un pays à dominante rurale ; au centre, l'agglomération de Nancy ; au nord, la vallée de la Moselle et le Pays-Haut, dont l'activité principale est la sidérurgie. Moins touchée que la Moselle par la crise de cette industrie, la Meurthe-et-Moselle comptait toutefois près de quinze mille chômeurs en décembre, dont un grand nombre (six mille selon le parti communiste) dans la vallée de la Moselle. Celle-ci est comprise dans la 1^{re} circonscription (Nancy-Nord, Pont-a-Mousson), dont le député sortant est M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical.

Depuis son arrivée mouvementée dans la région, en juin 1976, à l'occasion d'une élection partielle provoquée par la démission de M. Gilbert Souchal (U.D.R.), à la suite d'un différend sur le tracé de l'autoroute Paris-Strasbourg, M. Servan-Schreiber suscite la controverse. Réélu, en 1973, à nouveau dans une élection triangulaire l'opposant au candidat communiste et à M. Souchal, puis élu président du conseil régional de Lorraine en 1976 et en 1977, le président du parti radical doit disputer, cette année, les voix de la majorité à M. Claude Huriet, conseiller général de Nancy-nord. M. Huriet s'était porté candidat à Nancy, contre la municipalité sortante de M. Marcel Martin, après avoir envisagé d'être le premier ou le second d'une liste qu'aurait menée M. Claude Coulaud, député de la 2^e circonscription jusqu'à son entrée au gouvernement comme secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie.

M. Huriet, vice-président départemental des R.T. puis du P.R., avait été encouragé à se présenter par M. Pontowski, alors ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, et sa candidature était appuyée à un niveau plus élevé encore. Mais M. Servan-Schreiber voyait d'un mauvais œil l'ascension de ce professeur de médecine. Aussi, après avoir laissé entendre qu'il pourrait être lui-même candidat à la mairie, obtint-il de M. Coulaud qu'il se retire de la compétition.

C'est donc une revanche qui se joue maintenant entre les deux hommes. La candidature de

M. Huriet, soutenue par le bureau départemental du P.R., a été désignée par M. Jean-Pierre Solson, secrétaire général du parti républicain, mais, depuis, a revu l'appui du P.R. (« l'homme qui s'imposait », a dit M. M. Chirac) et celui du C.N.R. Cette concurrence sur sa droite peut avantager M. Servan-Schreiber qui, élu de l'opposition centriste en 1970 et en 1973, pourrait avoir de la peine à retrouver, depuis son ralliement à la majorité, les voix du centre gauche dans cette circonscription où la gauche détient deux des quatre cantons (un socialiste et un communiste), mais où elle n'a, il est vrai, emporté qu'une moitié l'an dernier, celle de Blénod-lès-Pont-a-Mousson (quatre mille habitants).

M. Roland Favaro, secrétaire de la fédération de Meurthe-et-Moselle du C.C.F., remplace, cette année, M. Michel Antoine, conseiller général et maire de Frouard, qui devient son suppléant. Si le parti communiste peut augmenter sa représentation en Meurthe-et-Moselle, c'est d'abord à Longwy, nous le verrons, mais aussi ici. Le parti socialiste, dont le candidat est M. Yvon Tondou, conseiller général et conseiller municipal de Pont-a-Mousson, n'a pas toutefois de devancier le parti communiste. Il est vrai que le résultat obtenu, en 1973 (9,49 %), par M. Patrick Gassenbach, candidat radical de gauche, soutenu par les socialistes, mais « vaincu », n'est guère significatif de ce que peut espérer, cette année, le P.S.

A l'extrême gauche, MM. Henri Begorre (Front autogestionnaire), conseiller municipal de Maxéville, et Bernard Thierry (L.C.R.), et M. Michel Lanchon (L.O.) et M. Patrick Kiech (U.G.P.) (Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne) ne paraissent pas en terrain très favorable, alors que les électeurs sont requis par le débat qui oppose le P.C. et le P.S. sur la dérive de M. Patrick Kiech (U.G.P.) et Mme Régine Denis-Judicis (Nouvelle Action française), conseiller municipal d'Épinal, semblent devoir se heurter à la même difficulté, tandis que M. Jean Dupuy de Méry rendra célèbre par son action contre l'anti-militarisme, sollicite les suffrages de l'ordre et de la discipline.

Le district urbain de Nancy

A Nancy-Ouest (5^e circonscription), M. Claude Coulaud (P.R.) tente de conserver son siège face au parti socialiste, dont il avait battu le candidat de mille cent voix, sur plus de soixante-quatre mille électeurs inscrits, au second tour des élections de 1973. Cette année, le P.S. lui oppose M. Job Durupt, conseiller général et maire de Tomblaine, membre du C.E.R.E.S. Un différend local oppose les deux hommes à propos de la constitution du district urbain de Nancy, dans lequel Tomblaine avait été intégrée par arrêté préfectoral, décision cassée par le Conseil d'Etat en novembre.

Le parti communiste présente M. Gino Capovongo, ancien maire de Neuves-Maisons où sa municipalité, qui l'avait emporté dans une élection triangulaire en 1971, a été battue l'an dernier. Le cou-

didat du P.S. risque cependant d'être gêné par M. Gérard Michel (M.R.G.), tandis que M. Coulaud, qui avait enlevé le siège à l'U.D.R. en 1973, doit compter avec M. Alain Aubert (R.P.R.), conseiller municipal de Saint-Nicolas-de-Port. M. Marcel Cordier (U.G.P.) vice-président, lui aussi, l'électorat gaulliste. M. Michel Boutevin (Front autogestionnaire), membre du P.S.U. Dominique Barbin (L.O.) et Daniel Gasse (Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs) sollicitent les suffrages de l'extrême gauche. M. Hugues Paterna (P.F.N.) ceux de l'extrême droite.

Dans la troisième circonscription, M. Pierre Weber, député (app. P.R.) depuis 1958, se représente sous l'étiquette U.D.F., qu'il partage avec M. André Rossinot (rad.), deuxième adjoint au maire de Nancy. Ayant voté contre les réformes proposées depuis mai 1974, M. Weber ne compte que sur lui-même et même une campagne fondée sur les soutiens dont il dispose parmi les notables de la circonscription. Or, la population a changé. De nombreux jeunes cadres sont venus s'installer dans ces quartiers, et M. Rossinot

compte que le style « schreberien » de sa campagne devrait lui attirer les électeurs de cette catégorie.

Ce sont aussi ceux que vise M. Daniel Groscolas, conseiller général de Nancy-Est, premier secrétaire (C.E.R.E.S.) de la fédération socialiste, qui compte sur la dynamique qu'une telle liste crée dans cette circonscription pour renverser une tendance qui, au vu des résultats de 1973 (32,4 % des voix à la gauche), lui était défavorable. Tant-il voit, dans la substitution de Mme Yvette Bo-

relli, militante syndicale, à M. Claude Sourdis, considéré comme l'« idéologue » local du P.C.F., un signe que celui-ci s'attend à être, cette année, devancé par le P.S. Au parti communiste, le délégué et son adjoint, M. Christian Fouché, ne se représentent pas. Le décès de Mme Claire Leclerc, conseiller général et maire de Colombey-les-Belles, qui était à nouveau candidate après avoir proposé le général Bigeard d'être son suppléant, a amené celui-ci à répondre à l'appel du président de la République. Or, M. Jacques Gosset (R.F.P.), conseiller général et maire de Toul, était sur les rangs et ne s'attendait pas, semble-t-il, à voir surgir pareil rival. De toute évidence, la situation est devenue plus difficile.

A gauche, M. Jean-Paul Chagnon (P.S.), jeune assistant à la faculté de droit de Nancy, candidat « bio-humaniste », ne se représente pas. L'avance de son parti, après une campagne active commencée l'été dernier, la circonscription n'est pas très favorable au parti communiste, dont le candidat avait néanmoins obtenu 18,7 % des voix, au premier tour, en 1973, et qui présente cette année M. Bernard Strolche. Le mouvement des démocrates présente M. Edouard Lochet, Lutte ouvrière présente M. Didier Coïc et le parti des forces nouvelles M. Jean Le Foll. M. Daniel Feinstein se présente sans étiquette.

La gauche dans le Nord

La situation est très différente dans le nord du département, où la gauche est en position nettement dominante. A Briey (6^e circonscription), le député sortant, M. Gilbert Schwartz (P.C.), maire de Jarny, qui avait battu en 1973 M. Hubert Martin, maire de Briey, devenu sénateur (r.p. ind.) en septembre 1974, ne se représente pas. Le P.C., qui détient trois des quatre cantons, dont celui de Briey, présente Mme Colette Gouriou, élue dans ce canton en 1976 et devenue, un an plus tard, à la tête d'une liste d'union de la gauche, maire de Jarny. Cette insistance de l'année-huit ans est l'une des candidatures communistes qui semblent bien placées pour entrer à l'Assemblée nationale. Le parti socialiste, qui est loin derrière le P.C. dans cette circonscription, présente un militant syndical de la sidérurgie, M. Hubert Aubriot, adjoint au maire de Jarny, qui, comme son prédécesseur en 1973, doit compter avec un candidat autogestionnaire, M. Alain Raillard (Front autogestionnaire).

Le candidat du parti socialiste démocrate, M. Pierre Gosset, semble plutôt en concurrence avec le candidat de l'U.D.F., M. Jacques Leclerc (rad.), tandis que M. Norbert Georges (L.O.) dispute à Mme Gouriou les voix de l'extrême gauche.

M. Leclerc, conseiller général et maire de Vézéville, dans la circonscription de Toul, époux de

reli, militante syndicale, à M. Claude Sourdis, considéré comme l'« idéologue » local du P.C.F., un signe que celui-ci s'attend à être, cette année, devancé par le P.S. Au parti communiste, le délégué et son adjoint, M. Christian Fouché, ne se représentent pas. Le décès de Mme Claire Leclerc, conseiller général et maire de Colombey-les-Belles, qui était à nouveau candidate après avoir proposé le général Bigeard d'être son suppléant, a amené celui-ci à répondre à l'appel du président de la République. Or, M. Jacques Gosset (R.F.P.), conseiller général et maire de Toul, était sur les rangs et ne s'attendait pas, semble-t-il, à voir surgir pareil rival. De toute évidence, la situation est devenue plus difficile.

A gauche, M. Jean-Paul Chagnon (P.S.), jeune assistant à la faculté de droit de Nancy, candidat « bio-humaniste », ne se représente pas. L'avance de son parti, après une campagne active commencée l'été dernier, la circonscription n'est pas très favorable au parti communiste, dont le candidat avait néanmoins obtenu 18,7 % des voix, au premier tour, en 1973, et qui présente cette année M. Bernard Strolche. Le mouvement des démocrates présente M. Edouard Lochet, Lutte ouvrière présente M. Didier Coïc et le parti des forces nouvelles M. Jean Le Foll. M. Daniel Feinstein se présente sans étiquette.

Le vide de la majorité a conduit M. Bernard Labbé, président-directeur général de Saules-et-Gorcy et de Châtillon-Gorcy, administrateur d'Usinor, président de l'Union métallurgique de Longwy et maire de Gorcy (cf. Le Monde du 23 février), à monter en ligne dans la 7^e circonscription (Longwy) pour tenter de déloger M. Robert Drapier (non-inscrit). Ce dernier avait battu de 63 voix, sur près de 60 000 électeurs inscrits, en 1973, le candidat communiste, M. Antoine Porcu, secrétaire de la Fédération de Meurthe-et-Moselle-Nord, qui se présente à nouveau cette année. L'affrontement entre le dirigeant local du P.C. et l'héritier d'une des plus grandes dynasties de sidérurgistes de la région, auquel on prête l'influence qu'il aurait déclinée au profit de privilégier Longwy par rapport à Thionville, résume assez bien la situation politique de la circonscription. Le candidat socialiste est M. Bernard Lefort (C.E.R.E.S.), employé de la S.N.C.F., âgé de quarante-neuf ans.

M. Jacques Dellièvre (R.P.R.) tente de retrouver les voix gaullistes qui s'étaient reportées, au second tour en 1973, sur M. Drapier. M. Daniel Gendre (L.O.) et Christian Joss (U.O.P.F.) contestent au P.S. et au P.C. le monopole des solutions socialistes à la crise. Enfin, M. Jean Philippe, maire de Benyville, se présente sans étiquette.

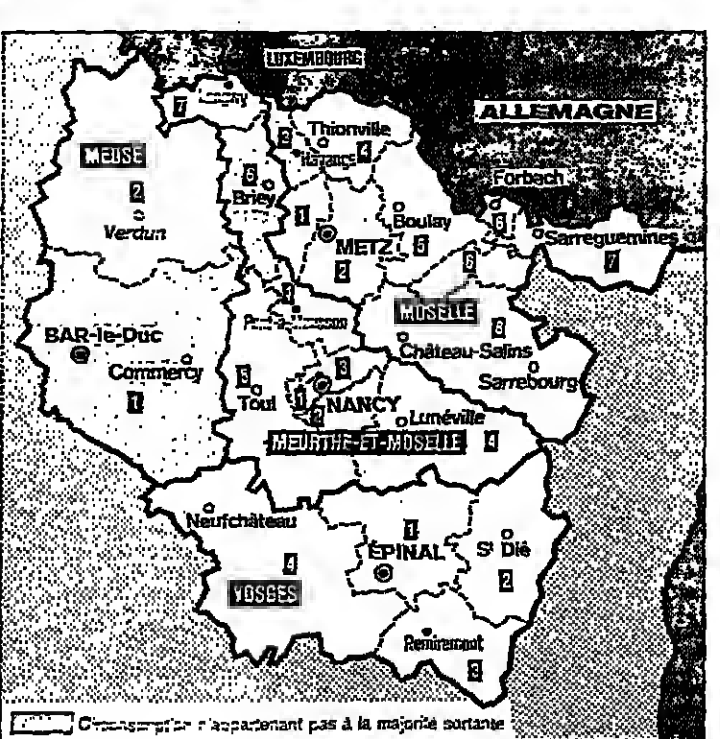
DEMAIN : la suite de la situation dans la région lorraine avec les départements des Vosges et de la Meuse.

La préparation

MOSELLE : les

Le bassin sidérurgique à l'ouest, le bassin houiller à l'est, partagent la Moselle en deux zones dont l'une connaît au moment où l'autre dépeuple. La crise de l'énergie a conduit à fermer certaines usines de charbon, alors que la fermeture des hauts fourneaux de Thionville prive trois mille personnes de leur emploi. En outre, semble-t-il, les salariés de l'industrie d'âge particulièrement nombreuses, contraignent beaucoup de jeunes à émigrer vers les régions voisines, tandis que le nombre des deman-

Marie Rausch (cent.), devenu sénateur, et M. Jean Laurain (P.S.), bénéficie cette fois du soutien de tous les partis de la majorité. Présent au meeting du P.R. à Paris le 11 février, M. Kiffer, qui choisit comme suppléant le général Charles Morel, ancien commandant de la 7^e région militaire, gaulliste de toujours, semble toutefois devoir être élu en ballottage par M. Maurice Lemaître, maire de Maizières-lès-Metz, qui se présente sous le sigle de la Croix de Lorraine. Dans



Circonscription d'application pas à la majorité sortante

deux d'emploi était, au mois de décembre, de plus de dix-neuf mille. Cette situation affecte pas seulement la région sidérurgique mais aussi l'est, où l'embauche reprend lentement, faute, en particulier, d'un encadrement que les fermetures de la fin des années 60 ont empêché de former. La 1^{re} circonscription (Metz I et II), qui associe une partie du bassin sidérurgique aux quartiers résidentiels de Metz et au canton rural d'Arz, avait été taillée à la mesure de Raymond Monдон, député de 1946 à 1969, maire de Metz de 1947 à sa mort, en 1970, secrétaire général des républicains indépendants. La croissance de Metz a accru la part de l'électorat ouvrier et la gauche, qui obtenait 27,3 % des voix au second tour en 1973, a toutes chances d'améliorer ce résultat. En mars dernier, Wolfgang Rombas, Saint-Marie-aux-Chênes, Marange-Silvange ont été gagnés par l'union de la gauche. Déjà, en 1973, le P.S. avait conquis le canton de Metz II et le P.C. celui de Maizières-lès-Metz.

M. Jean Kiffer (C.N.I.P.), conseiller général de Rombas et maire d'Amnéville, qui l'avait emporté au second tour de 1973 devant le maire de Metz, M. Jean-

la lutte passionnée, et parfois violente, qui oppose M. Kiffer aux communistes, ceux-ci ne paraissent pas mécontents de la candidature de M. Demanet, dont les électeurs pourraient hésiter, au second tour, entre la majorité et l'opposition. M. Jean-Paul Anderbourg, enseignant âgé de trente et un ans, a fort à faire pour se faire connaître dans cette circonscription où le candidat du P.C. était traditionnellement M. Arthur Buchmann, secrétaire fédéral. Il s'agit pour lui de devancer M. Laurain, conseiller général de Metz II, lui aussi enseignant, et s'il ne parvient pas à battre M. Kiffer, de prendre date, du moins pour l'avenir. M. Laurain, auquel on reproche de ne pas s'être suffisamment manifesté lorsque la crise de la sidérurgie éclata, alors que M. Kiffer menaçait de « prendre le maquis », a la tâche difficile de défendre les positions du P.S. face au libéralisme effréné du député sortant et à la nationalisation préconisée par le P.C. M. Michel Dubat (Front autogestionnaire), et Alain Monmarché (L.O.) proposent, en mesure de la « radicalisation » d'une frange des travailleurs touchés par la crise.

Mme Sauvier-Séité fait des mécontents

La 2^e circonscription (Metz III) présentait, en 1973, la particularité d'être la seule de France où il y ait trois candidats de la majorité au second tour. Cela n'empêcha pas M. Pierre Kédinger (U.D.R.) d'être réélu, avec 39,2 % des voix, devant M. Joseph Schaff (C.D.P. « mosellan »), maire de Montigny-lès-Metz, auquel il avait succédé en 1969, et qui, le député centriste détenait depuis 1946. Le responsable de cette situation était M. Jean Walgenwitz (centre démocrate), conseiller général et maire de Solgne, qui est, cette année, le suppléant de Mme Alice Sauvier-Séité, ministre des universités, tandis que M. Kédinger ne se représente pas. Le choix de ce suppléant est considéré par certains comme maladroit, M. Schaff ayant apporté son soutien à Mme Sauvier-Séité.

L'arrivée du ministre des universités dans la capitale régionale a suscité des sentiments divers. Surtout, s'il est appelé, par le maire, M. Rausch, Mme Sauvier-Séité a d'abord séduit les Messins, qui trouvaient en elle la forte personnalité qui leur manquait depuis la mort de Raymond Monдон. Mais ce « parachutage » a naturellement mécontenté les candidats locaux. Mme Marie Judin, d'abord, déléguée régionale à la condition féminine, qui a proclamé bien haut qu'elle ne se laisserait pas séduire par les propositions qu'on lui faisait. Mme Judin, qui a démissionné du parti radical après que l'investiture de l'U.D.F. lui avait été accordée à Mme Sauvier-Séité, a résisté aux pressions de toutes sortes qui se sont exercées sur elle. On lui aurait proposé,

notamment, de devenir la suppléante de Mme Sauvier-Séité. Autre mécontent, M. Jean-Louis Masson, jeune polytechnicien, ingénieur des mines, conseiller général de Vion depuis mars 1976, entré en août dernier au R.P.R. Celui-ci a l'investi, après quelques hésitations, sachant que le style de Mme Sauvier-Séité n'est pas fait pour déplaire aux militants et aux électeurs gaullistes. Enfin, M. Kiffer est passé de la méfiance à la franche hostilité depuis que le ministre des universités a tenu des propos peu amènes au sujet des élus du département.

A gauche, on observe la situation avec intérêt. Certes, le candidat socialiste n'avait obtenu, au second tour de 1973, que 28,5 % des voix, mais M. Mitterrand en recueillait 44,8 % un an plus tard, et cette progression se confirmait aux élections cantonales et municipales, sans permettre toutefois à la gauche d'enlever des sièges. M. Jean-Pierre Masseret (C.E.R.E.S.), pour le parti socialiste, et M. Jacques Anthoine, pour le parti communiste, tentent de prolonger cette avancée. Lutte ouvrière présente M. Jean-Paul Soula, et M. Roger Villanma, conseiller municipal de Oplin, se présente sans étiquette, tandis que M. Roger Bous s'affirme « gaulliste authentique ».

Dans la 3^e circonscription (Hayange, Moyeuvre-Grande, Florange), M. César Depletri (P.C.), tente de conserver le siège qu'il avait reconquis, avec deux mille voix d'avance sur plus de soixante-dix mille électeurs inscrits, au second tour, en 1973, devant

VIENT DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE
enjeu politique

En vente partout - 10 F

TRACTS EN 24 HEURES

Format 21x29,7 cm	Deux couleurs recto seul	Deux couleurs recto verso
10 000 exemplaires	1 100 F	1 800 F
le mille à la suite	42 F	43 F
25 000 exemplaires	1 730 F	2 445 F
le mille au-delà	32 F	33 F

Ces prix, et ces délais s'entendent H.T. composition, photogravure et papier compris, pour des tirages de 10 000 à 1 000 000 d'exemplaires

circulaires, bulletins, affiches, dépliants, journaux, brochures : nous consulter pour devis et délais

IMPRIMERIE L'AVENIR GRAPHIQUE

325, rue de Charenton - PARIS 12^e. Tél. : 345-44-45 poste 247

مكتبة الامم المتحدة

POLITIQUE

des élections législatives

ministres aux avant-postes

par PATRICK JARREAU

tre, élu président du conseil régional, celle de la Moselle.

Ces deux départements sont les plus frappés par la crise industrielle qui a atteint la sidérurgie de plein fouet l'an dernier et mine le textile vosgien depuis une dizaine d'années. Le débat sur la politique industrielle prend donc ici, un tour particulièrement concret. Entre

l'opposition et la majorité d'abord, la gauche réclamant un contrôle accru de l'Etat.

Mais la crise divise aussi socialistes et communistes, les premiers privilégiant le contrôle par rapport à la prise de possession, les seconds préconisant la nationalisation « fraîche » et immédiate. Ce dernier motif d'ordre a une portée incontestable dans une population

ouvrière qui, surtout dans le nord de la région, ne peut admettre la soudaineté d'une « restructuration » décidée par le patronat.

Face aux progrès de la gauche, la majorité croit l'heure venue de serrer les rangs. Les rivalités entre gaullistes et centristes s'amusent en moins les responsables politiques tentent-ils de les réduire — et l'élection de

M. Messmer en est une preuve. M. Servan-Schreiber, dont l'entrée fracassante en juin 1976 sur la scène locale avait suscité l'espoir des élus centristes et gaullistes, risque de faire les frais de cette réconciliation. Sans le dire, ou parfois en le disant, les notables prennent leurs distances.

Rien n'est joué pour autant.

conséquences de la crise de la sidérurgie

M. Léon Arnold (R.I.), maire de Florange. Président départemental du P.R., M. Arnold, qui avait été battu par un socialiste aux élections cantonales de mars 1976 à Florange, est à nouveau candidat, cette année, tandis que, pour la première fois depuis 1968, le mouvement gaulliste, qui avait perdu le siège en 1967 au profit de M. Depletri, présente un candidat, M. Roger Gauthier, conseiller municipal d'Hayange, auquel est venu s'ajouter, in extremis, M. Jean-Paul Cavajani (C.N.I.P.). M. Depletri retrouve, d'autre part, son adversaire socialiste des élections municipales à Moyenvir-Grande. M. René Drouin (C.E.R.E.S.), qui a été désigné par les sections du P.S. à la place de

M. Victor Madelaine, conseiller général, maire de Nilvange, candidat du P.C.U. en 1968 et du P.S. en 1973.

Si l'avance de M. Depletri en 1973 était relativement faible, en revanche, M. Mitterrand obtenait 60,6 % des voix, dans cette circonscription en 1974. Mais le P.S. détiendrait deux des quatre cantons et trois candidats d'extrême gauche — Mme Annie Jolivet (L.O.), MM. Yvon Viry (Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs) et Alphonse Laux (Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne) — peuvent modifier sur l'électorat communiste. L'issue de la vive rivalité qui oppose le P.S. et le P.C. n'est pas jouée d'avance.

cueillir les voix des électeurs hostiles à ce projet. Dans un cas comme dans l'autre, le report des voix entre les deux partis de gauche paraît compromis par les divergences qui les opposent à propos de la sidérurgie. En outre, l'attitude des électeurs qui ont porté leurs voix sur MM. Dominiqueabellie (L.O.) et Marcel Colquhoun (Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne), mais aussi sur M. Joseph Pellizary (M.D.S.P.), candidat de la F.O.D.S. en 1967, sera décisive. M. François Chaf d'escadron en retraite, candidat indépendant, ne paraît pas promis à un grand rôle dans ce jeu.

s'il ne s'était divisé, voici un an, à l'occasion de la constitution d'une liste d'union de la gauche à Saint-Avold. Le candidat socialiste de 1973, M. André Podsiadko, hostile à l'union, menait une campagne qui a coûté le P.S. pour le M.R.G. M. Lucien Chevalier (C.E.R.E.S.), candidat cette année, doit effacer les traces de

cette scission. Quant au parti communiste, avec M. Marcel Zieder, il entend accroître son audience au détriment de M. Schvartz qui, du fait des positions qu'il a prises, notamment en 1973, dans son rapport sur les compagnies pétrolières, n'est pas un adversaire facile. L.O. présente M. Serge Sapin.

gauche, M. Pierre Fournel (P.S.), et Fernand Beckrich (P.C.), espèrent l'un obtenir les 12,5 % de voix par rapport aux inscrits nécessaires pour se maintenir au second tour, l'autre atteindre les 10 % de suffrages qui lui servent de dispendes par M. Alain Delahaye (L.O.).

A Sarrebourg (5^e circonscription), la situation a le mérite de la clarté. Elu au premier tour, en 1973, avec plus de 72 % des voix, dans une circonscription où M. Giscard d'Estaing en obtenait 73,4 % en 1974, M. Pierre Messmer (R.P.R.) a une guerre de succession. Le parti radical a bien posé l'impérative jusqu'à faire mine d'opposer un candidat à l'ancien premier ministre, M. Oscar Gérard.

Conseiller général et maire de Phalsbourg, M. Sest, malade, bien qu'il n'ait pas obtenu l'investiture de l'U.D.F., et il peut espérer retrouver les 16,9 % de voix qu'il avait obtenus contre M. Messmer en 1974, à l'occasion d'une élection partielle. Mais il disposait alors de l'appui logistique de son parti. Sa présence ôte leurs espoirs aux candidats de la gauche. MM. Jean-Marie Schach (P.S.) et Nino Perrin (P.C.), dont les prédécesseurs, en 1973, avaient pas totalisé 13 % des voix. La situation de Mme Nicole Brondel (L.O.) ne paraît guère enviable, pas plus que celle de M. Robert Wagner (P.S.D.).

Mme Fritsch et la gauche

A Forbach (6^e circonscription), Mme Anne-Marie Fritsch (U.D.F.-R.D.), députée sortante, affronte à nouveau M. Jean-Eric Bousch (R.P.R.), avec lequel elle s'était mesurée dans une série d'élections cantonales, dues à des invasions successives. Victorieuse en 1973 et en 1975, Mme Fritsch est arrivée en troisième position, en 1976, derrière le candidat socialiste, M. Gérard Communeau, et M. Jean-Eric Bousch emportait l'élection.

Médecin très populaire dans l'arrondissement, Mme Fritsch avait été élue, en mars 1968, grâce aux voix de gauche, le P.C. et le P.S. n'ayant pas pu se maintenir au second tour. Or les deux partis ont progressé aux élections municipales, enlevant Schœrer-de-Forbach et Cœuvres, et M. Communeau, qui avait obtenu 38,4 % des voix aux élections cantonales, à Forbach, est le candidat du P.S. Il peut espérer devancer le candidat communiste, M. Jean-Marie Collé, qui tente, lui aussi, d'arriver en tête au premier tour. Mais l'extrême gauche présente plusieurs candidats :

Dans la 7^e circonscription (Sarreguemines, Bitch), M. Jean Seidinger avait battu au second tour, en 1973, M. Edouard Hingberger (U.D.R.) et l'ancien député, M. Robert Pax (centre républicain), maire de Sarreguemines. M. Seidinger retrouvait ainsi le siège qu'il avait occupé de 1968 à 1969. Cette année, il bénéficie du soutien de M. Pax, tandis que deux candidats se disputent les suffrages gaullistes. M. Théophile Hoellinger, conseiller général de Volmunster et conseiller municipal d'Oberflörsbach, est officiellement investi par le R.P.R. Mais les sympathies de certains adhérents du mouvement gaulliste vont à M. Olivier Kirsch, un étudiant qui se présente sous l'étiquette « majorité ».

D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

COTE D'OR. — M. Jean-Philippe Lecat, ancien ministre, chargé de mission auprès du président de la République, a indiqué mardi 21 février, au cours d'un débat radiodiffusé par Europe 1, que, s'il est élu député, il demandera au chef de l'Etat de le décharger de ses fonctions de porte-parole de l'Elysée.

M. Lecat, qui avait été élu en 1968 dans la 3^e circonscription de la Côte-d'Or et réélu en 1973, n'avait pu retrouver son siège après le 21 février, le jour même, lors d'une élection provoquée en octobre 1974 par la démission de son suppléant. Il avait été battu par M. Pierre Charles (rad. g.). Au cours d'un débat, l'opposait, mardi, à M. Charles et au candidat communiste M. Guy Veillet, M. Lecat, qui est candidat unique de la majorité, a été nommé comme « candidat d'unité de la majorité et membre du R.P.R. ».

HAUTES-DE-SEINE. — L'Union des jeunes pour le progrès (U.J.P.) a annoncé, mardi 21 février, qu'elle avait constitué un comité de soutien « Jeunes - Florence d'Arnaud » pour appuyer le député sortant (R.P.R.) de la 8^e circonscription des Hauts-de-Seine, face à M. Robert Hersant, candidat unique de la majorité.

PARIS. — Le comité directeur et la section locale de la fédération de Paris du C.D.S. et investissent les électeurs à voter massivement leurs suffrages à M. Alain Griotteray, député national du P.R. chargé des élections, candidat dans la 21^e circonscription de Paris (seizième).

arrondissement), dont le député sortant, M. Gilbert Cantier (P.R.) se représente.

D'autre part, M. Yves Lanciau, secrétaire de la fédération de Paris du R.P.R., a confirmé mercredi 22 février que M. Jean Allard, candidat dans la 11^e circonscription (deuxième arrondissement) sous l'étiquette « majorité » avec le R.P.R., fait l'objet d'une procédure d'examen devant le comité départemental. Le R.P.R. soutient en effet la candidature de M. Paul Perrin (C.D.S.), conseiller de Paris. Le député sortant, M. Charles Magaud (R.P.R.) ne se représente pas.

Enfin, M. Georges Saire (P.S.), candidat de la 9^e circonscription (onzième arrondissement) dont le député sortant, M. André Fanton, se présente dans la Vienne) a imputé à M. Alain Devaquet, candidat du R.P.R., la responsabilité de l'annulation d'un débat public contradictoire prévu pour le mercredi 22 février, et organisé par le Quotidien de Paris. Ce journal a indiqué que le débat a été annulé et contrainctement aux engagements pris par M. Devaquet. M. Devaquet a participé le même soir à un débat avec Mme Donat-Cattin, candidate du P.C. et M. Bernard Thibault (rad. U.D.F.).

SEINE-ET-MARNE (2^e arr.). Chelles, Laguy. — M. Jean-Pierre Fourré, conseiller général de Chelles, P.S., a pour suppléant M. Pierre Andrieu, P.S., et non M. Buisson, qui fait équipe avec M. Lebour, tous deux ont été exclus du M.R.G., car ce mouvement soutient les candidats socialistes.

VAL-DE-MARNE (2^e arr. Nogent-sur-Marne). — Mlle Dominique Vanhove, présentée comme candidate C.O.T., L.C.R. et C.O.A. (le Monde du 23 février), est la candidate du Regroupement pour le socialisme autogestionnaire et le pouvoir aux travailleurs. Sa candidature est soutenue par l'O.G.T. et le P.S.U.

YVELINES. — Mme Jenny Consigny (rad.), candidate dans la 2^e circonscription, dont le député sortant, M. Pierre Régis (R.P.R.), ne se représente pas, a le soutien des instances nationales du C.D.S. et du P.R. Mme Consigny est désormais candidate sous le sigle U.D.F.

Dans la 3^e circonscription, dont le député sortant, M. Gérard Godon (R.P.R.), se représente, le Front autogestionnaire présente M. Patrice Andrieu, membre du P.S.U.

Dans la 4^e circonscription, le Mouvement des démocrates est représenté par M. Bernard-Georges Nicollet, administrateur civil, et le collectif Ecologie 78 par Mlle Adeline Corbeau. Le député sortant, M. Marc Lauriol (R.P.R.), se représente.

Dans la 5^e circonscription, le Mouvement de la démocratie chrétienne a pour candidat M. Etienne Tremblay, médecin. Le député sortant, M. Bernard Desreumaux (P.R.), se représente.

Enfin, le Front autogestionnaire présente deux autres militants du P.S.U. M. Michel Arnaud, dans la 6^e circonscription (dont le député sortant, M. Robert Wagner, R.P.R., se représente), et M. Denis Balze, dans la 7^e circonscription (dont le député sortant, M. Pierre Ribes, R.P.R., se représente).

Division à Thionville

La 4^e circonscription (Thionville, est, Metz, Sierck), qui comprend Thionville et son agglomération, est celle qui a été le plus durement frappée par la restructuration de la sidérurgie. La fermeture du haut fourneau d'Usinor a entraîné la suppression de trois mille emplois, et le nombre des chômeurs, à Thionville, est de six mille. M. Henri Ferretti (P.R.), député sortant, avait été élu en 1973 comme suppléant de Maurice Schmebelen, qui avait succédé en 1962 à Robert Schuman, député du département depuis 1919. La gauche, qui détenait déjà Tervilly, a conquis en mars dernier Thionville, Yutz et Chausange; le parti socialiste occupe deux sièges de conseiller général et le parti communiste un, sur un total de cinq. Faut-il ne voir dans ces résultats, et surtout dans ceux des élections municipales, qu'une réaction passagère aux menaces de crise, puis à la crise elle-même ? C'est ce que paraît penser la majorité, qui se présente en ordre

dispersé. Outre M. Ferretti, qui s'est efforcé de compenser le handicap de n'être que le suppléant et de faire oublier la faiblesse qu'il avait commise en présentant une liste contre la municipalité sortante, à Thionville, et en favorisant ainsi la victoire de la gauche, on compte une candidate centriste et un représentant du R.P.R. Mme Sylvie de Selancy (C.D.S.), soutenue par la démocratie chrétienne et le parti radical, maire de Manom, candidate à chaque élection législative depuis 1967, a refusé de s'inscrire, cette année, devant la décision des partis non gaullistes, qui ont accordé à M. Ferretti l'investiture de l'U.D.F.

M. Thierry Burkard (R.P.R.) est le premier candidat officiellement investi par le mouvement gaulliste dans cette circonscription depuis 1968. Sous direction de l'action culturelle au ministère de la coopération, âgé de trente-sept ans, M. Burkard voudrait retrouver les voix gaullistes qui s'étaient comptées en 1968 sur le nom de M. Paul Dalmat, candidat à titre individuel, et y ajouter les suffrages des électeurs de l'action de M. Chirac à pu séduire.

Cette division de la majorité peut-elle profiter à la gauche ? M. René de Mattels (P.C.), conseiller général de Yutz, maire de Tervilly, a refusé de suppléer M. Paul Sourfin, maire de Thionville, semble bien placé pour devancer à nouveau le parti socialiste au premier tour. Mais, en l'absence d'une candidature écologiste, M. Jean-Claude Bouillé (C.E.R.E.S.), qui a pris position contre le projet de centrale nucléaire à Lattre, peut espérer, si le Conseil d'Etat, saisi de l'affaire, donnait un avis favorable avant le 12 mars, re-

M. Julien Schwarts (R.P.R.) conseiller général et maire de Boulay-Moselle, député de la cinquième circonscription (Saint-Avold, Boulay, Bouzonville, Paulquémont) depuis 1962, retrouve, cette année, les deux thèmes qui avaient dominé sa campagne de 1973 : la fermeture du puits de Folschviller (en 1973, c'était celui de Faulquemont), qui sera compensée par la réouverture des puits de Sainte-Pontaine et de la Houve, et l'environnement, mis en péril cette année, par la construction d'une centrale thermique à Carling. Le candidat du C.D.S., M. Armand Nau, investi par l'U.D.F. et soutenu en particulier par le parti radical, avait été élu conseiller général de Saint-Avold, en mars 1974, en faisant campagne sur ce thème. Maire de Carling, M. Nau doit compter, cette année, avec un candidat écologiste, M. Roger Langyowicz (Front autogestionnaire).

Le parti socialiste aurait pu espérer susciter un courant analogue à celui qui avait obtenu 49,3 % des voix de la circonscription à M. Mitterrand en 1974.

FREDERIC DELOFFRE
GUIDE DU
PROGRAMME
COMMUN
préface d'Alain Peyrefitte
30 000 EX
J.-J. PAUVERT

FREDERIC DELOFFRE
GUIDE DU
PROGRAMME
COMMUN
préface d'Alain Peyrefitte
30 000 EX
J.-J. PAUVERT

1978: les non-pelliculeux
auront la majorité.

Shampooing anti-pelliculaire
ACTIV
Ca marche, c'est prouvé.

FREDERIC DELOFFRE
GUIDE DU
PROGRAMME
COMMUN
préface d'Alain Peyrefitte
30 000 EX
J.-J. PAUVERT
VIENT DE PARAITRE
Un dossier du Monde
L'ÉCOLOGIE
enjeu politique
En vente partout - 10 F

Le Connetable
Deux immeubles qui ont du panache
13-15, av. du Maréchal Joffre
CHANTILLY Centre Ville
DU STUDIO AU 6 PIECES.
BEAU DUPLEX.
Quelques appartements et parkings encore disponibles.
PRIX FERMES ET DÉFINITIFS. LIVRAISONS EN COURS.
cogeor
Mme Hunziker, 50, rue d'Aumale (154) 457.05.13.
Pour recevoir cette documentation, adressez ce bon à : COGEOR,
30, av. George V, 75008 PARIS. Tél. 261.51.86.
Nom _____ Profession _____
Adresse _____ Tél. _____

par PHILIPPE SAINT-PROT (*)

la ligne de l'hospitalité finlandaise

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

* Garantie conventionnelle
du vendeur selon
le véhicule choisi

هكذا آمنوا بالاحمل

**RASSEMBLEMENT
MADISTE**
POUR L'ABSTENTION
organisé par le groupe pour la
fondation de l'Union des Com-
munistes de France (Maoïstes-
Léninistes (U.C.F.M.L.))
Expositions, débats, 6 forums :
+ parlementarisme + maoïsme
+ français-immigrés égalité des
droits + crise + nucléaire-cam-
pagne + situation internationale
MUTUALITÉ
SAMEDI 25 FÉVRIER 14 h. 30

Les Editions Ouvrières
12, avenue Saint-Roch
75007 Paris Cedex 13

**LES ENSEIGNEMENTS
DE LA FRANCHISE**

POLITIQUE

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le nombre des jeunes demandeurs d'emploi a diminué de 6,8 %
souligne M. Beullac

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 22 février, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié.

● STATUT DES UNIVERSITAIRES
Sur proposition du ministre des universités, le conseil des ministres a adopté deux décrets concernant le statut des universitaires.

Ces textes, qui dérogent au statut général de la fonction publique, introduisent d'importantes dispositions destinées à favoriser l'ouverture des universités, la mobilité des enseignants qui font de la recherche et les services de coopération internationale.

Le premier texte permet aux universitaires d'effectuer, dans l'intérêt du service, des séjours pouvant durer jusqu'à un an dans d'autres établissements d'enseignement supérieur, en exerçant leur fonction dans un établissement étranger, ou en exerçant leur fonction dans un établissement étranger, ou en exerçant leur fonction dans un établissement étranger.

Pour donner à ces dispositions leur plein effet, le projet de décret prévoit des garanties particulières, les fonctionnaires qui se trouvent en position de détachement, de congé prolongé, ou sous les drapeaux, ne peuvent pas être révoqués, être révoqués que par des décisions motivées et sur la base d'enseignements complémentaires, ce qui permet leur réintégration dans leur emploi.

Cette situation est due à la nécessité de garantir la continuité de la recherche scientifique et de la recherche scientifique, ce qui permet leur réintégration dans leur emploi.

● PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1979

Le conseil des ministres a défini, comme chaque année à pareille époque, les modalités de la première phase des travaux de préparation du budget de 1979. Cette première phase, de caractère purement administratif, devra être achevée le 7 avril prochain.

● CONSEIL DES COMMUNAUTÉS
M. Boulin a rendu compte de la dernière réunion du conseil des mi-

nistres de l'économie et des finances des pays de la Communauté à Bruxelles le 20 février.

Il a été convenu que les ministres se prononceraient sur les modalités définitives des nouvelles facilités d'emploi communautaire lorsque l'avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission aura été recueilli.

L'étude pour la relance de l'union économique et monétaire sera poursuivie.

Enfin, la réunion de lundi a permis de constater qu'il y a une unité de vue des ministres pour soutenir la candidature de M. de Larosière au poste de directeur général du Fonds monétaire international.

● DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

Le ministre de l'Agriculture a fait un exposé sur les conditions de développement des industries agricoles et alimentaires et sur l'orientation, au cours des prochains mois, de l'action de l'État.

Malgré les efforts accomplis, tant par les entreprises que par les pouvoirs publics, l'importance des industries agricoles et alimentaires, dans l'économie nationale, n'est pas encore à la mesure des potentialités de développement qui résultent de nos ressources en produits agricoles.

Cette situation est due à la nécessité de garantir la continuité de la recherche scientifique et de la recherche scientifique, ce qui permet leur réintégration dans leur emploi.

Le développement des industries agricoles et alimentaires est un objectif essentiel de la valorisation des richesses agricoles de la France. Il dépend, notamment, d'un retour progressif à la liberté des prix.

Le conseil des ministres a défini, comme chaque année à pareille époque, les modalités de la première phase des travaux de préparation du budget de 1979. Cette première phase, de caractère purement administratif, devra être achevée le 7 avril prochain.

● CONSEIL DES COMMUNAUTÉS
M. Boulin a rendu compte de la dernière réunion du conseil des mi-

● COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE SOLAIRE

Le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat et le secrétaire d'État à la recherche ont présenté une communication sur la création d'un commissariat à l'énergie solaire, annoncée par le président de la République, le 26 janvier 1978. (Voir page 32.)

Le commissariat à l'énergie solaire sera le responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de l'énergie solaire. Il pourra exercer lui-même les programmes de recherche, de développement et d'industrialisation, ou en confier l'exécution à des organismes extérieurs et notamment à ceux qui se sont engagés dans ce domaine d'action.

Il exercera donc un rôle de conception, d'animation et de coordination de l'ensemble des interventions en matière d'énergie solaire, qu'elle concerne la recherche ou les utilisations, le développement des techniques de transformation et d'emploi de cette énergie ou de ses composants dérivés, ou le soutien de l'industrialisation d'équipements nouveaux.

Le Commissariat à l'énergie solaire sera doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Son président, nommé par décret en conseil des ministres, sera placé à la tête d'un conseil d'administration de treize membres, qui regroupera les principaux animateurs actuels, publics et privés, de l'effort engagé en matière d'énergie solaire.

Il sera assisté par un conseil scientifique composé d'experts.

Le président de la République a souligné, à cette occasion, que le développement de l'énergie solaire constitue une des priorités de la politique à long terme de l'énergie. Car, cette forme d'énergie présente trois avantages : elle permet de diminuer la dépendance énergétique de notre pays ; elle est peu polluante et fait donc partie de la politique d'écologie pour le milieu et l'environnement ; elle ouvre enfin des perspectives nouvelles à l'industrie française dans une technologie de pointe, susceptible d'entraîner d'importantes créations d'emplois.

Le président a rendu hommage à l'action menée jusqu'à présent, sous l'impulsion du décret aux énergies nouvelles. Il a exprimé le souhait que la création du Commissariat permette à notre pays de se mobiliser aux tout premiers rangs dans le monde, dans cette technologie d'avenir.

● SITUATION DE L'EMPLOI

Le ministre du travail a dressé le bilan du pacte national pour l'emploi des jeunes mis en œuvre entre juillet 1977 et janvier 1978.

Le nombre des jeunes embauchés en vertu du programme, qui dépasse le demi-million. Au total, 600 000 postes de travail ont été offerts à des jeunes et 545 000 ont été effectivement pourvus. Ces postes ont été pourvus par la mise en œuvre de l'ensemble des mesures du pacte national pour l'emploi des jeunes, soit près de deux tiers du total, ont des embauches faites dans les entreprises ou des entrées d'apprentissage. Les stages pratiques ont été réalisés par plus de 100 000 jeunes, ce qui représente un tiers du total.

L'application de ces mesures a porté un coup d'arrêt important à l'évolution du nombre des demandeurs d'emploi. Les données de janvier, qui se situent au-dessus de 1 million de demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières, confirment à nouveau le recul continu observé depuis août 1977.

Cette amélioration s'explique notamment par la mise en œuvre de l'ensemble des mesures du pacte national pour l'emploi des jeunes, soit près de deux tiers du total, ont des embauches faites dans les entreprises ou des entrées d'apprentissage. Les stages pratiques ont été réalisés par plus de 100 000 jeunes, ce qui représente un tiers du total.

En définitive, ces résultats sont encourageants et ont été obtenus grâce au dispositif opérationnel qui a été mis en place. Celui-ci comportait une décentralisation aussi grande que possible des décisions et reposait sur la confiance et la participation de tous les intéressés, et non sur la contrainte.

Le président de la République a marqué son approbation de l'effort accompli par le gouvernement, l'administration et les entreprises pour atteindre les objectifs du pacte national pour l'emploi, et répondre ainsi à l'attente de nombreux jeunes et de leurs familles.

● SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Le ministre du travail a présenté un bilan de la politique de prévention des accidents du travail.

Les statistiques provisoires établies par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés font apparaître pour l'année 1978 un en-

cours important de la lutte contre les accidents du travail. Elles révèlent en effet que, pour une population de salariés en forte augmentation (8,13 %), le nombre total des accidents a baissé de 3,55 % tandis que le nombre des accidents graves diminuait de 1,97 % et celui des accidents mortels de près de 4 %. La fréquence des accidents avec arrêt de plus de 15 jours a diminué de 1,97 %.

Le conseil des ministres a, sur proposition de M. Christian Beullac, ministre du travail, pris les décisions suivantes.

Un renforcement de la médecine du travail résultant de l'application de quatre mesures complémentaires. Des dispositions législatives assureront mieux la protection des médecins du travail et définiront les conditions d'exercice de leurs fonctions dans l'entreprise. Un décret réorganisera les services de médecine du travail. Il sera notamment pour objet de les rapprocher des usagers, d'assurer une plus complète association des partenaires sociaux à leur gestion et de faciliter le contact de leur fonctionnement. Le service de l'inspection médicale du travail sera doté de nouveaux moyens en vue de développer son rôle de conseil de l'inspection du travail, des services de médecine du travail et des entreprises ; son statut sera, par ailleurs, révisé. L'effort entrepris en faveur de l'enseignement de la médecine du travail sera poursuivi.

La connaissance des risques du travail sera améliorée par un renforcement de la recherche en matière de médecine du travail, une nouvelle impulsion sera donnée à l'étude des causes des accidents du travail, sous l'égide de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), qui présentera un premier rapport dans un délai de deux ans ; la formation à la sécurité, notamment dans l'enseignement technique, sera mieux assurée.

Les conditions de travail des salariés titulaires de postes de travail comportant des risques particuliers seront améliorées ; une protection plus efficace de ces salariés résultera de la fixation par décret de seuils à ne pas dépasser en matière d'exposition aux agents de poussières et de vibrations ; ces normes nouvelles, qui modifieront sensiblement les conditions de travail dans les ateliers, seront prises en compte dans la législation relative à la santé et à la sécurité au travail ; elles seront progressivement révisées en fonction des progrès des connaissances. Le gouvernement prendra dans le même temps l'initiative d'actes de nature à améliorer les conditions de travail des salariés des branches littéraires et artistiques, compte tenu de la taille et de la nature des entreprises, d'autres améliorations des conditions de travail, telles que la réduction des horaires de travail au rendement, lorsque cette forme de rémunération peut conduire à négliger les règles et consignes de sécurité, l'aménagement de la durée du travail aux postes de travail à risques et les aménagements spécifiques du travail organisé en continu.

Un projet de loi réformera le régime des maladies liées au travail et complètera le système existant de réparation des maladies professionnelles.

Les victimes d'accident du travail seront mieux protégées, contre les licenciements ; elles bénéficieront, dans certains cas, d'une suspension du contrat de travail pendant la période d'incapacité.

Une large action d'information de l'ensemble des Français sur les risques du travail et sur les moyens de les prévenir sera engagée par les pouvoirs publics, notamment par le canal de la télévision.

Le ministre de la santé et de la Sécurité sociale et le ministre du travail mettront à l'étude la création d'un centre d'information et de démonstration sur les risques professionnels, qui pourra accueillir toutes les personnes intéressées (salariés, étudiants, élèves...).

Cette politique en faveur de la prévention des accidents du travail sera conduite en liaison avec les actions de Sécurité sociale et les organismes qui, comme l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (I.N.R.S.), en dépendent.

Cette action sera engagée dès 1978 ; simultanément l'entrée en vigueur des textes d'application de la loi du 6 décembre 1976 sera poursuivie ; les partenaires sociaux réunis au sein du conseil supérieur de la prévention des risques professionnels qui sera installé au début du mois d'avril, seront notamment consultés sur trois importants projets de décret relatifs au contrôle coordonné des produits chimiques, à la formation des machines et à la formation des salariés à la sécurité.

● CAMPAGNE ÉLECTORALE

Le président de la République a indiqué qu'il n'avait cessé de donner, la campagne électorale pour les élections législatives s'étant ouverte à la date normale.

Il a invité les membres du gouvernement à se consacrer, dans leur participation à cette campagne, aux traditions républicaines.

**Paris
Montréal
1390 F**
Départ Paris aller-retour
ATHÈNES 700 F
ALGER 830 F
NEW YORK 1 485 F
NAIROBI 1 900 F
DELHI 2 350 F
TOKYO 3 400 F
Départ Genève aller-retour
LIMA 2 480 F
* avec prestations
A VOIS V.A.R.
VOIS À DATES FIXES
**Tunisie
980 F**
à Nabeul 15 km
d'Hamamet
1 semaine
toutes les semaines
du 1-2 au 31-3

**NOUVELLES FRONTIÈRES
TOURISME**
66, boulevard Saint-Michel
75006 PARIS
Tél. 329.12.14
30, rue des Lois
31000 TOULOUSE
Tél. 21.03.53
119, rue Solferino
59000 LILLE
Tél. 54.24.04 et 54.38.05

**LE RECOURS
RÉPUBLICAIN**
numéro 2 (février)
est consacré aux conditions
modernes de l'indépendance.
Un sondage S.O.F.R.E.S.
des Textes de :
— Jean Charbonnel ;
— Général Gallois ;
— Louis Baillet ;
— Charles Hernu ;
— Abdelkrim Ghersieb,
président de l'Amicale
des Algériens en Europe
Demandez ce numéro :
105, rue de Grenelle,
75007 PARIS. Tél. : 705-82-79

Les Editions Ouvrières
12, avenue Saint-Roch
75007 Paris Cedex 13

**la grève
ouvrière**

VIENT DE PARAITRE

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

L'ÉCOLOGIE*
enjeu politique

84 PAGES — EN VENTE PARTOUT 10 F

PLANTIL

50.000.000

Le Monde DES LIVRES

Un Père-Lachaise dessiné par le facteur Cheval

● Dans une encyclopédie fourmillante, Philippe Ariès restitue toutes les attitudes occidentales devant la mort.

EN ce gros livre, l'Homme devant la mort, Philippe Ariès détaille, sans nous faire grâce d'un crâne ni d'un tibia, les thèmes qu'il avait superbement résumés voici quelques années dans son opusculé de Baltimore (paru aux États-Unis en 1974 sous le titre *Western Attitudes toward Death* (Attitudes occidentales devant la mort), du Moyen Âge à l'époque actuelle) (1). L'Ariès de 1977 est surabondant de données, fertile en arbres qui masquent quelquefois le forêt profonde. Par moments, on aimerait que l'éditeur se soit fait bûcheron, qu'il ait élagué cette masse vivante. N'importe, l'Homme devant la mort propose une chronologie dont séduisent la simplicité. Rien ne vaut, en histoire, une bonne périodisation. Et là, on la tient.

Premier stade : la mort apprise. Elle caractérise le neuvième siècle de Charlemagne et les paysannes traditionnelles. On n'y triche pas. On sait qu'on va mourir. On sait quand on mourra. Roland, Olivier, les villageois de Tolstol et de Soljenitzine sont mystérieusement prévenus, avec un peu d'avance, au nom d'une intuition naturelle, de l'heure et du lieu de leur décès. Malade ou blessé, sentant sa fin prochaine, le chevalier carolingien se couche de tout son long, joint les mains, tourne sa calotte crânienne vers Jérusalem, adresse un bref regret aux choses de la vie, demande pardon à ses amis pour les fautes qu'il a commises à leur égard, reçoit l'absoute et remet son âme à Dieu. Son corps ira reposer sous le pavé d'une église ou dans la cinquième couche de celle-ci (cette pratique médiévale qui place le cimetière au centre ecclésiastique du village, comme la mort est au centre de la vie, se traduit par une rupture avec les anciennes traditions romaines : elles exaltaient les cadavres, devenus ta-

bons, loin du cœur de la cité, dans les basiliques excentriques et parmi les tombeaux des viles extérieures...). Le corps du chevalier ne perdra rien pour attendre : après quelques décennies de sépulture sous le pavé du sanctuaire, il sera rejeté au charnier commun, son âme sera brièvement errante ou revenante auprès des vivants. Elle ne tardera pas à s'immerger au repos, dans lequel elle séjournera jusqu'à la fin du monde et jusqu'au jugement dernier.

Au niveau des « élites », les choses changent tôt : une première mutation culturelle intervient à partir du douzième siècle. Elle intéresse la lente érosion de l'individu, et des biographies particulières : elle évoque, par contrecoup, la mort de soi. Non plus « tous-qui-meurent » ; mais « sol-qui-meurt ». C'est là où le bât blesse. Cet individualisme en plein essor s'affirme d'abord, se lève Ariès, dans la nouvelle conception du jugement : non plus la fin du monde, mais l'ultime justice. Le Christ, la Vierge,

saint Jean et les Anges allés s'éteignent en souverains juges et en intercesseurs. Ils s'arment de gigantesques balances. Ils font le tri des élus et des damnés. La scène s'individualise davantage quand la grande parade de justice, avec les balances et tout l'édifice, se transporte personnellement dans la chambre du malade, au-dessus du lit de mort de l'agonisant ; on dispose, à ce sujet, d'une abondante iconographie médiévale. L'intéressé et tout loir de faire un bilan presque commercial de sa biographie, de ses faits et gestes, bons ou mauvais. En même temps, la tombe se personnalise. Elle émerge enfin des charniers qui bordaient l'église. L'épithaphe était un usage romain, oublié pendant le haut Moyen Âge. Elle revient à la mode à la fin de l'époque gothique. Les dalles funéraires se couvrent de statues ou de bas-reliefs.

Aux quatorzième et quinzième siècles, l'homme des classes supérieures ne considère plus son existence comme une destinée. Se coucher pour mourir au terme



HANS BALDUNG : « La Mort et la Femme »

d'un destin inéluctable, c'était bon pour Olivier ou Roland. MANUEL LE ROY LADURIE.

(Lire la suite page 18.)

New-York, rendez-vous du désarroi

● La chronique d'un désastre intime.

NEW-YORK est la meilleure ville pour les naufrages. Déjà, Mustapha Tili, écrivain tunisien, avait situé son premier roman, *La Rive aux brèves* (1), dans un Manhattan crépusculaire, devenu un vingtième siècle le rendez-vous du désarroi. Nous assistons dans *Le bruit d'or* aux derniers jours d'un vieil homme, solitaire et vaincu, Albert Nelli, écrivain d'origine française, prisonnier de New-York, et pour qui le bruit de la vie s'est éteint. Il ne parvient à calmer ses tourments qu'en se mêlant aux vieillards, assis à Washington Square. Là, « les traces du cauchemar sur nos visages ne se distinguent point des rides naturelles du temps ». Mais trop souvent, dit-il, « des montagnes et des montagnes de tristesse m'oppriment le cœur ». « Je ne suis plus qu'un vieux souvenir de moi-même ».

Séparé de sa femme et de sa fille, exilé de sa vie, Albert Nelli tient le journal de sa déchéance, la chronique de son désastre intime. On aime le ton de cette confession mélancolique : cette manière manquée, parfois brillante, de transcrire les variations d'une conscience malheureuse. Mustapha Tili dépeint, avec beaucoup de sensibilité, le désastre de la décadence, le mariage des amours : « Bâtons d'acier statufiés de marbre qui s'enlacent dans la nuit froide, mais rien n'est là à posséder : comprenez-le ? Ni à toucher, sinon le marbre glacé, et l'on voudrait tant que ce soit l'éternité de deux corps qui se calment, aspirent l'un dans l'autre, dans le soleil du désert... »

D'autres personnages — d'autres « paumés » — s'agitent, se débattent dans cette histoire : Adel Saïl, qui cherche l'absolu, et son amie Tara Matheson, « mystérieusement assassinée » à Forest Hills. Albert Nelli, qui les a connus, en fait les acteurs d'un roman, qu'il intitule *Exil*, et dont nous pouvons lire seulement les deux premiers chapitres.

tres, car la fiction s'interrompt, laissant place au monologue d'un vieil écrivain. L'illuminé littéraire se trouve ainsi désarçonné.

Nous sommes pris dans « une fiction généralisée ». La vie n'est qu'un songe à New-York, comme dans toutes les villes d'Occident, mais New-York à cette particularité : c'est une ville qui fait de terribles aveux, qui éclaire brutalement l'envers de l'illusion, et la montre comme le « triomphe de l'écrit », le « triomphe de l'angoisse ». « Rien n'importe à New-York : de la zéro de la valeur », écrit Mustapha Tili. C'est la réalité misérable de son existence, à Manhattan, qui empêche le vieil écrivain de donner une suite à sa propre fiction. Ses personnages seront à peine esquissés : un homme et une femme égarés, qu'il abandonne pour ne décrire que son égarement. Mustapha Tili confirme, dans ce récit, l'attachement, l'actualité de son style et de sa vision de l'époque.

FRANÇOIS BOTT. * LE BRUIT D'OR, de Mustapha Tili, Gallimard, 210 p., 37 F.

Le Nil du néant

● La prodigieuse résurrection du pharaon Akhenaton par un romancier finnois.

ETRANGE aventure que celle de ce roman du Finlandais Mika Waltari. Au bond furtif à travers les millénaires, ces *Mémoires* d'un médecin vers l'an 1350 avant J.-C. ajoutent, chez nous, un retard réel de traduction (mais quelle traduction !) de près de trois décennies. En fin brisé, le sceau de la nécropole s'ouvre sur la chambre aux trésors. Voici l'un des rares livres qui, avec les *Mémoires d'Hadrien*, fassent revivre le monde antique avec une troublante magie divinatoire et lui rendent l'évidence transparente et familière du vécu (1).

Sinuhé trompe l'ennui de l'exil en contant sa trop longue vie. Comme Moïse, il a été recueilli par des parents d'adoption dans le panier de jonc tressé. Le secret de sa naissance, son premier chagrin, s'éclaircira un jour d'une lueur de tragédie. Mais le petit garçon qui n'est pas dupe des singeries des prêtres, l'adolescent faussement docile qui joue le jeu du système en place, le médecin à l'œil sagace, traversent l'une des plus grandes aventures spirituelles de l'histoire du monde : l'hérésie du pharaon qui ose substituer à

annoncer la divinité solaire d'Aton, annoncer l'Unique, maître de justice, dispensateur universel de la bénédiction que symbolisent les mille mains figurées au bout des rayons de l'astre.

Durant cette révolution, dans la confidence des grands qu'il soigne, mêlé aux missions politiques, aux guerres lointaines, aux déchirements de la cité, Sinuhé mène une vie plus sanglante que beaucoup d'autres et tout aussi vaine. Dans la réité de ses aventures, l'égyptologue de profession s'effritera sans doute des erreurs ou des licences. Mais quelle prodigieuse fresque pour tous les autres lecteurs !

A la lumière de la modernité, le Zénon de Marguerite Yourcenar, souffrait de ne plus croire à une révélation dont commençait l'agonie. La torture de Sinuhé ne tient pas à la mort de Dieu mais à la conscience qu'il ne pourra jamais naître. Lorsque, six ans après avoir coiffé la double couronne, Aménophis IV, dans l'enthousiasme d'une conversion sans exemple, devient Akhenaton, « le serviteur d'Aton », il décide, dans le beau portrait qu'en fait Mika Waltari, de sombrer dans la folie de la fraternité, de la justice et de l'amour. Son calvaire commence et se « fait » le ronger jusqu'au lit de mort où Sinuhé lui tendra la coupe du suicide purificateur.

Paillite de l'idéalisme ? La tristesse inconsolable qui habite ce livre n'est pas celle, banale, de la déillusion. En ce monde damné, Hadrien et d'autres pourront bien mettre l'ordre provisoire mais habitable de l'intel-

ligence ou pouvoir. Qu'importe ! Ils ne peuvent toucher à l'essence même de la perversité d'un univers sans rédemption où nul, mourût-il sur la croix, ne sera jamais en droit de prétendre la vérité et la vie. Comme Flaubert, cet autre fils du Delta, Sinuhé le solitaire a compris que le mensonge et la déraison sont inscrites dans les structures de la matière et dans la tragédie de l'individualisation et que « le principe du mal dans l'univers est de vouloir être soi ».

L'homme est seul, enseigne dans cette odyssée pessimiste l'Égyptien, docteur en amertume. Par deux fois, il tente d'échapper à la malédiction, et les deux femmes qu'il aime lui sont arrachées. La première, entraînée dans le labyrinthe crétois du Minotaure, est sacrifiée à la cruauté de la tradition. La seconde, tuée dans la flamme destructrice de la foi nouvelle, est assassinée par l'espérance. Que reste-t-il, sinon, comme l'écrivait Schopenhauer, de « retrouver son essence vraie en s'appropriant la douleur universelle » ? Sinuhé en mourra.

« Comme homme, je vivrai éternellement dans l'homme et je n'ai pas besoin d'offrande sur ma tombe ni d'immortalité pour mon nom. » Tels sont les derniers mots de cet admirable roman, puissant et poétique, qui coule entre les villes fugaces et les sépultures éternelles, Nili du néant, dans la jeunesse déjà flétrie de l'histoire.

P.-J. FRANCESCHINI. * SINUHÉ L'ÉGYPTIEN, de Mika Waltari, traduit du finnois par Jean-Louis Perrot, Olivier Orban, 636 p., 64 F.

Guy Lardreau, Robert Linhart

L'ange et la bête

SONT-ILS de droite ? Sont-ils de gauche ? La distinction, paraît-il, n'est plus de mise. Il faudrait pourtant bien nommer un jour ce qui est en train de diviser radicalement les intellectuels issus du gauchisme de 1968. Ce sera malaisé, car leurs divergences portant moins sur des questions de fond que sur des priorités. D'un côté, ceux qu'on nomme les « nouveaux philosophes » estiment que la dénonciation du Goulag et de ses germes théoriques doit primer, voire exclure, la critique du libéralisme. De l'autre, des anti-soviétiques tout aussi farouches jugent que le marxisme peut encore servir, notamment à l'analyse de nos sociétés, coupables à leurs yeux de triser, elles aussi, le barbare.

Le hasard veut que paraissent la même semaine deux textes symptomatiques de cette coupure selon l'urgence et la sensibilité.

« NOUVEAU philosophe », Guy Lardreau l'était bien avant que fleurisse l'étiquette. Dès 1976, il se demandait avec Christian Jambet, dans *L'ange*, quelle figura d'éternel rebelle opposer aux maîtres pensées qu'il estimait glauques. Trois ans plus tôt son *Singe* d'or soupçonnait déjà le marxisme de régression, et toute pensée de visées policières.

La Mort de Joseph Staline se veut le prolongement de cette défiance systématique, sous forme de comédie bouffonne. L'auteur explique dans une préface qu'il compte sur le dialogue pour stimuler sa pensée et sur la défection pour mieux désacraliser son héros. Le second objectif ne paraît pas atteint. Très vite, la mise en force d'un Staline courageux de fillettes cède le pas à des échanges de vus statiques sur la philosophie et le pouvoir. Là où il aurait fallu de la démesure à la manière d'Aristophane et de Jarry, ou une dialectique serrée à la Brecht, Lardreau, qui se réclame bizarrement d'Offenbach sans prendre

par Bertrand Poirot-Delpech

exemple sur sa vis comice, tombe dans le piège de l'afféterie rhétorique où se perd souvent le théâtre d'universitaire, y compris celui de Giraudoux. On pense le plus. Nous ne tenons pas, semble-t-il, un nouveau dramaturge. Ce qu'il a à dire n'a pas assez besoin de la scène pour s'y enrichir et l'enrichir.

Le philosophe a raison, en revanche, de recourir au dialogue et de s'apprêter à récidiver. Sa langue, se dépeuple ainsi des fics à la mode dont elle s'encombre ailleurs : témoin, dans l'avant-propos, les « se décider de », « se légitimer de », « bougonner de », et autres litanies manichéennes, auxquelles l'ange n'a pas étendu sa rébellion contre le « Maître ».

Son raisonnement, surtout, gagne à l'échange entre plusieurs voix une netteté qui a fait ses preuves en philosophie, de Platon à Sartre. Certaines formules lapidaires telles qu'il incline le théâtre moraliste français, se marquent, dans la mémoire : sur la prétention du marxisme à faire coïncider nature et conscience ; sur la dimension pédagogique que le Goulag apportait à l'honneur nûs des nazis ; sur la liberté que ménage la marge d'incertitude des religions, par rapport aux systèmes philosophiques ; sur le rêve ahuri d'un rebelle, non de tuer le maître, mais d'en trouver un autre, reconnaissant, sur le passage de la théorie aux camps, qu'a Marx n'a certes pas voulu, mais qui n'a pas eu lieu au nom de Spinoza, et qui ne saurait donc se réduire, en bon marxisme, à une « mauvaise plaisanterie de Thistoire... ».

Lardreau clarifie son propos à plus long terme : ne pas se contenter de démythifier le marxisme en tant qu'il s'est approprié la représentation de la misère et s'est changé en force matérielle, déployer une pensée qui n'ait plus besoin de lui, définir une morale.

On devine enfin le secret de son ressassement écharné contre le dogme communiste. Il y a cru lui-même. Il s'agit pour lui d'exorciser un cauchemar, de plâtrer le manteau de cuir qu'il portait alors, et qui a fallu habiller un bourreau.

ROBERT LINHART n'a pas de tels comptes à régler. Agrégé de philosophie comme Lardreau, il n'ignore pas les difficultés théoriques que pose l'ayatolisme soviétique ; il a même contribué brillamment à élucider les origines du despotisme russe et l'adoption du taylorisme par l'U.R.S.S., « prix à payer », pensait Lénine, pour que le prolétariat dégage le temps de gérer ses affaires (Lénine, les paysans, Taylor, Le Seuil, 1976). Mais il est de ceux pour qui ces spéculations et la dénonciation des oppressions lointaines ne dispensent pas de témoigner sur nos propres tares.

Il se trouve qu'il a éprouvé ces tares dans sa chair. Comme pas mal de dirigeants gauchistes après l'échec de mai 1968, il s'est « établi », c'est-à-dire qu'il a épousé « volontairement la condition des prolétaires les plus défavorisés ». Pendant plus d'un an, jusqu'à son licenciement en juillet 1969, il a été employé, à la chaîne ou comme magasinier, aux usines Citroën de Choisy. C'est le journal de cette descente aux enfers du travail, posé qu'il livre, sans théorie ni commentaire, sous le titre de *L'établi*, dans la collection « Documents », où, symbole, les Editions de Minuit ont publié naguère *la Question*, sur le tortue en Algérie. Après le spectacle brillant, retour à la réalité oubliée de la lutte de classes ; après l'ange, le bête !

(Lire la suite page 18.)

PRIX FEMINA Régis Debray

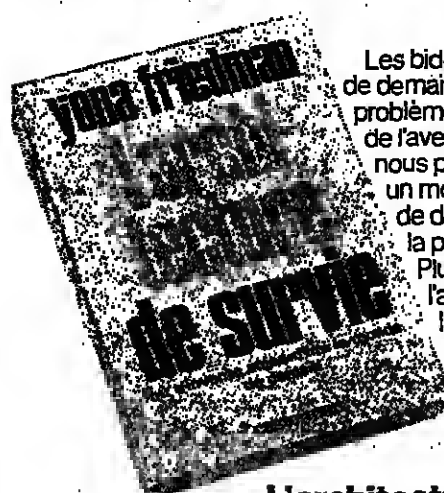
La neige brûle roman

LES LACHES. — En une semaine, en 1945, les « zozos » du Tchèque Josef Skvorecky passent de l'adolescence à l'âge adulte et connaissent le visage de la défaite et de la mort. Publié en Tchecoslovaquie en 1958, ce roman valut à son auteur l'interdiction de publier durant cinq ans. (Gallimard.)

LE FAIT FÉMININ. — Sous la direction d'Evelyne Sullerot, la réponse de biologistes, de psychologues, d'historiens et de sociologues à la question : quel est ce qu'une femme ? Un ouvrage de référence désormais indispensable. (Ed. Fayard.)



Construire pour survivre demain.



Les bidonvilles, architecture de demain? Inséparable des problèmes de survie, l'architecture de l'avenir devra se préparer, nous préparer, à vivre dans un monde différent, le monde de demain : le monde de la pauvreté?

Plus qu'un essai sur l'architecture, le dernier livre de Yona Friedman est l'esquisse d'une éco-technique de la survie. 172 pages. 39 F.

L'architecture de survie.
Yona Friedman.

casterman

NOUVELLE REVUE DE PSYCHANALYSE

dirigée par
J.-B. Pontalis

- I - Incidences de la psychanalyse
- II - Objets du fétichisme
- III - Lieux du corps
- IV - Effets et formes de l'illusion
- V - L'espace du rêve
- VI - Destins du cannibalisme
- VII - Bisexualité et différence des sexes
- VIII - Pouvoirs
- IX - Le dehors et le dedans
- X - Aux limites de l'analysable
- XI - Figures du vide
- XII - La psyché
- XIII - Narcisses
- XIV - Du secret
- XV - Mémoires
- XVI - Ecrire la psychanalyse

à paraître :
L'idée de guérison

GALLIMARD

GEORGES SADOUL
JOURNAL DE GUERRE
39-40

C'est l'odyssée d'un peuple par un homme pris dans l'histoire vivante. Un beau et grand livre qui s'adresse à toutes les générations.

(Jacques Sicler
Le Monde)

LES ÉDITEURS FRANÇAIS RÉUNIS
21, rue de Richelieu 75001 PARIS

39 F

NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES
Enfin au format 15 x 24 et toujours à l'échelle du monde

Les États et la mer
Une étude de Laurent Lucchini et de Michel Vial, qui avant la prochaine conférence des Nations-Unies, en diversifiant les approches, vise à atteindre les comportements nationaux.

L'organisation judiciaire en France
La presse en parle chaque jour. Une synthèse sur les problèmes, quelle pose et les réformes à accomplir, s'imposent.

LA
DOCUMENTATION
FRANÇAISE

29-31 quai Voltaire 75340 Paris Cedex 07
165 rue Garibaldi 69401 Lyon Cedex 03

la vie littéraire

Heurs et malheurs posthumes de George Sand

Si près de son centenaire, voir une œuvre immense réduite à quelques titres, toujours les mêmes, c'est un des malheurs posthumes de George Sand.

C'est un autre que de connaître pour la publication de sa *Correspondance*, entreprise en 1964 par Georges Lubin aux Éditions Garnier dans l'enthousiasme général, de telles difficultés que, à la sortie d'un tome, on doute toujours pour le suivant, tant le prix monte et les acquiescements se raréfient.

Male soulèvement des passions collectives comme celle qui a saisi la municipalité communale et dauphinoise d'Echirolles, cela est un bonheur.

Li-bas, si loin de Berry, on a fait assez la cause de la bonne dame de Nohant. Avec le concours de l'université de Grenoble-III, une association pour l'étude et la diffusion de l'œuvre de George Sand y est née. Elle a organisé colloque, exposition. Elle va tenir du 19 au 20 avril une Quinzaine George Sand. Elle fait étudier dans les classes le *Petit Fadette* et *Maupassant*. Soucieuse de voir paraître le tome XII de la *Correspondance*, elle a envoyé à Paris une délégation qui s'est fait confirmer par le directeur du Centre national des lettres la sortie du volume en avril, avec une avance de 70 % dudit centre.

Elle vient enfin de se donner un bulletin ; on y lit que les Éditions des Femmes ont réédité pour les fêtes un des Contes d'une grand-mère. Fort bien. Mais, sans crier gare, le *Zéphir* qui en était le héros a été métamorphosé en *Erise* ! L'écrivain féministe pouvait-il prévoir ce nouveau malheur ?

La philosophie malgré tout

Le numéro de février de la revue *Critique* pose la question de la philosophie. Qu'est-elle au fond ? A quel point elle prétend ? Quand sort-elle de son domaine ? Jean Piél,

qui dirige la revue, précise le contenu du « malgré » qui accompagne le titre du numéro. « La philosophie malgré tout » : « Malgré les impatiences trop habiles ; malgré les préjugés du dogme et de la secte, malgré le malaise paralysant qui s'annule de certains philosophes quand on les interroge sur leur travail, malgré les conditions dans lesquelles est conçu, notamment en France, l'enseignement de la philosophie. »

De jeunes philosophes comme Clément Rosset, Yves Michaud, d'autres plus chevronnés comme Jacques Bouveresse, François Châtelet, Gilles Deleuze, Emmanuel Levinas, répondent en deux pages ou en vingt. Cela fait un numéro exceptionnel où loin de la polémique on remet la philosophie sur ses pieds, en évitant de la confondre avec ce qu'elle n'est pas : la politique.

Un peintre officiel du « rêve américain »

Si Norman Rockwell n'avait pas existé, l'Amérique ne serait sans doute pas ce qu'elle est ! Paradoxe gratuit ?... Que non. Car l'imagerie des États-Unis du vingtième siècle doit tout à cet homme qui a été le plus célèbre des illustrateurs américains et qu'on retrouve partout : depuis les couvertures des magazines à grand tirage — il travailla pour le *Saturday Evening Post* pendant quarante-sept ans — jusqu'aux calendriers de boy-scouts, aux cartes de vœux de Hallmark, aux publicités pour des cafés sobres ou des assurances sur la vie, à l'exaltation bienveillante du sport, du G.I. du cosmonaute ou du candidat à la présidence des États-Unis d'Amérique.

On peut dire de Norman Rockwell qu'il lui de l'acier le peintre officiel du « rêve de l'Amérique ». Une affiche qui annonçait à New-York l'exposition Soixante ans de rétrospective de Norman Rockwell résumait en peu de mots les raisons de son

succès : « Il a peint l'Amérique comme elle était et comme nous aimons à penser qu'elle était... »

Un petit album largement illustré vient de paraître en France qui donne un bon aperçu de l'œuvre d'un homme tout entier dédié à la chronique de l'Amérique nostalgique, gentiment réactionnaire, patriotique, méfiant envers le modernisme dans la vie des hommes ou dans l'éducation des enfants, l'auteur inventeur de la religion et des vertus qui ont fait l'Amérique, et toujours prêt à se muer en croisé des « bonnes causes », dans un graphisme axé et radieux qui vise tellement à rapprocher les hommes, loin des idéologies, qu'on ne sait plus très bien quelle différence il peut y avoir entre « réalisme social » et « réalisme socialiste ». — N. Z.

* SOIXANTE ANS DE RETROSPECTIVE, de Norman Rockwell. Chêne, 157 p., 188 ill., dont 36 en couleurs, 70 F.

Sartre en images

Liliane Sedyk-Siegel a réuni les images, toujours intéressantes, parfois émouvantes, de la vie de Sartre : Sartre enfant, avec ses boucles, Sartre entouré de ses classes de philosophie au Havre et du lycée Pasteur à Neuilly, Sartre avec Nizan, Sartre au champ de tir, en uniforme, conversant avec Simone de Beauvoir, avec Boris Vian ; Sartre en train d'écrire, de se promener, de lire, de sourire, devant Fidel Castro ; Sartre durant ses voyages... Cet album nous fait pénétrer dans la vie intime et nous rappelle la vie publique de ce philosophe qui a été tant lié à son époque. Quelques documents complètent le volume, notamment ce savoureux bulletin scolaire où un professeur portait ce jugement sur le jeune Sartre : « Très intelligent, ne fait presque jamais une réponse juste du premier coup. Doit s'habituer à penser davantage. » (Sartre, images d'une vie, Gallimard.)

en bref

vient de paraître

Romans

RENAUD ROSSET : *Parce que d'était lui, parce que d'était moi*. — Dans son second roman, Renaud Rosset trace le portrait de deux hommes, deux amis, aux destinées divergentes. (J.-C. Lattes, 257 p., 44 F.)

BEATRICE BECK : *Nada*. — L'histoire d'un amour impossible entre deux jeunes femmes dans un pays lointain et isolé. Un roman « féminin » de l'auteur de *L'été de la mer*. (Gallimard, 126 p., 32 F.)

BOILEAU-MARCEJAC : *L'âge des rêves*. — Deux adolescents vivent leur jeunesse et font l'amour de manière audacieuse. La réalité s'en mêle... (Desoer, coll. « Sœurs froides », 224 p., 30 F.)

Poésie

JAMES SACRE : *Figures qui bougent au poë*. — Dans ce recueil, l'auteur cherche l'œuvre et l'essence du poë à travers la répétition des « formes ligatures ». (Gallimard, 96 p., 32 F.)

Nouvelles

JEAN MOUTON : *Nouvelles nouvelles exemplaires*. — Un recueil de six nouvelles où, selon Cernuschi, « il n'a eu aucune de laquelle, ne puisse être un exemple possible ». (Desoer, coll. « Sœurs froides », 160 p., 35 F.)

Lettres étrangères

GONZALO SUAREZ : *Doble doi*. — Le chanoine des rendez-vous avec l'histoire d'un héros « paillard » où l'auteur nous fait découvrir l'Espagne et l'Espagne de l'Espagne. (Gallimard, 238 p., 45 F.)

Philosophie

W.V.O. QUINE : *La Mor et la Chaire*. — La première traduction française d'un célèbre philosophe américain, dont l'œuvre est en prise directe sur la science actuelle, spécialement la linguistique et la mathématique. Trad. de l'anglais par P. Gochet. (Ed. Flammarion, coll. « Nouvelle bibliothèque scientifique », 391 p., 110 F.) Chez le même éditeur, Paul Gochet publie *Quine en perspective* (129 p., 65 F.), étude d'ensemble des travaux du chef de file de la philosophie américaine.

JACQUES D'HONDT : *Philosophie de la rupture*. — Paradoxalement, la rupture absolue ne suscite-t-elle pas des idéologies paralysantes ? (PUF, coll. « Philosophie d'aujourd'hui », 189 p., 42 F.)

Psychanalyse

ERNST KRIS : *Psychanalyse de l'art*. — Une contribution majeure de la psychanalyse à la psychologie de la création artistique. (PUF, coll. « La fil rouge », 432 p., 110 F.)

Polémique

FREDERIC GRENDLE : *Reynold Barrs*. — Le premier ministre épinglé par un gaillard de gauche. (Ed. Bédier, coll. « Nos grands hommes », 126 p., 16 F.)

Humour

ROLAND TOPOR : *Jacques Sternberg trace un portrait et propose des extraits de Roland Topor*, peintre, dessinateur et aussi écrivain. (Seuil, coll. « Humour », 192 p., 19,50 F.)

Arébal. — Présenté par Jacques Sternberg et proposé par les *Cahiers du rire*, une revue sur l'humour, où textes, collages, illustrations se mêlent. (Kailash, 126 p., 32 F.)

Histoire

MICHEL MESLIN : *L'homme romain*. — Un essai d'anthropologie historique. (Hachette, 296 p., 45 F.)

Economie

OTA SIK : *Pour une troisième voie*. — Version abrégée et plus accessible de l'ouvrage de cet économiste tchécoslovaque, copropriétaire de Dubcek et théoricien de la réintroduction du marché dans l'économie socialiste. (Presses universitaires de France, 254 p., 34 F.)

Société

MICHEL MARIE et JEAN VIARD : *La Campagne électorale*. — Les rapports entre les pouvoirs, les communications et l'environnement urbain dans quatre villages d'un pays de la moyenne Provence. Un essai d'écologie sociale. (Éditions Actes/Sud, 126 p., 32 F.)

mas Martin B.P. 13.125 « Le Paradou », 259 p., vingt-cinq cartes et croquis, 35 F.

Document

JEAN LESAGE : *L'histoire des entretiens*. — Les dessins d'une industrie scandaleusement prospère dans l'histoire d'un journal. (Olivier Orban, 336 p., 44 F.)

VALÉRY CHALIDZE : *Le Crime en Union soviétique*. — Par un dissident, la criminologie d'une société communiste. (Olivier Orban, 243 p., 42 F.)

Spiritualité

ANDRÉ FROSSARD : *Les 36 presques de l'existence du Diable*. — En treize-vingt lettres, l'auteur de *Des examens*, se livre à une réflexion sur la vie, la mort, le mal, le bien, le bonheur, le malheur, le péché, le pardon, le sacrifice, le martyre, le miracle, le prodige, le surnaturel, le merveilleux, le fantastique, le merveilleux, le merveilleux. (Albin Michel, 214 p., 29 F.)

HENRI-CHARLES PUECH : *En quête de la Grèce*. — En deux tomes, la Grèce et le Temps et Sur l'Évangile selon Thomas, sont réunis les principaux articles et cours de Henri-Charles Puech, professeur au Collège de France. (Gallimard, coll. « Bibliothèque des Sciences humaines », tome I, 300 p., tome II, 320 p., 75 F les deux volumes.)

en poche

« Le Nazisme et la Culture »

C'est beaucoup plus qu'une réédition. Non seulement de nombreux documents — les seuls accessibles en français — se sont ajoutés aux essais, mais les analyses elles-mêmes ont été complétées et enrichies. Alors qu'il existe en Italie et en Allemagne d'importantes études consacrées à l'art et à la littérature sous le III^e Reich, ces problèmes n'ont fait l'objet en France d'aucune analyse systématique. *Le Nazisme et la Culture* retrace ce que fut, au niveau des lettres, la barbarie nazie que certains subissent à imputer à la bêtise de quelques fonctionnaires.

Citant les textes, L. Richard montre qu'il n'en est rien : la vie culturelle du III^e Reich, les autodidactes, les expositions d'art dégénéré, le mépris pour les arts plastiques, l'attention des écrivains sur la mise en pratique des principes déjà édictés dans l'État totalitaire par Hitler. Aussi analyse-t-il les valeurs, les idéaux politiques et raciaux qui ont présidé à ce démantèlement de la culture de Weimar. Si les nazis ont été incapables d'inventer un style, une esthétique, ils ont largement puisé dans tous les courants antérieurs — du réalisme du dix-neuvième siècle au kitsch en passant par le prussienisme, les idéaux petits-bourgeois, les thèmes romantiques qui constitueront le courant Sang et Sol.

Ce que montre aussi L. Richard, c'est que les productions de l'époque hitlérienne n'ont pas été ensevelies avec elle : de nombreux écrivains qui collaborèrent ou se rendirent complices du nazisme sont réhabilités et traduits en français. La littérature de guerre qui, sous prétexte d'écrire l'histoire du fascisme, alimente le sadisme petit-bourgeois, certaines productions de la « culture de masse » sont encore imprégnées des idéaux nazis. Tout cela souligne la justesse de la phrase de Max Horkheimer, qui avait été mise en exergue à l'exposition de Francfort sur l'art nazi : « Celui qui parle du fascisme ne doit rien faire du capitalisme. »

J.-M. P.

* LE NAZISME ET LA CULTURE, de Louis Richard, Maspéro, 352 pages, 22 F.

● Parmi les rééditions : l'Ancre de miséricorde, de Pierre Mac Orlan (Presses Pocket) ; les Souffrances populaires en France au dix-huitième siècle, de Boris Porchnev (« Champs », Flammarion).

Le PRIX OSSIANN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.). a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Mol, avocat et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui ont eu un rôle de la sorte des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Mol, responsable du « Diccionari Català-Valencià-Baleà » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Baléares.

● LE PRIX OSSIANN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.). a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Mol, avocat et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui ont eu un rôle de la sorte des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Mol, responsable du « Diccionari Català-Valencià-Baleà » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Baléares.

● LE PRIX OSSIANN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.). a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Mol, avocat et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui ont eu un rôle de la sorte des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Mol, responsable du « Diccionari Català-Valencià-Baleà » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Baléares.

● LE PRIX OSSIANN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.). a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Mol, avocat et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui ont eu un rôle de la sorte des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Mol, responsable du « Diccionari Català-Valencià-Baleà » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Baléares.

● LE PRIX OSSIANN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.). a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Mol, avocat et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui ont eu un rôle de la sorte des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Mol, responsable du « Diccionari Català-Valencià-Baleà » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Baléares.

● LE PRIX OSSIANN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.). a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Mol, avocat et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui ont eu un rôle de la sorte des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Mol, responsable du « Diccionari Català-Valencià-Baleà » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Baléares.

● LE PRIX OSSIANN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.). a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Mol, avocat et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui ont eu un rôle de la sorte des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Mol, responsable du « Diccionari Català-Valencià-Baleà » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Baléares.

● LE PRIX OSSIANN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.). a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Mol, avocat et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui ont eu un rôle de la sorte des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Mol, responsable du « Diccionari Català-Valencià-Baleà » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Baléares.

● LE PRIX OSSIANN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.). a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Mol, avocat et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui ont eu un rôle de la sorte des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Mol, responsable du « Diccionari Català-Valencià-Baleà » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Baléares.

● LE PRIX OSSIANN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.). a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Mol, avocat et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui ont eu un rôle de la sorte des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Mol, responsable du « Diccionari Català-Valencià-Baleà » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Baléares.

● LE PRIX OSSIANN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.). a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Mol, avocat et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui ont eu un rôle de la sorte des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Mol, responsable du « Diccionari Català-Valencià-Baleà » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Baléares.

● LE PRIX OSSIANN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.). a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Mol, avocat et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui ont eu un rôle de la sorte des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Mol, responsable du « Diccionari Català-Valencià-Baleà » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Baléares.

● LE PRIX OSSIANN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.). a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Mol, avocat et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui ont eu un rôle de la sorte des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Mol, responsable du « Diccionari Català-Valencià-Baleà » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Baléares.

lettres étrangères

Les débuts d'une littérature amérindienne

● Quatre générations d'Indiens Washos, ou quatre personnages en quête de pouvoir.

AVEC *Rabbit Boss*, on assiste — on participe à la naissance du roman amérindien. On connaît les autobiographies (*Geronimo*), les visions (*Elan noir*), les contes et poèmes (curieusement négligés par l'édition française) (1), les mémoires (*Un siècle de désespoir*), les chroniques historiques (*Entier mon cœur à Wounded-Knee*), les épopées d'un peuple qui s'éveille (*Vine Deloria parmi tant d'autres*) — point de roman, ou presque. Sans doute la spécificité indienne rendait-elle difficile l'insertion dans un genre occidental et

bourgeois fortement marqué. Thomas Sanchez relève le défi : c'est un roman qu'il écrit — le roman de l'altérité absolue.

Les personnages. Gayabuc, le Washo. C'est l'hiver 1848. Des hommes blancs perdus dans les neiges du Nevada. La famine. L'anthropophagie. Gayabuc observe à travers les arbres. Il voit manger la chair de leurs corps. Dans la moelle de ses os, le ruissellement de sa force se tarit. Il perd son pouvoir — sa « Musege ». Il perd la raison. Il ne peut plus chasser le lapin — le « pellet ». La Sète Blanche est entrée dans la Maison de la Montagne. Le Renard de la terre est lâché. Le Maître des lapins est devenu gibier.

Birdsong. Un siècle plus tard. Le dernier des Washos. Les Blancs l'appellent « Joe ». Ses frères « l'exterminateur ». Ce Rabbit Boss des temps modernes est payé par l'homme blanc pour anéantir les lapins qui creusent des terriers où les chevaux se prennent les pieds. Mais la machine à exterminer

les lapins est commandée. Elle arrive l'année suivante. Le Maître des lapins est au chômage.

Capitaine Rex, le fils de Gayabuc, le représentant de la seconde génération. Pour survivre, il collabore avec l'ennemi : il ramasse l'herbe à cochon qui entraine la voie ferrée. Il imite l'envahisseur : il s'attache aux jaunes qui posent les rails du transcontinental. Il tue l'un d'eux et vole 50 dollars. Il découvre que son pouvoir est illusoire : à la ville, l'homme blanc récupère l'argent et la foule le lynche ; dans la plaine, l'homme jeune viole sa femme. Il meurt vers 1899.

« Hallelujah Bob » — encore un nom ridicule donné par celui qui a pouvoir sur les choses et sur les mots. À la troisième génération, le descendant du Maître des lapins essaie de retrouver sa force : il « nait pour la seconde fois ». Avec son haut-de-forme sur la tête et son évangile sous le bras, il prêche son peuple. Il achète une Ford — car un prédicateur sans voiture, c'est comme un Jésus sans croix. Lorsqu'il retrouve enfin la « Musege de l'Antiope », le pouvoir des rêves, la vision ancestrale, deux foudres de police l'interpellent et l'emmenent — lui et le reste de son peuple : douze hommes, cinq femmes, six enfants.

Quatre personnages en quête de pouvoir. Quatre générations d'hommes privés de leur puissance, patétiques, désolés. On glisse sans transition de la première à la quatrième génération, puis à la seconde, puis à la troisième, et on recommence.

Insectes minuscules et passagers à la surface d'une terre où le daim est perçu comme le frère de l'homme, ces hommes et ces femmes ne sont pas résignés : au-delà des violents et des humiliations, des tueries de personnes et d'animaux, au-delà du pouvoir blanc qui exploite et mutilé et dévore, ils perçoivent — à certains moments de leur existence — leur réalité, leur vision, leur pouvoir. Ils savent que la femme est usage et l'homme foudre et que l'on ne peut pas détruire la tonnerre avec une hache.

Rabbit Boss est le récit, de la vie quotidienne de quatre générations d'Indiens détruits. C'est aussi la vision d'une autre relation sans hommes et au monde. C'est enfin le cri d'un peuple qui affirme et réaffirme sans cesse des « racines » qu'il n'a jamais perdues. À la différence du roman afro-américain, le tout jeune roman amérindien s'installe d'emblée dans l'altérité —

sciences humaines

Lou Salomé, génie de la vie

AURAIT-ELLE exercé semblable fascination sur ses contemporains, Lou Salomé, et elle n'aurait cessé de déjouer l'emprise — physique ou intellectuelle — qu'ils cherchaient à exercer sur elle ? Et comment expliquer qu'aujourd'hui encore elle nous interpelle, sinon par cette affirmation brutale et constante de son Moi, qui la conduisit à transformer sa vie en un champ d'expérience pour ses idées ? On comprend que Nietzsche, blessé, ait comparé cette héroïne silmérienne au socrate, ce vent mauvais qui rend fou.

François Guery, dans un essai intempestif qui bouscule élégamment les genres (biographie, psychanalyse, philosophie, histoire), interroge cette puissance fécondante que symbolise Lou, non pas femme de génie, mais « génie de la vie ».

S'il s'est limité, et c'est dommage, aux relations qu'elle entretint avec Nietzsche et Rée, son livre abonde néanmoins en aperçus originaux sur cette jeune Russe qui sut enflammer l'imaginaire des intellectuels européens de la fin du dix-neuvième siècle, sans pour autant se prendre au jeu de leurs fantasmes. — R. J.

★ Ed. Calmann-Lévy. 240 p., 45 F.

Le travail amoureux

ELOGE DE L'INCERTITUDE, tel est le sous-titre de cet ouvrage attachant, mais inabouli, où Max Pagès, professeur de psychologie sociale à l'université de Paris-Deuxième, tente de rapprocher et de mêler des genres considérés habituellement comme incompatibles : le journal intime, le poème, la réflexion théorique.

S'il s'élève contre la fiction mystificatrice qui veut que nous séparions notre intellect de nos émotions, de notre corps, de nos amours et de nos peurs, il ne va pas jusqu'au bout de son projet : mettre en rapports réciproques la pensée et la vie. Certains chapitres (sur Freud, sur Reich, sur le changement social) sont d'un universitaire rompu aux débats d'idées à la mode, cependant que ses confessions souvent émuvoles piquent notre curiosité — notre voyeurisme ? — sans lui donner suffisamment matière à d'embellir.

L'auteur reconnaît honnêtement, il est vrai, qu'il ressent encore sa pensée rationnelle et son expression personnelle comme deux blocs hétérogènes, deux personnes étrangères qui promettent pour et se tuent.

ROLAND JACCARD.

★ Ed. Dunod, 195 p., 49 F.

roman

Une journée dans la mort de François Fydal

● André Rollin et son « beautiful » livre

Il y avait autrefois dans chaque village, chaque petite ville de France un original qui se faisait livrer son cerveau à domicile et venait y dormir les soins de spleen ou d'érudition. André Rollin (ou François Fydal son double) imagine et décrit son cortège funéraire traversant la ville, sa ville rose, dans un corbillard 1925 spécialement construit par son père antan, pour le même usage, cortège qui avance-vance, déambule-bulle, vagabonde-bonde, au hasard des souvenirs, au gré des étapes, vers le choeur-cœur de la cathédrale où l'attend la foule de ceux qu'il

a conviés sur bristol, à ce rendez-vous macabre, son « beautiful day ».

Cette promenade brisée, à rebours du souvenir, où les réminiscences, les évocations anciennes, la mémoire immédiate se mêlent à la mise en scène de l'auteur-héros décrivant son livre aux réflexions et divagations que cette entreprise lui suggère n'est pas d'une démarche simple.

L'art, la science presque surnaturelle (le surnaturel étant la forme achevée du naturel) par lesquels ce romancier dédoublé se joue de tous les obstacles surprennent autant que la maîtrise avec laquelle il incorpore et assimile les innovations les plus modernes et audacieuses en matière d'écriture et de composition.

Ce livre déconstruit donne l'impression du cours main, et son équilibre est fait de légers déséquilibres successifs, comme la démarche d'un ivrogne ou d'un somnambule à la recherche de sa mémoire et de ses rêves.

Mais ces considérations techniques ne doivent pas faire oublier que derrière la construction romanesque se dissimule une vie, comme, dans le corbillard 1925, repose un homme. Un homme jeune encore, qui a une histoire. Et qui la retranche, d'amertume, de désespoir. Un homme qui n'a pas réussi à se guérir de son enfance et de ces chocs que sont la mort d'une mère, d'un père, d'une grand-mère, ni de ces révélations qu'apportent à un regard en veille les premières déchirures du corps familial et social.

Un fauteuil vide d'où est tombé un livre ouvert. Un lit de fer où gît une agonisante... Une femme morte allongée sur le canapé d'une pièce grise que regarde un enfant en longue chemise de nuit. Un collège de jésuites. Une machine à écrire sur fond de vigne vierge où un écrivain écrit tous les mardis le livre en train de se faire, ce livre d'un homme qui enterre sa vie comme un enfant rageur qui mêle les pleurs aux sarcasmes, les sanglots, aux ricanements.

Un livre qui règle des comptes et ne respecte rien d'autre que lui-même. Un livre fantasque qui débouche sur le fantastique de la détresse. Un livre qui salue et nous fait saluer. Un « beautiful » livre.

PAUL MORELLE.

★ CORTÈGE DANS LA VILLE, d'André Rollin. Le Seuil, 140 p., 39 F.



★ Dessin de Capnat.

eux et nous. Ainsi évitera-t-il, sans doute, la vaine étape de l'intégration.

PIERRE DOMMERGUES.

★ RABBIT BOSS, de Thomas Sanchez, traduit de l'amérindien par Guy Durand. Le Seuil, collection « Fiction & Cie », 284 pages, 34 F.

ANNÉE POÉTIQUE
1977
SEGHES

SEUIL Jean Cayrol Les enfants pillards

« Un roman qui plaira tout de suite, par sa vigueur dure et sauvage, et qui restera en chacun de nous comme une musique aimée. » Dominique Fernandez / L'Express

« Un merveilleux album d'images... Un livre de tous jours... Qui, faites la promenade dans le jardin de Cayrol, allez à la découverte des souvenirs d'un homme qui n'a jamais perdu le sens inouï de l'enfance. » Françoise Xenakis / Le Matin

«...Merveilleux, direct, simple, transparent... Sa flûte mozartienne, savante et naïve, a rarement produit un chant aussi pur et qui va si loin. » J. Piatier / Le Monde

« Jean Cayrol retrouve la parole libre, audacieuse, qui est toujours à l'origine du roman. » Daniel Oster / Les Nouvelles littéraires

« Une évocation du passé vivante et vibrante. » Robert Kanters / Le Figaro

Récit 182 pages 37 F



ANNÉE POÉTIQUE
1977
SEGHES

ANNÉE POÉTIQUE
1977
SEGHES

deux romancières / JULLIARD

Henriette Jelinek

Ann Lee rachète les âmes

Raymonde Vincent

Les Terres heureuses

L'ange et la bête

(Suite de la page 15.)

De telles expériences soulèvent toujours la même objection de principe, à laquelle n'ont pas échappé les prêtres-ouvriers, après Simone Weil, ni le Christ lui-même : la condition qu'on épouse par choix, et avec la possibilité de s'y arracher, n'a rien à voir avec celle que subissent les « vrais exploités ».

Linhart en est conscient. Il ne tente d'ailleurs pas l'épreuve en bourgeois honteux et soucieux de réforme personnelle ni en missionnaire, mais en militant politique curieux des possibilités d'action à la base. Il n'empêche que la machine ne tarde pas à annihiler la réserve de forces physiques et morales dont il disposait. En quelques semaines, il est engourdi, enlaidi, par la seule nécessité de survivre. Il s'agit d'économiser gestes, minutes, paroles, désirs, sous peine de « couler » en aval de la chaîne, de « craquer », de se retrouver à l'asile ou à la rue. Le plaisir de s'appartenir, en rentier, le temps d'une cigarette se paie d'une malice entière.

Si un conflit survient, la pression anonyme de l'organisation s'accroît encore. Ainsi lorsque la direction prétend récupérer en heures non payées les avantages qu'elle a consentis en mal 68 dans la peur. A la moindre

veillé de rigueur ouvrière, les interprètes cloisonnent et sermonnent les nombreux étrangers, les contremaîtres brandissent la liberté du travail, on repère, on brime, on mène.

C'est le cas avec Linhart. Avant de le licencier en plein été pour « compression de personnel », on l'isole dans un magasin de pièces détachées, puis à une tâche de manœuvre à tous les vents, on cherche à payer un mouton pour l'impli-

par Bertrand Poirot-Delpech

quer dans une bagarre. Il ne reste plus alors d'autre consolation, même pour un égrégé qui sait qu'il regagnera bientôt le paradis des nantis, que la fraternité de la chiourme.

Les visages des compagnons défilent, d'une vérité évidente. Voici le petit Breton tuberculeux qui ne vit que de projets, l'O.S. noir qui pousse la coquette jusqu'à quitter l'usine avec un attaché-cas. Primo le Sicilien, Ali le fils de

marabout qui nettoie les latrines du quai de Javel et qui, dans le vent des tangars, parle en seigneur de la culture arabe. Voici l'instable insouciant du reboiseur dont on change brutalement l'établi, dont le main, la veille si sûr, se met alors à balafarder devant les chefs, et qui rougit de honte, et qui en tombera malade.

Par instants, le normalien se souvient de son état et des sortilèges de l'écriture. En une phrase bouillonnée comme une chaîne de montage, il fait sentir le poids de temps broyé que pèsent les carcasses de tôles, l'écrou des odeurs de suint et de graisse, l'immense vacarme sous les verrières.

Mais aussitôt l'établi reprend le ton du constat, d'autant plus poignant que glacé. Je n'ai rien lu de plus atroce, de plus accusateur, dans la nudité, depuis *Une journée d'Ivan Denissovitch*, de Soljenitsyne. Avec cette circonstance que, chacun peut trouver aggravant ou pas, que cela ne se passe pas en Sibirie mais sous nos fenêtres, ni vu ni connu, à un jet de bouillon.

* LA MORT DE JOSEPH STALINE, de Guy Lardreau, coll. « Figures », Grasset, 184 pages, 28 F.

* L'ÉTABLI, de Robert Linhart, coll. « Documents », Éditions de Minuit, 150 pages, 22 F.

histoire

Le cas Babeuf

● Controverses autour d'un révolutionnaire français.

Tous les Français ne savent pas que Gracchus Babeuf, personnage secondaire de leur révolution, est aujourd'hui encore une vedette internationale. En Union soviétique particulièrement, sa notoriété est grande, et double.

Du côté de chez Marx, l'histoire officielle du socialisme voit en Babeuf le génial précurseur de Lénine. Il est en 1796, sous le Directoire, le chef et l'inspirateur de la conjuration des Égaux, « premier parti communiste naissant », selon l'expression de Marx. Babeuf est alors champion de la justice sociale, de la défense des « centres creux contre les ventres dorés ». Cent vingt ans avant les bolcheviques, il prépare la transformation égalitaire de la société par un coup d'État révolutionnaire organisé par un « directoire secret ». Il conçoit et propose l'absorption du secteur privé par l'État.

Du côté de chez Ivan Denissovitch, les dissidents soviétiques sont encore plus impressionnés par le personnage. Dans son programme de 1936, Babeuf n'a-t-il pas révisé toute l'histoire future de l'Union soviétique : dictature de transition qui n'en finit pas, fermeture des frontières, assignation à résidence des étrangers, contrôle du commerce extérieur par l'État, expulsion des dissidents avec privation de nationalité, camp de travail forcé et militarisation sociale ? L'anachronisme prophétique du personnage de Babeuf déclenche chez les dissidents le rire nerveux des ennuis. Igor Chabarovitch, l'un des plus brillants intellectuels soviétiques, mathématicien et historien, lui consacre, dans le *Phénomène stalinien* (Le Seuil, 1977), ses pages les plus critiques et les plus drôles.

C'est une biographie ortho-

doxe, une hagiographie précise et sentimentale, que nous donne Jean Bruhat, historien spécialiste du mouvement ouvrier, plus inspiré par les travaux officiels des historiens soviétiques, Doline, Volguine et Markov, que par les interprétations hérétiques de Chabarovitch. Mais il restitue bien, par les textes, le style humain très particulier de la période, le mélange de froideur et de passion, de rationalité et de guillotine, qui enveloppe l'esprit des acteurs politiques du temps. Les lettres de Babeuf à son fils, tracées de sa belle et géométrique écriture d'arpenteur, frappent par leur tendresse abstraite. On y voit le théoricien révolutionnaire entretenir son enfant, âgé de moins de neuf ans, de « ce système d'égalité parfait qui assurera une félicité d'autant plus ravissante qu'elle sera basée sur des dispositions qui la rendront invariables ». Et il conclut : « Un papa l'embrasse, G. Babeuf ».

La conspiration débouche sur un suspense digne d'un roman policier. Une course de vitesse se livre entre le Directoire et les Égaux. Trahi par un mouchard, Babeuf est pris au moment où il achève l'« Égalitarisme », sa proclamation révolutionnaire : « Le peuple conçoit la tyrannie n'est plus. Vous êtes libres... » Malheureusement pour le suspense, nous savons d'expérience que le capitalisme règne toujours en France. On ne peut donc raisonnablement comparer Gracchus Babeuf à Arsène Lupin et Jean Bruhat à Maurice Leblanc.

Emprisonné, jugé, Babeuf est guillotiné le 28 mai 1797 après une tentative de suicide. Qui a-t-on tué ce jour-là ? Un héros de la justice sociale ? Ou le premier théoricien de la transition au totalitarisme ?

EMMANUEL TODD.

* GRACCHUS BABEUF ET LES ÉGAUX OU LE PREMIER PARTI COMMUNISTE AGISSANT, de Jean Bruhat, Librairie académique Perrin, 247 pages, 50 F.

Un Père-Lachaise dessiné par le facteur Cheval

(Suite de la page 15.)

Le marchand flamand ou parisien de la fin du Moyen Âge voit plutôt sa trajectoire comme une promesse de bonheur possible et de liberté créatrice donnée d'une âpre sève. La mort, en cette affaire, est une gêneuse, une cassure. D'où l'amertume de l'échec, à l'heure du bilan final. De là découle aussi l'horreur fascinée qu'on éprouve pour le cadavre décomposé : elle s'empare de la culture et de la peinture du bas Moyen Âge, si éprouvé par la peste en masse.

La plus grande réussite de l'âge baroque

Au dix-septième siècle s'impose la mort baroque, probablement l'une des plus grandes réussites esthétiques, quant à l'art de mourir et d'être enterré, qu'ait mises au point l'Occident. L'inhumation baroque unifie l'individu et le social ; elle accepte les faits macabres, mais pas dans leurs versions névrotiques, centrées sur les pourritures. Elle répond aux soucis qui se font jour, pour le salut de l'âme du défunt. Au son des cloches, elle reconstitue l'ordre social de la ville, des pauvres aux privilégiés ; cet ordre est pompeusement reconstruit en fil de la procession funèbre qui accompagne le corbillard de luxe, derrière les têtes de mort et les larmes d'étoffe brodée.

La sinistre chouette prend son vol

Hélas, l'oiseau qui semblait si bien apprivoisé finit par s'échapper de sa cage. La sinistre chouette va prendre son vol. Le dix-neuvième siècle sur ce point commence vers 1780, au temps de Grégoire et des idées laïques ; ce n'est pas encore l'époque de la mort sauvage. Mais les temps sont déjà porteurs d'un certain désordre romantique ; il est, passionnellement, émotionnellement, hystériquement vécu par les proches du disparu. Bref, ce n'est plus la mort de soi, la mort de l'autre, frère, conjoint, être aimé. L'émotion devant la mort d'autrui peut aller jusqu'à l'érotisme macabre, préparé par toute une tradition qui va de Baldung à Sade.

Dès avant la révolution, les tableaux de Grégoire donnent le ton. Ils sont pleins de pleurs. Un fantastique culte familial et civique des morts, où commentent les chrétiens de tous bords et les positivistes laïques, se met en place dans les cimetières monumentaux après 1850, dont le Père-Lachaise est l'archétype. En attendant que surgissent les monuments aux morts des guerres mondiales...

La pornographie de la mort

Dernier stade : le nôtre. Il se caractérise, déclarant gravement les spécialistes, par la pornogra-

phie de la mort. Relégué à l'hôpital, hanté d'appareils médicaux, le mourant est fasciné du social. Il cesse de présider (comme il l'avait toujours fait jusqu'alors, de Charlemagne à

Poisson) à la mise en scène de son agonie et de son décès. Les derniers instants, la messe funéraire, l'inhumation, sont bécotés : sans à gauche, où l'on sait toujours, à défaut d'autre

Mourir à Paris Mourir à Londres au XVII^e siècle

Deux livres récents complètent utilement les réflexions sur la mort de Philippe Ariès.

Pierre Chaunu propose, dans *La Mort à Paris, XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles*, un supplément de « discours sur la mort ». Ce gros volume combine plusieurs approches. D'abord, une présentation des débats récents, allant de Gorer à Ariès, de Vovelle à Thomas, mais oubliant l'historiographie réelle du débat, Sylvia Anthony, auteur dès 1939 d'un ouvrage pionnier intitulé *The chief's discovery of death* (la découverte de la mort par l'entendement). Chaunu rappelle ensuite l'évolution du « discours chrétien » sur la mort. Il débouche sur une analyse minutieuse des testaments parisiens de l'ancien Régime, dépouillant par sondage inspiré des travaux de Michel Vovelle. Ce livre, débordant de faits et de chiffres, s'achève par des considérations rapides et discutables sur les rapports entre l'accroissement du suicide et l'abandon de la religion chrétienne.

Les *Observations naturelles et politiques* de John Graunt, citoyen de Londres, sont à la fois un document et une analyse. L'Institut national d'études démographiques vient de publier en français, dans une très jolie édition initiant la présentation anglaise d'époque, ce texte pittoresque et capital du premier des démographes. Car Graunt est aux statisticiens et aux sociologues ce que Galilée est aux physiciens, l'artisan d'une révolution mentale. En 1662, il met la mort en chiffres et en tableaux, brisant de nombreux mythes concernant les causes de décès. Il compare les morts de peste, de faim, de variole, d'hydrophobie, de chagrin et de peur ! Il conçoit la régularité statistique de la mort, évinçant l'intervention divine de chaque mort particulière. L'introduction et les notes remarquables du traducteur, Eric Vilquin, permettent à chacun de saisir le rôle décisif de cette percée intellectuelle. — E. T.

* LA MORT À PARIS, XVI^e, XVII^e, XVIII^e SIECLE, de Pierre Chaunu, Fayard, 543 p., 99 F.

* OBSERVATIONS NATURELLES ET POLITIQUES, SEUL LES BULLETINS DE MORTALITÉ, de John Graunt, Institut national d'études démographiques, 173 p., 37,50 F. (En vente à l'INED, 27, rue du Commandeur, 75655 Cedex 14.)

ANDRÉ FROSSARD

LES 36 PREUVES DE L'EXISTENCE DU DIABLE

C.S. Lewis

ANNÉE POÉTIQUE 1977

SEGHES

APHRODITE CLASSIQUE

Tous les confédérés de la littérature érotique

André de Noctis
Félix de Noctis
Minaud
Le roman érotique

eurédif

2 bis, rue de la Baume
75008 PARIS - 25614 80.

Nom _____

Adresse _____

SON FOUR CATALOGUE GRATUIT

FRANK TENOT

**radios privées
radios pirates**

« décrit avec minutie, précision et exhaustivité, ce tableau retraçant l'univers de nos jours sera très précieux à quiconque voudrait comprendre l'importance de ce média et son rôle dans l'information. »

JOURNAL DE LA PRESSE

denoël

ANNÉE POÉTIQUE 1977

SEGHES

ANNÉE POÉTIQUE 1977

SEGHES

ANNÉE POÉTIQUE 1977

SEGHES

ANNÉE POÉTIQUE 1977

SEGHES

FRAN

Les les

romans policiers

Peter Cheyney, le revenant

● Ses héros ne sont pas fatigués.

C'EST UNE vie que celle de cet Anglo-Irlandais, une vie à tenter un biographe. Étudiant en droit, puis acteur à seize ans, un vaste théâtre attend Peter Cheyney et sa génération. Nous sommes en 1914. Cheyney a dix-huit ans. A dix-neuf ans, il sera le plus jeune capitaine de l'armée britannique. Blessé à la tête, comme Apollinaire, comme tant d'autres, le voici hors-jeu. Il écrira des poèmes, fera du journalisme, en vivra fort mal, fondera une agence de police privée. Cette expérience ne sera pas perdue. En 1939, il va relever un défi : écrire un roman policier à l'américaine. Comme Vian. Résultat : *Cet homme est dangereux*, un triomphe.

De nouveau la guerre. Cette fois, Cheyney la fera dans l'intelligence Service. Beaucoup de choses changent, à l'époque. Les V-1 s'écrasent sur Londres. Cheyney en tirera l'argument d'un roman d'espionnage : *Sinistres rendez-vous*. Il poursuivra dans la même veine avec l'histoire du démantèlement d'un réseau nazi en Bretagne, *Sombre interlude*.

Et cette fois, c'est la guerre froide. Cheyney l'évoque dans *Ces dames n'aiment pas attendre*, où s'affrontent réseaux russes et anglais. L'enjeu : l'échange d'un agent occidental contre un savant allemand.

Les héros de ces récits, Kell, O'Mara, Guerolda et leur chef, le « vieux », sont peu connus du grand public français. C'est que Cheyney sera découvert à la libération, dans l'euphorie qui suit une longue pénitence. Il va lancer, sur un marché avide de tout ce qui est américain, un personnage dur, le célèbre Lemmy Caution. Placé d'abord sous les couleurs de Sven Nielsen, aux Presses de la Cité, il bénéficiera ensuite, dans la « Série noire », des soins de Marcel Duhamel, qui saura traduire ses traits verbaux en argot percutant, et faire du banal : « Vous voyez ce que je veux dire ? » le fameux « Vous piquez ? » Donc place à Caution.

Pourtant, Vallon, le « privé » de *Gare-tot, beauté*, n'est pas mal non plus. Il sait éclaircir une histoire d'héritage diaboliquement obscure. Mais le client reste fidèle aux marques déposées.

A chaque nom, son cliché. Dites : Cheyney ? On vous répondra, comme dans la chanson, cigarettes et whisky et petites pépées. Les cigarettes, soit. Mais les pépées ne semblent guère là que pour le décor. Cheyney est un chaste, au fond. Il décrit plus volontiers les robes que les corps, à l'exception des chevilles, dont il vante invariablement la finesse, et quand il dit qu'une

fillette a du « ça », il a tout dit. Ces étres de convention sont là pour la parade, comme la comtesse sur la place montée. Belles, dangereuses tant que vous voulez, ce ne sont que des faïences de luxe. Il y a donc peu d'erotisme dans Cheyney. On trouve bien un baiser dans *Gare-tot, beauté* ! mais c'est pour précéder de rouge à lèvres de la suspecte à des fins d'expertise !

La véritable héroïne, c'est l'action elle-même, rapide, imprévisible, qui n'exclut pas ni l'humour ni la lucidité. Ni la violence, certes, mais sans excès. Le pire supplice envisagé reste celui de la goutte d'eau. Nous en étions encore à l'époque où un gentleman pouvait atteindre des tirages fabuleux simplement par la qualité des péripéties.

Reste le whisky. Dire que c'est le faible des héros de Cheyney relève de la litote. Ils boivent. L'action l'exige : « Et ça ne sert à rien de faire semblant d'être saoul. Il faut se saouler vraiment ! alors, les autres y croient. » (Kell, dans *Sinistres Rendez-vous*). O'Mara devra même devenir alcoolique, par devoir, dans *Sombre interlude*. Plus, il miniera à bien cette mission avec une infecte grêle française. Vallon boit par nécessité, pour y voir clair.

Ce whisky qui trempe ses créatures, Cheyney ne s'en est pas privé. Devenu l'écrivain le mieux vendu de l'époque, il lui faut fournir des rasades d'imaginaire.



* Dessin de Bernice Cloern.

à des amateurs avides, il les fourbit. Sourd depuis sa blessure, il n'a pas perdu la verve. Il va dicter en marchant, dicter une soixantaine de romans, qui garderont une unité de ton, ce rythme inévitable du soliloque. Cheyney y va franc jeu et pour cela il boit comme ses personnages. Il constate : « L'impossible, ça n'existe plus. On aura tout vu et, d'un seul, ça simplifie l'existence. Ça abrège aussi, parfois. » (Ces dames...)

Nous sommes en 1951. Il a cinquante-cinq ans. Il est usé. Pour lui, c'est la fin de la route. Mais ses héros ne sont pas fatigués, puisque les revols parol nous.

CLAUDE COURCHAY.

* SINISTRES RENDEZ-VOUS, SOMBRE INTERLUDE, CES DAMES N'AIMENT PAS ATTENDRE ! GARE-TOT, BEAUTÉ ! Éditions 10, 200 p., 29,50 F. chaque volume relié.

science-fiction

La révolution

à la portée de toutes les bourses

● Une mise en équation du dérisoire.

POUR Philippe Goy, docteur en sciences, chercheur en physique au C.N.R.S., les mots apparaissent comme des outils rangés sur un établi, des éprouvettes dans un laboratoire ; le style n'est donc qu'une manière mathématique d'opérer avec le vocabulaire, sans se préoccuper des modèles culturels. Ainsi peut-il passer sans transition du récit payé en à l'imagerie psychanalytique, utiliser l'arsenal sémantique des linguistes ou celui, plus restreint, des radio-amateurs.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que son dernier livre soit un recueil de nouvelles : déjà, ses deux premières œuvres, *Le Père éternel* et *Le Livre machine*, traduisaient cette nécessité de se renouveler sans jamais se répé-

ter. Sa forme de recherche le conduisit naturellement à changer d'inspiration, tant sur le plan de la forme que celui du contenu. Toute solution aboutie ne peut lui servir qu'à être transcendée pour servir de base à un nouveau travail.

Plus qu'une œuvre spéculative où l'extrapolation à partir du réel serait prétexte à de savants développements thématiques, ce recueil de nouvelles est inclus dans un avenir où la S.F. serait prise en charge par la société, où ses tabous et ses tics thématiques seraient libérés, où le futurisme serait devenu un nouvel avatar du passéisme. Ce décalage subtil produit par l'insertion de notre futur dans notre psychologie et dans nos mœurs d'aujourd'hui confère à *Vers la révolution* ce piment d'absurde, ce relevé d'humour qui fait de ce livre l'un des plus insidieux qui soient.

Qu'il s'agisse de « L'Arzac », où les valeurs culturelles inversées produisent un conflit ubuesque entre militaires et écologistes, de « Q.S.O. sur 21 mégahertz », où se vulgarisent de façon réjouissante les clichés diffusés par les médias, de « Un but dans l'existence », remise en question subversive de nos motivations existentielles, ou de « Vers la révolution », dernière des nouvelles de ce volume, qui constitue une sorte de mode d'emploi pour accéder à la révolution grâce à la science amusante, tous ces textes frappent par leur dissemblance et leur inventivité. Ils sont le fruit d'une véritable mise en équation du dérisoire.

Si la science-fiction française existe, c'est grâce à des œuvres comme celle-ci qu'elle s'exprime de manière originale.

PHILIPPE CURVAL.

* VERS LA RÉVOLUTION, de Philippe Goy. Éditions 10, collection « Présence du futur », 251 pages, 15,50 F.

« LE MAUVAIS ŒIL »

P ARCE qu'elles poussent à la campagne, le voyageur pressé confère aux petites villes des vertus à la mode en leur attribuant volontiers de la douceur de vivre quand d'autres n'y verraient que de l'ennui. La ville de sept mille âmes où nous transporte le roman d'Yvon Tousseint est une de ces bourgades du Sud endormies au creux d'une vallée et berçées par les ronds discours des notables. Une « erreur de programmation » s'est-elle glissée quelque part ? Toujours est-il que la ville, saisi d'une soudaine frénésie de sul-

cides, s'abandonne à la fascinante horreur de mourir.

« Chaque homme possède au moins autant de raisons de se suicider que de ne pas le faire », dit le personnage principal, un commissaire de police revenu dans sa ville natale au soir de sa vie, à l'heure du bilan. *La Mort est dans la ville* comme la maladie s'empare d'un corps qu'on croyait sain. Les transfuges étant aussi frappés, le gouvernement fait appel à l'armée — ce prestigieux cordon sanitaire — pour isoler la cité empestée du reste du pays.

Le rationnel et l'illogique

« Si, un peu partout dans le monde civilisé, des collectivités allaient prendre de vitesse ceux qui, notés en un passant, flirteraient également avec le suicide, mais sur un grand échelle, cette fois, puisqu'il s'agit du suicide... Si donc ces collectivités-là, les unes après les autres, se suicidaient ? », alors les habitants de la petite ville seraient l'avenue du nihilisme collectif. Ces « si » et ce rôle de « précurseurs » ne les réjouissent pas du tout et ils se rabattent comme l'agonisant s'insurge à l'approche de la mort. Incendies, foule en furie, barricades, charges policières, sont la dernière rébellion avant l'acceptation de la fauchée.

Puis, dans un lent reflux, les vagues de suicides disparaissent. Les morts gardent leurs secrets et le livre un certain mystère.

BERNARD ALLIOT.

* LA MORT EST DANS LA VILLE, d'Yvon Tousseint. Albin Michel, 275 pages, 25 F.

Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon — Paris VI
Nos deux derniers catalogues de livres, neufs et anciens, consacrés aux
PROVINCES DE FRANCE
viennent de paraître
Ils seront envoyés contre la somme de 15 Francs remboursable dès le premier achat.

AUBIER
MONTAIGNE
13, Quai Conti — Paris 6^e

Récit de la vie
de Mrs Jemison
enlevée
par les Indiens
en 1755 à l'âge
de douze ans

Préface d'Yvon Simonis
collection Étranges étrangetés
35 F

Jean-Thierry Maertens
Rituelogues
Le dessein
sur la peau
39 F

Edgar Poe
Poèmes

Introduction de G. Richard
Traduction de Henri Fauriol
Collection Bilingue
48 F

Schopenhauer
Le fondement
de la morale

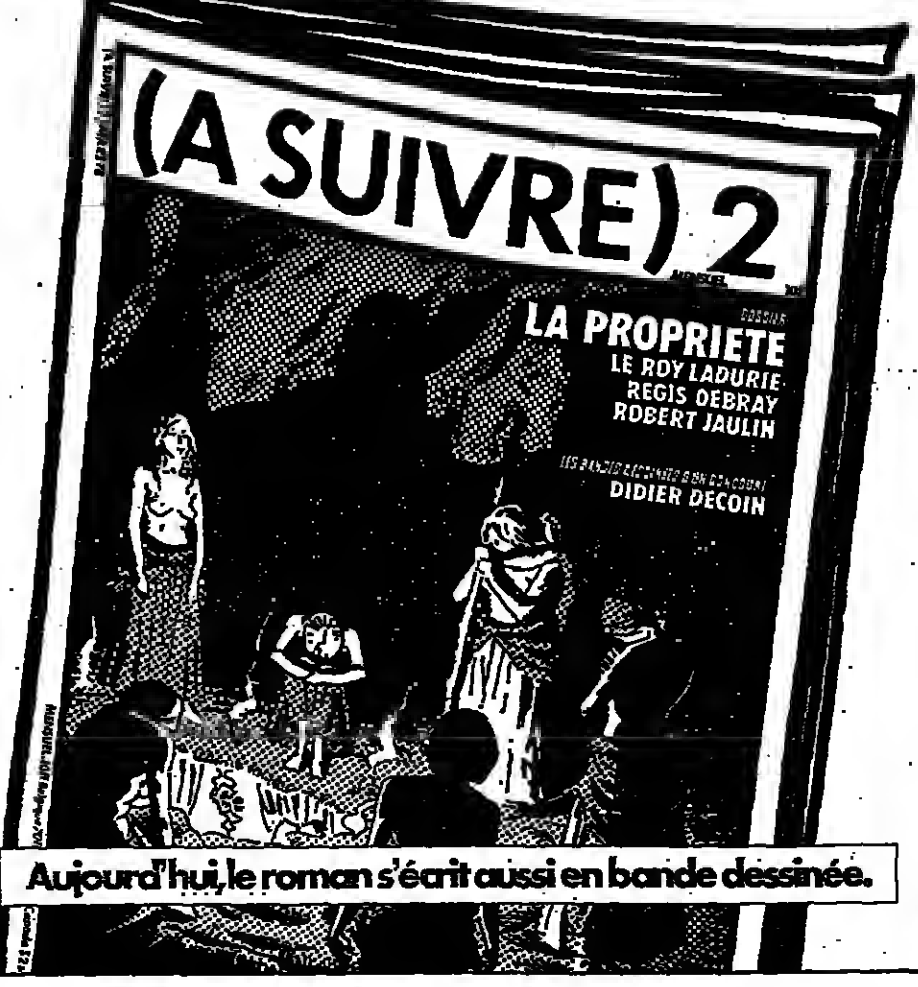
Introduction d'Alain Roger
Bibliothèque philosophique
48 F

Marcel Légaut
Prières d'homme
15 F

ANNÉE POÉTIQUE
1977
SEGHERS

LISEZ LA SUITE.

Les meilleurs auteurs de la bande dessinée d'aujourd'hui écrivent de véritables romans. Ils ont enfin un mensuel pour s'exprimer librement au rythme de leur imagination. Voici le N° 2. Avec la suite de la grande légende celtique d'Auclair et Deschamps ; la suite de l'épopée de Corto Maltese en Sibérie par Hugo Pratt ; le second chapitre de "ici même", roman fantastique de la petite propriété, écrit par Tardi et Forest. La propriété, c'est aussi le sujet du Dossier avec Emmanuel Le Roy Ladurie, Régis Debray, Robert Jaulin. Et puis encore, la bande dessinée vue par un Goncourt, Didier Decoin. A suivre, le magazine du récit, 108 pages, 10 F, chez votre marchand de journaux. En France, en Belgique et en Suisse.



Aujourd'hui, le roman s'écrit aussi en bande dessinée.

ANNÉE POÉTIQUE
1977
SEGHERS

ROBERT LAFFONT

Un bouquet que tout amateur du court récit se devra de lire... *Le Figaro*

Une prose vive, transparente, malicieuse... *La Quinzaine Littéraire*

Une pointe de nostalgie pour le temps passé, un délire farceur sur l'ordre du monde... *Les Nouvelles Littéraires*

FRANÇOIS CLÉMENT

Les moyens les plus simples

Nouvelles

ANNÉE POÉTIQUE
1977
SEGHERS

relations internationales

Le socialisme réunifiera-t-il le continent ?

● Jacques Hunsinger cherche comment l'Europe peut s'arracher aux tentations de l'abandon.

L'EUROPE recommencerait-elle à faire recette ? Coup sur coup, au cours des derniers mois, elle a fourni deux titres à une série d'ouvrages importants. Nous avons eu la *Poésie pour une Europe défectueuse* de Jean-Marie Benoist ; le *Plaidoyer pour l'Europe décadente* de Raymond Aron ; l'*Europe interdite* de Jean-François Deniau. A défaut de qualificatif, Jacques Hunsinger ajoute au mot Europe un « s », imprimé en rouge sur la couverture de son livre, pour bien montrer qu'il a voulu parler des Européens et non pas d'une Europe unique, puisque, aussi bien, celle-ci n'a d'existence, pour le moment, que selon la géographie.

Professeur d'université et membre du comité des experts du P.S., l'auteur, qui a donné à plusieurs reprises des articles au *Monde*, s'est consacré aux relations internationales et plus spécialement aux problèmes de défense et de désarmement. Mais il est de ceux, de plus en plus rares à notre époque, qui n'ont pas peur de la synthèse. Dans ce volume, qui n'a guère plus de trois cents pages et qui est divisé, comme un manuel scolaire, en une série de chapitres, sections, paragraphes et sous-paragraphes, il a cherché à rassembler tous les éléments — philosophiques, idéologiques, culturels, économiques, militaires, diplomatiques, voire historiques — de la problématique européenne.

Un système « barbare »

Il y parle étonnamment peu des Communautés et de leurs institutions ; sans doute est-ce qu'il les yeux elles ne peuvent guère contribuer à ce qui devrait être pour lui l'ambition majeure de tous les Européens, de part et d'autre du rideau de fer : s'arracher au système Est-Ouest. Car il s'agit d'un système « barbare » coupable de perpétuer la coupure du monde en deux camps.

Hunsinger invite donc avec force les Européens à conjurer les démons de la décadence et de la résignation et à ne plus se satisfaire d'une division qui d'autant moins de raisons d'être que les déchirements véritables ne

sont pas entre les deux Europes, mais traversent chaque peuple du continent. Mais n'est-ce pas là pure utopie ? Outre qu'il est convaincu qu'il n'y a pas d'union, précédemment, sans utopie, l'auteur voit des raisons d'espérer dans ce qu'il appelle la « révolte générale des nations européennes » dont la Yougoslavie titiste, la France gaulliste et la Roumanie de Gheorghiu Dej et de Ceausescu ont montré la voie, mais qui se manifeste en fin de compte un peu partout.

Il s'y ajoute que chacun des deux empires est en crise. Malgré ses prétentions socialistes, le régime de l'Union soviétique est en réalité celui de l'Etat sans peuple. La croissance ne cesse de ralentir, la société est devenue « apathique », la contestation politique et économique se développe, l'hérésie ou le schisme menacent un peu partout dans le bloc : « L'empire soviétique devient comme l'Empire ottoman : trop grand pour être durable, il est trop faible pour être stable. » L'Occident, de son côté, est durement ébranlé, ses contradictions crévent les yeux. Ni le « conservatisme » à la Chirac ni le « modernisme » à la Giscard ne sont à la hauteur des défis du monde moderne. Et cependant, « seule la démocratie occidentale constitue un chemin possible pour la pratique de la démocratie populaire : le monde de la liberté est le seul laboratoire politique des sociétés développées ».

A l'Europe de l'Ouest, il apparaît donc de faire la preuve que ce qui jusqu'à maintenant n'a jamais été possible l'est devenu, en investissant, alors qu'aucune formule de ce genre n'a jusqu'à présent réussi, la synthèse du socialisme et de la liberté. Pour y parvenir, Jacques Hunsinger ne fait guère confiance, malgré le phénomène de l'eurocommunisme, qu'à l'analyse attentivement aux P.C. occidentaux. Pour lui, « le communisme peut très difficilement retrouver la vérité du socialisme sans se renier lui-même. Ce n'est pas la faute de Marx, c'est la faute de Guesde, de Lénine et de Staline ». « Ce sont les partis socialistes occidentaux, malgré leurs défauts, qui ont vocation à remettre le socialisme à l'heure du temps présent. » L'auteur appelle de ses vœux une sorte d'euro-socialisme qu'il définit comme le « développement d'une dynamique entre l'ensemble des partis socialistes occidentaux, pour renforcer les chances de construction d'un socialisme occidental tout à la fois spécifique et diversifié ».

On voit que le livre est infiniment plus ambitieux que ne le suggère son titre à la Paul Valéry ou à la Larbaud. Il l'est même peut-être un peu trop, telle ou telle affirmation de Jacques Hunsinger pouvant paraître, à l'occasion, superficielle ou discutable. Ainsi de ce qu'il dit de la dictature du prolétariat : il est vrai que l'expression est bien de Marx, mais il ne l'a employée qu'en « fait le fondement de la pratique révolutionnaire. L'auteur est-il vraiment sûr, d'autre part, que la présence de trente divisions blindées soviétiques en Europe centrale n'a d'autre but que de « satisfaire les dignitaires de l'armée rouge » ? N'est-il pas exagéré d'affirmer que le président Carter, que l'on voit si attentif de la Corée à l'Afrique, à ne pas engager les Etats-Unis dans de nouveaux conflits, a « complètement renoué avec la doctrine Truman », autrement dit avec l'acceptation délibérée de la guerre froide ?

Un vide spirituel

Sans doute a-t-on peine, lorsqu'on a pas vécu soi-même les innombrables parties au bord du gouffre qui, de l'affaire d'Algérie, en 1962, à celle des fusées de Cuba en 1962, et au Vietnam, ont marqué l'affrontement entre l'Est et l'Ouest, à se persuader de la terrible apreté d'un conflit destiné, selon toute probabilité, sans l'existence des armes nucléaires, à déboucher sur la troisième guerre mondiale. Rétrospectivement, les passions et les psychoses qui ont marqué cette époque peuvent paraître artificielles, folles ou morbides. Elles n'en ont pas moins profondément marqué le monde où nous vivons, contribuant ainsi bien à la rapidité de sa croissance qu'à son vide spirituel et à la crise financière et économique dont il souffre actuellement.

De toute manière, c'est seulement en réaction contre ce passé que l'Europe a une chance de s'arracher, comme Jacques Hunsinger l'y invite opportunément, aux tentations de l'abandon. Comment d'ailleurs les Européens, avec les fantastiques ressources matérielles et intellectuelles dont ils disposent, pourraient-ils se résigner, eux qui depuis deux millénaires ont écrit, notamment par leurs idées, l'histoire du monde, à s'abstraire en quelque sorte de la suite de cette histoire ?

ANDRÉ FONTAINE.

★ EUROPE, Jacques Hunsinger, 230 pages, aux Editions Ramsay, 43 F.

Les Editions de L'Herne

...le seul ouvrage de référence que nous possédions sur la pensée politique de Z. Brzezinski.

Philippe de St-Robert
Le Monde - 6 Janvier 1973

Remarquable recueil d'essais de Z. Brzezinski.

P. M.
La Croix - 4 Janvier 1978

On trouve dans ce livre l'exposé le plus complet de la politique globale américaine.

G. Carrat
Le Quotidien du Peuple
4 Janvier 1978

Comment ne pas être sensible à son plaidoyer constant pour la constitution d'une Europe puissante...

Alfred Grosset
L'Expansion - Novembre 1977

41, rue de Valenciennes, 75007 Paris Tél. 261.25.06

Brzezinski
Illusions dans l'équilibre des puissances
L'Herne

238 pages - 48 F

VIENT DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE
enjeu politique

En vente partout - 10 F

LE MONDE
meil. chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

L'APPARTEMENT
que vous recherchez.

COTE VAROISE FACE A LA MER

RECHERCHONS APPARTEMENT

LOIN DE LA FOULE DANS UN GRAND PARC FLEURI - stop

LIVRABLE IMMEDIATEMENT - stop - POSSIBILITE DE LOCATION - stop

PINEDE ST GEORGES A ST MANDRIER NOUS INTERESSE - stop

Bon à retourner à la Pinede Saint-Georges, B.P. 9 - 83430 SAINT-MANDRIER pour recevoir une documentation en couleur

la Pinede Saint-Georges

Nom

Adresse

on peut apprécier le site sur place 7 jours sur 7 (face au port de Saint-Mandrier). Tél : (94) 84 97 03

L'Amérique à la recherche d'une politique

● Les manières du successeur de Kissinger à l'égard des alliés ne sont pas meilleures que les siennes.

ZIGMUND BRZEZINSKI, jeune ambassadeur du président Carter, le rôle approximatif auquel s'employa Henry Kissinger auprès de Richard Nixon puis de Gerald Ford. D'origine catholique et polonaise à la différence de son prédécesseur dont l'origine était juive et allemande, il est comme lui de formation de méthode et de comportement assez typiquement « universitaire américain ». Dans divers ouvrages, dont les *Mémoires atlantiques*, Henry Kissinger avait fait connaître sa pensée politique avant de l'exercer : pensée intéressante en ce sens qu'il n'avait pas en lui l'exaltation de la méthode, il en prit exactement le contraire. Après avoir sermonné d'importance Kennedy et Johnson pour leurs mauvaises manières à l'endroit de leurs alliés, il donna plutôt à ces derniers, dans la suite des choses, l'impression d'en rajouter en insolence et en mépris.

L'ouvrage de Z. Brzezinski rassemble des textes politiques égaux antérieurs à la prise du pouvoir du président Carter, et des plus critiques à l'endroit des deux précédentes présidences, dont l'inspiration en politique étrangère est constamment malmenée. Mais j'avoue que ce qui oppose Z. Brzezinski à H. Kissinger m'apparaît beaucoup moins nettement qu'à certains commentateurs, et d'autant moins nettement que l'administration Carter n'est pas en train de faire la démonstration que sa politique est très différente de la précédente.

Ainsi, parlant en 1974 des rapports des Etats-Unis avec leurs alliés, Brzezinski écrit : « La recherche d'une confiance mutuelle et d'une égalité plus grande a fait place à une unilatéralisme croissant, avec des manifestations positives ou négatives. L'unilatéralisme enragé de Kennedy (alors secrétaire au Trésor) n'a pas conduit à augmenter la fréquence des consultations : il a débouché sur un unilatéralisme chronique. Les Européens ont été unilatéralement traités à l'égard des rapports atlantiques et à l'égard d'une déclaration commune en vue d'établir avec les Etats-Unis et le Japon un grand programme énergétique. Toutes ces initiatives, recommandables en soi (c'est nous qui soulignons), auraient été mieux acceptées si elles avaient été mieux préparées et mieux présentées, etc. » La fin de la diatribe montre que seule la forme, au fond, est en cause et il est connu que tout candidat au pouvoir se montre toujours persuadé que, lors même qu'il ferait la même politique que celui qui l'exerce, il y réussirait mieux en y déployant plus d'habileté ou de ruse.

La continuité des préjugés

En 1976, l'opinion de Z. Brzezinski sur l'Europe apparaît de même, et contrairement à ce que certains commentateurs voudraient nous faire croire, comme parfaitement étrangère aux réalités historiques et politiques du Vieux Continent. Bien sûr, l'auteur écrit que « la passivité de l'Amérique dans le domaine des rapports Est-Ouest et l'absence d'initiatives américaines visent à forger des liens plus étroits entre l'Est et l'Ouest n'ont fait que renforcer les craintes des Européens quant à l'exercice d'un condominium américano-soviétique, conçu pour perpétuer la position favorable à laquelle ces deux puissances sont parvenues, en évinçant l'Europe de la place qu'elle occupait dans les affaires mondiales » — mais que veut-il dire au juste ?

On lit quelques lignes plus loin : « Certes, l'Amérique continue d'avoir besoin d'une réelle coopération américano-européenne pour s'attaquer aux nouveaux grands problèmes du globe : aujourd'hui, besoin d'une Europe véritablement unie. » Puis cette conclusion qui marque assez l'absolue continuité des préjugés : « Mais on ne pourra promouvoir une semblable coopération que si l'Europe, môme dans sa forme actuelle, s'engage concrètement à tous les niveaux, aux côtés de l'Amérique et du Japon, pour trouver une solution concertée aux problèmes doctrinaux, régionaux et globaux qu'aucune des

trois régions ne peut résoudre seule. »

On sait ce qu'une telle philosophie veut dire : d'ailleurs, « une orientation, dans le domaine des affaires internationales, est nécessaire et l'Amérique seule est en mesure de la donner » (p. 215). Ainsi Z. Brzezinski est-il le beau maître en pièces la doctrine Nixon, ridiculiser les fantasmes metternichiens de Kissinger tout en taxant l'administration Kennedy de naïveté et en démontrant la faillite de la vieille doctrine des *White Anglo-Saxon Protestants* (WASP) qu'incarnerait encore Acheson et Dulles, il est lui-même dans la ligne exacte des préjugés immuables d'un grand pays imbu d'une puissance et d'une supériorité dont il se fait toujours une idée quasi religieuse (Robert Kennedy parlait encore d'un droit de l'Amérique à la « direction spirituelle de la planète », en pleine guerre d'Indochine), mais qui n'a tout simplement pas de politique.

Ce serait un jeu de reprendre certains raisonnements dans le détail, où perce le manque de maturité ou simplement l'absence de réflexion. Z. Brzezinski entonne l'habituel péan sur la victoire diplomatique et quasiment militaire que les Etats-Unis auraient remportée à Cuba à l'encontre des Russes obligés de rembarquer leurs fusées, mais si l'enjeu était aussi le maintien du régime de Fidel Castro, quel a gagné ?

En 1971, notre auteur avancera cependant que la « subsistance politique du *Soviet Union* nom communiste » devrait être considérée comme une victoire pour l'Amérique : les deux conflits souffrent donc sur ce terrain une comparaison qui n'est pas en faveur de la politique américaine, mais que Brzezinski se garde d'approfondir et même d'envisager.

Autre exemple de légèreté d'analyse : la modernisation et la rationalisation de l'économie soviétique, à quel les Américains ont effectivement choisi d'adopter depuis Nixon, « auront, lit-on,

diminué d'autant les pressions qui pouvaient s'exercer en Union soviétique en faveur des réformes ». Par hasard, Z. Brzezinski ne se serait-il pas aperçu que le franquisme était mort du développement économique de l'Espagne ?

Toutes ces illusions quant à l'équilibre des puissances que Z. Brzezinski s'est employé à dénoncer de 1971 à 1976 en cet intéressant recueil de textes — document à cet égard capital — où l'on sent à chaque page l'impatience de faire ses preuves, on peut dire à leur lecture qu'il est loin d'en être détaché lui-même. Jean-Pierre Cot dénonce dans sa préface l'*idéologie tripartite* dont Z. Brzezinski est le chantre, mais il la définit comme une tentative réformatrice intelligente pour mieux assurer l'hégémonie américaine qui lui semble cependant minée par des contradictions insurmontables. A quel le préfacier oppose sa propre idéologie.

Je doute du remède et je songe à ce que rapporte Olivier Germain-Thomé dans l'admirable essai qu'il consacre ces jours-ci aux *raus-céphaliques* : « Dans une saison orage à Athènes, au cours d'un colloque sur l'avenir de la démocratie, je me souviens de Perrow-Jupiter. Il tournait : « Les multinationales peuvent dormir tranquilles, après avoir entendu Z. Brzezinski est le chantre, mais il la définit comme une tentative réformatrice intelligente pour mieux assurer l'hégémonie américaine qui lui semble cependant minée par des contradictions insurmontables. A quel le préfacier oppose sa propre idéologie. »

PHILIPPE DE SAINT-ROBERT.

★ ILLUSIONS DANS L'EQUILIBRE DES PUISSANCES, de Zigmund Brzezinski, préface de Jean-Pierre Cot. Editions de l'Herne, 48 F, 284 pages.

essai

« Angoisse et certitude »

(Suite de la première page.)

A chacun de finir la phrase. Mort de l'Être : l'angoisse. Ecoutez Maurice Schumann, grand électeur de Martin Heidegger : « J'avais à peine plus de vingt ans quand j'ai lu l'Être et le Temps, nettement plus de soixante quand j'ai lu la première fois, j'ai refermé le livre en me disant que l'auteur voulait m'empêcher de vivre, la seconde fois en me disant qu'il voulait m'épargner de mourir. »

La vie : Malraux domine ce chapitre, un Malraux inattendu, saisi dans sa querelle avec Jacques Monod, lui-même contredit par François Jacob. C'est « la biologie moléculaire, expression nouvelle de l'antidépresse ». Dans l'agité intellectuel du débat ainsi restitué, cette redécouverte de l'angoisse « au point de rencontre du mythe de la science et du destin de l'homme » coalesce avec le refus du refus de Dieu. Maillon le plus fragile peut-être de la chaîne, la démonstration débouche sur la grande interrogation, celle de la liberté.

Ici l'auteur abandonne la pure spéculation pour les exemples concrets. Deux illustrations éblouissantes : la jeunesse de Mussolini, pour une frémissement de la liberté d'un seul, la vieillesse de Chateaubriand, recherche de la liberté de droit divin. Chacun de ces deux chapitres, par la richesse du récit autant que par la sagacité du conteur, aurait pu fournir à lui seul la matière d'un livre. Du premier, on retiendra cette définition donnée par un jeune naal : « Le fascisme, cela consiste à vouloir avec sang-froid l'anarchie du monde moral », assortie de ce commentaire : « Quelconque rêve d'une liberté sans limites et sans frein porte en soi le germe du fascisme à tue-tête. » De l'autre surgit une image toute nouvelle d'un Chateaubriand hégélien qui croit en la liberté comme lastriment d'un progrès indéfini, à la fois utopique et réaliste.

Le troisième récit, consacré à « la liberté promise », s'ouvre par le Mythe de la feuille de charmillie, du philosophe Jules Lequyer, penseur tragique, mort à

quarante-huit ans en 1862, que Maurice Schumann déclare lire et relire sans cesse depuis l'âge de dix-sept ans afin de ne jamais oublier, dit-il, que « le libre arbitre est la condition de la certitude ». Ce mythe, le voici résumé : « Un enfant joue dans le jardin paternel. Il touche une feuille de charmillie. Le jeu s'arrête. La perception de la liberté surgit : cueillir ou ne pas cueillir la feuille. Pour s'assurer de son pouvoir, l'enfant arrache la feuille de charmillie. La secousse effraie un oiseau. Un épervier le suit. S'envoler, c'était périr... En devenant agissant, la liberté a convoqué l'angoisse. » Alain, son vieux maître, Camus, qui publie *l'Homme révolté* l'année même de la mort d'Alain, nourrissent la réflexion de l'auteur, qui parfois dérive vers l'histoire en train de se faire, puis foisonne, des nouveaux philosophes à un curieux rapprochement entre Thomas More et Lysenko ; enfin, elle le conduit à formuler trois lois dialectiques minutieusement étayées et qui s'énoncent ainsi : « 1) Ne jamais croire qu'une société historique puisse se confondre avec la société idéale ; 2) Toujours croire qu'une société historique peut et doit être l'image imparfaite d'une utopie transcendante ; 3) Préserver en soi-même l'utopie nécessaire au progrès des sociétés. »

L'angoisse, c'est la dignité de l'homme. La certitude, l'espérance, pour Maurice Schumann, c'est sa foi chrétienne, une foi qu'il exprime dans le beau cri inspiré de Kierkegaard : « Un Dieu, pas de maître », et qui est sa réponse à la question de Malraux : « Quelle signification peut avoir l'histoire de l'homme s'il n'y a pas de Dieu ? » Ce comprend son angoisse, on envie sa certitude, on voudrait partager sans réserve son espérance. Nous voilà bien loin, n'est-ce pas, des mandats, des ministères, des partis et de la politique. L'humanisme recelait un philosophe spiritueliste. Il lui sera beaucoup pardonné parce qu'il a beaucoup cru et beaucoup espéré.

PIERRE VIANSSON-PONTE.

★ ANGOISSE ET CERTITUDE, de Maurice Schumann. Flammarion, 285 pages, 38 F.

CONNAISSANCE DU MONDE

L'INDE DES AHURISSANTES REALITES
UN NOUVEAU VOYAGE
LES GRANDES ENIGMES DE L'INDE ETERNELLE. Temples-séparés pour
vaches, moutons et rats. Mariage de pigeons. Fête du dernier repas pour
cobras. Les vêtus d'espace. UNE REVELATION : la vie quotidienne des paysans.

La critique salue le triomphe de « la Mouette », de Tchekhov à l'Atelier :

« A l'Atelier, le charme presque inexprimable de la Mouette a, magiquement, une fois de plus, agi, sur nous. Et c'est le pur miracle de Tchekhov... »

JEAN-JACQUES GAUTIER (« Le Figaro »)

« Il faut entendre Pierre Michaël auquel cette représentation fournira l'occasion d'un triomphe... »

FRANÇOIS CHALAIS (« France-Soir »)

« A l'Atelier, dans une distribution excellente, et équilibrée, la Mouette module une plainte douce, grave et convertie. Il faut prêter l'oreille : cela en vaut la peine... »

DOMINIQUE JAMET (« Journal du Dimanche »)

« Pas de petits rôles chez Tchekhov. Pour le jouer il faut une trompe. Nous l'avons. D'où le coulé du spectacle... »

HENRY RABINE (« La Croix »)

« Marie-Hélène Brillat est ici remarquable. Que la Mouette Brillat vole longtemps place Charles-Dullin... »

JAN MARA (« Minute »)

« Une mise en scène qui n'étouffe pas les acteurs, un théâtre qui les laisse vivre, c'est reposant, parfois... »

MATTHIEU GALEY (« Quotidien de Paris »)

« Judith Magre est née pour être Arkadina, l'actrice, elle en a l'élégance, l'ironie, la violence et l'intelligence. Prenez vos billets ! Allez à l'Atelier du côté de chez Tchekhov ! »

FRANÇOIS TUDEAU (« Pariscope »)

« Tout est exactement en place dans cette représentation... »

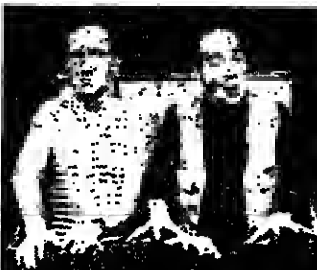
ROBERT KANTERS (« L'Express »)

« Une musique de chambre où chacun est à sa place, où joue la partition et où ne se perçoit aucune licence, c'est ce parti qu'a pris Pierre Franck et qu'il a parfaitement réussi... »

PHILIPPE TESSON (« Le Concord enchaîné »)

« Un des signes de la justesse de la mise en scène de Pierre Franck est que l'on rit comme le souhaitait Tchekhov... »

GEORGES LERMINIER (« Le Parisien libéré »)



RUFUS HALLER

du 21/2 au 26/2 du 27/2 au 4/3
du 7/3 au 12/3 du 13/3 au 18/3
du 21/3 au 26/3 du 27/3 au 1/4

en alternance
1 semaine sur 2

Palais des Arts
325 rue St-Martin 75003 PARIS
278.04.88 et 272.62.95

CINEMA
INTERDISCIPLINAIRE
LE THEATRE
LE CINEMA
LE DANSE
LE MUSIQUE
LE LITTÉRAIRE
LE VISUEL
LE SON
LE THÉÂTRE
D'ANTOINETTE VITEZ
avec les Ateliers du spectacle
recherche dans le film d'essai
MAINTENANT
PALAIS DES ARTS

STUDIO LOGOS
OLYMPIC ENTREPOT

UN FILM SUR
LES PATRONS

LA VOIX
DE SON MAÎTRE

le Grand Inconnu
et Nicolas Philibert

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : les
Amateurs de bonne foi ; On ne
badine pas avec l'amour.
Opéra, grande salle, 20 h. 30 :
Mouron dans la cathédrale.
Général, 20 h. 30 : Candide.
Fénelon, 20 h. 30 : Les Inqui-
études de M. Delumet.
T.E.P., 20 h. 30 : Films : Charlot,
gentleman vagabond ; Une vie
difficile.
Petit T.E.P., 20 h. 30 : Libre par-
cours variétés.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 21 h. : le Théâtre
des Frères ennemis. Salle
Pépinière, 20 h. 45 : Yiddish Story ;
20 h. 30 : le Dernier Eden.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Inti
Illimani ; 20 h. 30 : Ensemble
intercontemporain.

Les autres salles

Alceste, 20 h. 30 : Raymond Devos.
Arts-Hébertot, 20 h. 45 : 81 l'es beau,
les com.
Atelier, 21 h. : la Mouette.
Athènes, 21 h. : l'Alceste à deux têtes.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : le Petit-
Fils du chapeau.
Cartoucherie, Théâtre du Soleil,
20 h. 30 : David Copperfield.
Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 :
Don Juan.
Centre culturel du XV, 20 h. 30 :
Penalty ; 22 h. : l'Alceste, net.
Centre culturel asiatique, 20 h. 30 :
Charlie McDeath.
Cité internationale, la Galerie,
20 h. 30 : Les Femmes savantes.
La Ressource, 21 h. : Artanienus.
Grande salle, 21 h. : les Pâques à
New-York.
Comédie des Champs-Élysées,
20 h. 45 : le Bateau pour Lipina.
Espace Cardin, 20 h. 30 : Culpure.
Fontaine, 21 h. : le Roi des cons.
Gymnase, 21 h. : Coluche.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice
chaude ; la Leçon.
Le Théâtre, 20 h. 30 : Louise in
la Arrière, 21 h. : Angèle.
Le Théâtre, Théâtre noir, 18 h. 30 :
Les Bains et les Fous ; 20 h. 30 :
Les Bains de Laura.
Théâtre
rouge, 20 h. 30 : Bolle Mao bolle
et 200 Story.
Mathurins, 20 h. 45 : La ville dont
le prince est un enfant.
Molière, 20 h. 30 : L'Alceste à deux têtes.
Mithodée, 20 h. 30 : les Rustres.
Montparnasse, 21 h. : Trois lits pour
un.
Quatre, 21 h. : Ecclésiaste indirect.
Grasy, grande salle, 20 h. 30 : Rhinoc-
éros ; petite salle, 20 h. 30 :
les Fous du soleil.
Palais des arts, 18 h. 30 : les Jeanne ;
20 h. 45 : Rofus.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 23 février

Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux
folles.
Porte-Saint-Martin, 21 h. : Pas
d'orchidée pour Mlle Blanche.
Studio des Champs-Élysées, 21 h. 15 :
les Dernières Vacances.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : l'Espoir
grave.
Théâtre-en-Rond, 21 h. : Marie
de terre.
Théâtre de l'Ecole normale supé-
rieure, 20 h. 30 : Marchands
d'opéra.
Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Tuer
sans pitié.
Théâtre Marie-Stuart, 18 h. 30 :
Ahmed Ben Dhahab ; 20 h. 45 :
Gothie ; 22 h. 30 : Just Hamlet.
Théâtre Orléans, 18 h. 30 : l'Inconnu
et la Font ; 21 h. : la Lèvre.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 30 : Sarah
Bernhardt.
Théâtre la Pépiche, 20 h. 30 : le
Psychopompe.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 :
Noces.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : la Tour
de Nesle.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups,
21 h. 30 : la Contée.
Théâtre Saint-Médard, 20 h. : Cen-
turies.
Théâtre 13, 20 h. 45 : Baroque à
Châteauguay.
Théâtre le 25-Rue-Rouge, 20 h. 30 :
Claudine, les enfants pleurent.
Théâtre 347, 20 h. 30 : la Ménagerie
de l'homme.
Troglodyte, 21 h. : l'Améthyste.
Variétés, 20 h. 30 : Pâte de Broadway.

La danse

Elysée-Montmartre, 21 h. : Grands
Ballets d'Afrique noire.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 45 : P. Brunold ;
21 h. : la Femme rompus ; 22 h. :
Dumour Story.
Les Champs-Marteaux, 20 h. 15 :
P. Rotilly ; 22 h. : Au niveau du
chou.
La Bretonnerie, 21 h. : C'est pour
de l'air.
Café d'Edgar, 1. 20 h. 30 : Un petit
bruit qui court ; 21 h. 30 : Poppel ;
22 h. 45 : les Autriches.
II, 22 h. 15 : la Vie de jeunesse.
Café de la Gare, 22 h. : Plantons
sous la suite.

Les comédies musicales

Châtelet, 20 h. 30 : Volés.
Mogador, 20 h. 30 : Valdes de Vienne.
Palais des congrès, 20 h. 30 : Porgy
and Bess.

Les concerts

Fort de la Sologne, 20 h. 30 : Henri
Gouffier (C. Lammann et R. Est-
lang).
Salle Gaveau, 21 h. : Hounnig, A.
Ferdinand Sor.
Salle Pleyel, 21 h. : D. Wagners,
piano (Chopin).
Eglise Saint-Georges, 20 h. 30 :
Ensemble instrumental Ars Lutea
(Vivaldi, Bach, Mozart).
Musée d'art moderne, 20 h. 30 :
Raga-Jazz, improvisations.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Co-
sol on actualité.
Dessalors, 21 h. : AUX ANS citoyens.
Dix-Huit, 22 h. : Mars ou crève.

Jazz, pop, rock, folk

Palais de la découverte, 18 h. 30,
20 h. 45 et 22 h. : Lacerium, rock.
Moufflard, 20 h. 30 : le Groupe
Gilles Hottot.
Théâtre la Pépiche, 22 h. : Steve
Lucy et Steve Pott.
Stadium, 21 h. : Hommage à Woody
Guthrie : Ornette Albert, Steve
Warren, Roger Maso, Derol
Adams, Sunny Walker.
Porte de la Sologne, 20 h. 30 : Alister
dame c'est l'heure, Jazz.
Gibus, 24 h. : Boogaloo Band.
Musée d'art moderne, 20 h. 30 :
Raga-Jazz, improvisations.

TH. MONTPARNASSE

PEINES DE COEUR
d'une
CHATTE
ANGLAISE
PAR LE GROUPE TSE
LOCATION ORIENTE
Théâtre-FRANCOIS-AGENCE
nouveaux spectacles les dimanches 15h
PREMIERE le 1^{er} MARS

théâtre de

gennevilliers
marionettes
nobespice
11 av. 26
Levallois

DROUOT

Rive Gauche

Cie des Commissaires Priseurs de Paris

GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE
75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Télex 270906

LUNDI 27 FÉVRIER (Exposition samedi 25)

S. 1. - Dessins, tableaux anc.
mod. 17^e et 18^e s. M^{me} Boissard,
de Beekeren, MM. Lemonnier,
Lepic.
S. 3. - Livres anc. et mod., autog.
M^{me} Oger, M^{me} Vidal-Mégret.
S. 4. - Tableaux : Charnonne,
Neubles, bibelots, M^{me} Robert.
S. 5. - Dentelles, linage, jouets.
S. 6. - Dentelles, linage, jouets.

MARDI 28 FÉVRIER (Exposition lundi 27)

S. 8. - Dessins et tableaux anc.
M^{me} Ader, Picard, Tajan, MM. F.
Antoion, G. Herdhebut.
S. 14. - Objets marins, M^{me} Cham-
belland.

MERCREDI 1^{er} MARS (Exposition mardi 28 février)

S. 1. - Objets d'art et d'ameub.
des 18^e et 19^e s., instrum. scientif.
M^{me} Ader, Picard, Tajan, MM. J.
Antoion, Ch. Bernard.
S. 2. - Ameublement, obj. de vitr.
M^{me} Boissard, de Beekeren.
S. 3. - Vols, anc. mod., M^{me} Oger.
S. 4. - Meubles, M^{me} Chambelland.
S. 7. - Timbres-poste mod., epr.
de luxe, monnaies or antiques.

JEUDI 2 MARS (Exposition mercredi 1^{er} mars)

S. 9. - Dessins anc., peintures
ant. 18^e s. Epoque, M^{me} Godeau,
Solamet, Andap, M^{me} Rouillon.
S. 12. - Provenant Succession
A. Dunoyer de Segonzac et de la
collect. Sarah Guitry et apparat.

JEUDI 2 MARS

S. 7. - Coll. d'affiches de cinéma : La femme au cinéma, 5 films
bouts d'essai, M^{me} Chayette.

VENDREDI 3 MARS (Exposition jeudi 2)

S. 1. - Dessins et tableaux mo-
dernes, M^{me} Ader, Picard, Tajan,
MM. F. Antoion, Marchoux, Jeannel.
S. 6. - Argentierie anc. et mod.
M^{me} Laurin, Guillaud, Buffetaud,
Tailleur, M. Gaur.
S. 8. - Objets d'art et d'ameub.
et principaux des XVII^e et XIX^e s.

PALAIS D'ORSAY, 7, quai Anatole-France (75007)

MARDI 28 FÉVRIER à 21 h.

(Exposition lundi 27 de 21 à 23 h., mardi 28 de 11 à 17 h.)
Dessins et tableaux modernes par Degas, Chagall, Renoir, Dufy,
Pissarro, Sisley, Soutine, Utrillo, M^{me} Ader, Picard, Tajan,
MM. Durand-Ruel, Pacitti, Maréchal, Cézanne, Jeannelle.

Etudes annonçant les ventes de la semaine

— ADEL, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 712-95-77.
— BOISGARD, DE BEEKEREN, 2, r. de Provence (75009), 770-81-38.
— CHAMBELLAND, 1, rue Rosini (75009), 770-16-18.
— CHAYETTE, 10, rue Rosini (75009), 770-33-38.
— COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Valenciennes (75007), 555-85-44.
— DEUBERGUE, 262, boulevard Saint-Germain (75007), 556-13-43.
— GODEAU, SOLAMET, AUDAP, 22, rue Drouot (75009), 770-15-33.
— LAURIN, GUILLAUD, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement
RHEIMS-LAUREN), 1, rue de Lully (75001), 260-24-11.
— OGER, 21, rue Drouot (75009), 523-20-66.
— PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, 16, rue de la Grange-
Battière (75009), 770-88-38.
— ROBERT, 5, avenue d'Alsace (75016), 727-93-34.



Un film de WIM WENDERS

FAUX MOUVEMENT

Scénario de Peter HANDKE d'après le roman de Goethe
"Les années d'apprentissage de Wilhelm Meister"

STUDIO
GIT-LE-COEUR
320.80.25

RENCONTRE
DU PREMIER TYPE
Observation d'un OVNI

RENCONTRE
DU SECOND TYPE
Evidence Physique

RENCONTRE
DU TROISIEME TYPE
Contact

NOUS NE SOMMES PAS SEULS

RENCONTRES
DU TROISIEME TYPE

GAUMONT CHAMPS-ELYSEES 70^e v. FRANCAIS 70^e v. HAUTEFEUILLE 70^e v.
ST-GERMAIN HUCHETTE v. MARIGNAN v. GAUMONT RICHELIEU v.
GAUMONT RIVE GAUCHE v. WEPLER v. GAUMONT SUD v.
OBN STEREOPHONIQUE DANS TOUTES LES SALLES

مکان التمثیل

Le Monde

Société

DEUX VERDICTS

● ROUEN : douze ans de réclusion pour une « mère indigne »

De notre correspondant

Rouen. — Hugo, Camus, Kafka : les références littéraires ont été nombreuses au cours du procès de Sylvie Joffin, qui se tenait mardi 21 et mercredi 22 février devant les assises de la Seine-Maritime. La gravité des faits, leur absurdité, leur complexité autorisaient, si on veut, toutes les comparaisons, même allusives. Mais, mercredi soir, on était loin de la fiction romanesque lorsque les jurés, rendant leur verdict, ont condamné Sylvie Joffin à douze ans de réclusion criminelle.

Sylvie Joffin a donc été reconnue coupable du meurtre de ses deux enfants, François-Xavier, quatre ans, et Sébastien, deux ans, qu'elle avait laissés seuls quinze jours durant dans son étroit appartement de Dieppe (le Monde du 6 avril 1977). Coupable, en tous les cas, de « privations à enfants de soins de quinze ans avec intention de donner la mort » (selon l'accusation). Coupable, comme l'avait souligné l'avocat général, M. Charles Michon, de « n'avoir pas eu ce sentiment inné que l'on trouve même chez les animaux et qui conduit les mères à se battre pour protéger leurs petits ».

Coupable ? Jamais au cours des deux jours d'audience, Sylvie Joffin n'a dit ce qu'elle en pensait. Silencieuse, prostrée sur son banc, sans émotion apparente, elle a seulement « assétié » à l'audience. Aux questions du président, M. Michel Svahn, elle a expliqué sa rencontre avec Fabrice Letellier, le père de ses enfants. Elle avait alors seize ans. Un an plus tard naissait François-Xavier. Puis, en 1975, arrivait Sébastien.

Elle était une « bonne mère », disent les voisins. Mais à Noël 1976, alors qu'il était en Allemagne depuis trois mois, son mari lui annonce par lettre qu'il a décidé de rompre. Elle se retrouve seule, sans ressources, sans emploi, dans un logement où l'électricité a été depuis longtemps coupée, où le chauffage a toujours été inexistant et où les meubles ont été vendus, à l'invitation de son compagnon. Le 18 mars 1977, elle quitte son appartement en y abandonnant ses deux enfants, leur laissant pour toute nourriture une bouteille d'eau et de la grenadine, après avoir fait disparaître « tous les objets qui pourraient les blesser ».

Le père, libre

Le président Svahn cherche à comprendre. Réponse de l'accusée : « François-Xavier était très débrouillard. Je pense qu'il n'y avait pas de danger. » Mais le 4 avril lorsqu'elle revient, parce qu'une rencontre avec sa belle-mère « a joué comme un déclic », les deux enfants sont morts. « A cause du manque de tout », dit Sylvie.

« Et ce le comportement d'un monstre ou d'une folle ? », s'interroge le président. « Elle n'était pas émise pour une rupture sociale ou affective, en raison sans doute de son immaturité considérable. Mais elle ne présente pas de signes de maladie mentale », répond le docteur Layrie, expert psychiatre.

L'interrogatoire sans complaisance des responsables des services sociaux apporte d'importantes précisions. Pour les quatorze mille habitants du secteur dont dépendait Sylvie, il était bien prévu un poste d'assistante sociale. Mais il était vacant. Seule une aide-soignante de service, Mme Anquetil, assurait le « dépannage ». « En rent qui remplacait vacataire, je n'avais pas le droit de me rendre chez Mme Joffin », déclare Mme Anquetil. Je ne l'ai pas convoquée, car elle ne dépendait pas de moi.

Et la famille ? A la barre, Fabrice Letellier ne paraît pas gêné. S'il a abandonné sa concubine, c'est « parce qu'il n'avait plus envie d'elle ». S'il ne s'est pas inquiété des enfants, c'est « parce qu'il était en train de s'occuper ». S'il ne lui a pas envoyé d'argent, c'est « parce qu'il pensait qu'elle travaillait ». Pendant ce temps, Sylvie ne touche rien plus que 180 F par mois pour vivre. Elle n'a plus droit au salaire minimum. Comme elle n'a pas demandé le renouvellement du secours à l'enfance, on le lui a automatiquement supprimé.

VIENT DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE

enjeu politique

En vente partout - 10 F

● BEAUVAIS : vingt ans de réclusion pour un violeur

De notre correspondant

Beauvais. — La cour d'assises de l'Oise, présidée par M. Emile Courdet, a prononcé, mercredi 22 février, une peine de vingt ans de réclusion criminelle à l'encontre de M. Lakhdar Seïdi, trente-cinq ans, un ouvrier algérien, accusé de trois viols, d'une tentative de viol et d'un vol avec armes. Tous ces faits ont été commis au cours de l'été 1976.

Le ministère public avait réquis une peine d'au moins quinze ans de réclusion criminelle, en demandant cependant les circonstances atténuantes. Sur ce dernier point, les jurés ont suivi l'avocat général puisque le vol avec armes est puni, aux termes de la loi, de la peine de mort, tandis que le viol est sanctionné par une peine maximum de vingt ans de réclusion criminelle.

Les cinq agressions, qui ont fait six victimes, se sont toutes déroulées selon le même schéma. Une jeune fille fait de l'auto-stop, porte de la chapelle en direction de la province. Une voiture conduite par un Nord-Africain s'arrête.

Après quelques kilomètres sur l'autoroute, sous prétexte de prendre de l'essence, le véhicule s'égare sur des chemins forestiers de l'Oise où le chauffeur ne fait plus mystère de ses intentions. A chaque fois la portière avant droite est condamnée de l'intérieur par l'adversaire noir. L'agresseur exhibe un couteau pour empêcher la passagère d'appeler.

MARC LECARPENTIER.

Faits et jugements

Guignol contrefait Guignol

La troisième chambre civile du tribunal de grande instance de Lyon a décidé, dans un jugement rendu mardi 21 février, que le titre *Allô Lyon*, qui Guignol, sous lequel a été mis en vente à partir du 4 janvier 1978, dans la région lyonnaise, un hebdomadaire humoristique et satirique, constitue « une contrefaçon de la marque Guignol » (le Monde du 13 janvier 1978). Le titre, moyen d'identification d'une revue ou d'un journal, explique en substance le jugement, peut constituer une marque, et le terme Guignol représente « une appellation » fantaisiste suffisamment originale pour constituer un signe distinctif.

La société Allô, éditrice du journal, le gérant de celle-ci, M. Christian Crouzet, et le directeur de la publication, M. Roland Rolland, sont condamnés à l'arrêt de la vente de la marque Guignol, déposée à l'Institut national de la propriété industrielle depuis le 29 janvier 1976. Le tribunal a ordonné, en outre, la suppression, sous astreinte, de la dénomination contrefaite, la destruction immédiate de toute

édition du journal et d'une manière générale, de tout document relatif à la publication du jugement dans cinq journaux. — (Corresp. rég.)

Le licenciement d'un éducateur

Une instance en référé engagée par le directeur du foyer des jeunes, qu'il était président de l'association, a été examinée par le tribunal de grande instance de Paris, présidé par M. Pierre Drai. Cette action visait à interdire à M. Mohamed Benamou, éducateur congolais, de reprendre son foyer.

Ce dernier a expliqué aux magistrats qu'il n'avait reçu sa lettre de licenciement que le 20 février, sans aucun avertissement préalable. Il avait alors demandé au foyer le 21 février et n'avait pas l'intention de s'y représenter tant que la juridiction prud'homale n'aurait pas statué sur la légalité de son licenciement. Les magistrats ont décidé de donner acte à M. Benamou de ses déclarations, réservant au requérant la possibilité de formuler un recours dans le délai d'un mois. Le licenciement de M. Benamou est donc sans effet.

M. Jean Burgelin est nommé directeur de l'École nationale de la magistrature

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, le conseil des ministres a nommé, mercredi 22 février, M. Jean Burgelin, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, directeur de l'École nationale de la magistrature, en remplacement de M. Lissac.

Il a été nommé le 12 décembre 1976 à Metz, licencié en droit et titulaire d'un diplôme étendu supérieur de droit privé, M. Jean Burgelin a été substitut au tribunal de Nancy, à partir du 15 septembre 1965, puis de Metz, puis de Paris, où il a été nommé le 13 novembre 1972. Le 23 avril 1975, il est nommé secrétaire général de la cour de Paris.

● **Nomination de magistrats.** — Par décret publié au Journal officiel du 21 février, M. Claude Gaudet, premier substitut à l'administration centrale, est nommé procureur de la République à M. Victor Grifon, conseiller à la cour d'appel de Paris, est nommé président du tribunal de grande instance de Pontivy.

DIX ANS DE PROSÉDURE POUR UN TABLEAU CONTESTÉ

Le 21 février 1968, à l'hôtel d'Alsace, le peintre André Aronson mettrait en vente un tableau de dix-septième siècle, attribué à Pierre des Carreaux, intitulé « Apollon et Marthe » (ou « Olympe et Marthe »). Le tableau était « à vendre » pour 200 francs à un important marchand de tableaux parisiens, puis réclamé par le musée du Louvre, qui avait exercé son droit de préemption.

Peu après, en mars 1968, les époux Saint-Arroman éprouvaient que ce tableau serait en réalité une œuvre de Nicolas Poussin, et ils purent le voir, s'extasier, s'écarter de leur place aux côtés du Louvre.

Aussi eurent-ils réclamé l'annulation de la vente de ce tableau au tribunal de grande instance de Paris, qui leur donna satisfaction le 23 décembre 1972 (le Monde du 6 décembre 1972). Mais le 2 février 1976 (le Monde du 6 février 1976), la première chambre civile de la Cour de cassation, saisie sous le président de M. Henri Charles, a cassé cet arrêt. Les magistrats ont motivé leur décision en déclarant que « la cour d'appel a statué sans rechercher si, au moment de la vente, le consentement des vendeurs n'avait pas été vicié par leur conviction erronée que le tableau ne pouvait pas être une œuvre de Nicolas Poussin » et qu'elle « n'a pas donné de base légale à sa décision ».

Les consignes ont été également précisées que l'arrêt de la cour d'appel de Paris était « cassé en son entier ». Il n'est donc plus valide devant la cour d'Amiens.

VISITANT L'ÉCOLE NATIONALE DES SAPEURS-POMPIERS

M. Giscard d'Estaing annonce un renforcement des moyens de sécurité dans les grandes villes

M. Giscard d'Estaing a saisi l'occasion d'une visite, mercredi 22 février, au domaine de Nainville-les-Roches (Essonnes), qui abrite actuellement le Centre national d'études de la Sécurité civile et où l'on construit l'École nationale des sapeurs-pompiers, pour annoncer que les moyens de sécurité seraient renforcés, cette année, en particulier dans les banlieues des grandes villes.

Accompagné par MM. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, Max Bécan, secrétaire d'État, et Christian Grandjean, directeur de la Sécurité civile, le président de la République a passé en revue un millier de sapeurs-pompiers venus de toute la France. Il a assisté à plusieurs exercices de sauvetage, dont celui consistant à découper, dans un minimum de temps, les vitres d'une voiture accidentée pour en dégager les occupants.

Le président de la République s'est ensuite entretenu avec les inspecteurs départementaux et les présidents d'associations départementales de sapeurs-pompiers, qui regroupent deux cent douze mille des deux cent vingt mille sapeurs-pompiers français (douze mille sont des employés communaux ou départementaux, et deux cent mille des volontaires). Le reste constituent les brigades de sapeurs-pompiers militaires, à Paris et à Marseille. Une trentaine de sapeurs-pompiers particulièrement méritants ont ensuite été présentés au chef de l'État.

Dans l'allocution qu'il a prononcée, M. Giscard d'Estaing a souligné « les Français et les Français aspirent plus que jamais, aujourd'hui, à la sécurité ».

Il a ajouté : « La sécurité, c'est d'abord la lutte contre la violence et la criminalité. C'est pour moi un impératif. Une tâche fondamentale des pouvoirs publics aujourd'hui est de prendre les mesures nécessaires pour renforcer la sécurité des Français dans le respect des libertés. C'est l'effort qu'a poursuivi le gouvernement en s'attaquant aux racines mêmes

de la violence et de l'insécurité. Ce doit être une tâche prioritaire du gouvernement.

« Un renforcement des moyens de sécurité sera mis en place dès cette année, notamment dans les grandes zones d'urbanisation où l'insécurité est le plus souvent ressentie par la population, comme certaines banlieues des grandes villes. Il faut, en effet, assurer, dans tous les quartiers d'habitation, une présence suffisante des personnels chargés de la sécurité publique, police et gendarmerie.

Le président de la République a ensuite indiqué que la « politique nationale de sécurité civile », mise en place par le gouvernement, devait être poursuivie, en premier lieu, dans le sens d'une meilleure prévention des risques. « Trop souvent encore, a déclaré M. Giscard d'Estaing, l'État doit se substituer aux individus dans la recherche de leur propre sécurité. Il doit même parfois la leur garantir, presque malgré eux. Le souci de sécurité est un devoir de chacun de nos concitoyens. Il faut qu'il devienne une réflexe naturel. Il y a de leur propre sécurité, mais aussi de celle de leurs familles et de leurs voisins. »

Le président de la République a ensuite évoqué les missions accomplies par les sapeurs-pompiers, la nécessité de poursuivre l'équipement du corps des sapeurs-pompiers et d'améliorer les moyens propres de la Sécurité civile, et le rôle de l'École nationale, qui dispensera aux sapeurs-pompiers et à leur encadrement « un enseignement approfondi et de qualité ».

En Grande-Bretagne

Un projet conservateur vise à modifier dans un sens restrictif la loi de 1967 sur l'avortement

De notre correspondant

Londres. — A la faible majorité de 181 voix contre 175, les députés ont adopté, mardi 21 février, un projet de loi visant à modifier l'application de la loi de 1967 sur l'avortement dans un sens restrictif.

La mesure envisagée concerne en premier lieu le délai au-delà duquel un avortement ne sera pas autorisé. Cette limite fixe actuellement à vingt-huit semaines, serait ramenée à vingt semaines de la grossesse. Sir Bernard Braine, député conservateur, auteur du projet, a indiqué que la très grande majorité des gynécologues étaient favorables à la limitation des vingt semaines et que son projet visait essentiellement à mettre fin à la « destruction d'embryons » viables en dehors de la matrice dans les limites de vingt-huit semaines.

D'autre part, le projet vise à renforcer la loi concernant le droit des médecins et du personnel hospitalier de refuser de participer à une opération d'avortement. Les médecins de conscience devraient être autorisés par le ministre des services sociaux. Cela à la condition essentielle de l'attribution d'une licence qui leur permettrait de ne pas avoir de relations avec les cliniques d'avortement.

Néanmoins, Sir Bernard a indiqué que, tant que le service national de santé ne pourra assurer tous les avortements légaux, les organisations charitables pourront être exemptées de l'obligation d'une licence à condition d'assurer les avortements « à la demande ».

Un autre député conservateur, Sir George Sinclair, s'est opposé à la motion, en considérant qu'il s'agissait « à la fois de la première étape d'une campagne de pression visant à restreindre l'application de la loi. Il note que les avortements accomplis au-delà de la limite des vingt semaines étaient exceptionnels, représentant 30 % des avortements intervenant avant douze semaines de la grossesse. Pour ce qui concerne l'objection de conscience du personnel médical, il souligne que la loi de 1967 l'avait déjà formellement reconnue et il ajoute que les femmes, auxquelles l'avortement était refusé, étaient en droit de savoir si ce refus était fondé en fonction de critères médicaux ou sur des raisons de conscience.

En fait, le projet voté par les Communes à la majorité de 8 voix et, en l'absence de près de la moitié des députés, a très peu de chances de devenir loi étant donné le refus du gouvernement de le mettre à l'ordre du jour de la session parlementaire. Néan-

moins, le vote reflète assez bien le soul d'une large fraction du Parlement et de l'opinion de rap- viser de manière restrictive la loi de 1967.

HENRI PIERRE.

UNE ASSOCIATION POUR LES SOINS D'URGENCE PROPOSE LA CRÉATION D'UNE CARTE D'IDENTITÉ MÉDICALE

La création d'une carte d'identité médicale, annoncée officiellement mardi 21 février par l'Association pour le développement de l'information médicale d'urgence (AID), devrait permettre aux médecins qui prennent en charge en urgence un malade ou un blessé de disposer dans les plus brefs délais d'informations concernant ce patient.

Ces renseignements, donnés par les médecins traitants eux-mêmes et comportant les antécédents médicaux, la pathologie actuelle, les traitements en cours des maladies, pourraient éviter certaines contre-indications et diminuer les risques opératoires. Un tel document, accolé à la carte nationale d'identité, apparaît donc particulièrement utile pour tous ceux qui ont eu des antécédents chirurgicaux ou médicaux qui font l'objet de traitements de longue durée.

De plus, cette initiative permet au malade (eventuel) de donner des instructions particulières et confidentielles sur les personnes qu'il souhaite prévenir de son hospitalisation, sur le don d'organes ou même sur le choix d'un établissement.

Pour répondre aux inquiétudes exprimées notamment par l'ordre des médecins, les dirigeants de cette association, présidée par le docteur Polivert (SAMU de Paris) ont eu le souci de soumettre cet échange de renseignements aux règles strictes du secret médical. Seul un des deux médecins de l'association sera habilité à fournir les renseignements demandés enregistrés sur informatique. Quant aux médecins de l'urgence, ils ne pourront pas obtenir d'informations directes, mais seulement après avoir fourni les coordonnées de leur cabinet médical ou du SAMU où les médecins de l'association les rappelleront eux-mêmes.

D'autre part, le médecin traitant est systématiquement informé par écrit de tout appel concernant ses propres malades.

(1) 21, bis, rue Louis-Blanc, 75016 Paris. Prix de l'inscription à l'association : 50 F.

LE GAZ CARBONIQUE : SA CONCENTRATION DANS L'ATMOSPHERE AUGMENTE.

les forêts qui le fixent sont en voie de défrichement

LES BACTÉRIES : ELLES COLLENT A TOUT MILIEU.

cette adhérence est la cause des infections bactériennes.

et des articles sur la prothèse du genou, l'analyse des données, la Carthage romaine, la structure du milieu interstellaire, la structure spatiale de l'ARN de transfert, l'efficacité des algorithmes, les jeux mathématiques, les expériences d'astrophysique.

POUR LA SCIENCE

édition française de SCIENTIFIC AMERICAN

MARS N°5 - en vente chez les marchands de journaux.

Centre
AUTEUIL
avenue
du-Huizy
016 Paris
86.52.09
79.46.14

Centre
TOLBIAC
83.87. av.
d'Italie
75013 Paris
588.63.25
588.63.91

Devenir les informateurs régionaux
et non l'utiliser

SDECE

هكذا من الأصل

... LE MONDE — 24 février 1978 — Page 27

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	45,10
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENREGISTREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Importante Société Industrielle du Sud-Ouest
cherche
POUR CREATION SERVICE EXPORT
Jeune Cadre Responsable
Formation E.S.C. - E.S.S.E.C. - E.A.P. ou équival.
Expérience exportation nécessaire.
Anglais indispensable - Autre langue souhaitée.
Résidence Paris ou Toulouse.
Adresser curriculum vitae manuscrit et photo, à
« le Monde » Publi-ty, sous le numéro 8.634,
5, rue des Italiens - 75002 PARIS-9, qui transmettra.

GIXI

Filiale du groupe CISI recherche, pour
l'étude et la réalisation de données
scientifiques et industrielles,

un ingénieur réf. 01
2 à 3 ans d'expérience

un ingénieur réf. 02
débutant

Ecole d'ingénieur ou maîtrise d'informatique.
Ayant une connaissance pratique ou une formation
dans les domaines suivants :

- systèmes d'exploitation sur mini-ordinateurs,
- systèmes de gestion de fichiers,
- S.G.B.D.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant
la référence du poste choisi

GIXI Ingénierie Informatique
ZA de Courtaboult - Avenue de la Baladique
B.P. 110 - 91403 ORSAY CEDEX

ingénierie informatique



emploi régionaux

SOCIÉTÉ DE SERVICE, secteur alimentaire
en expansion continue
recherche pour son SIÈGE :

ATTACHÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

IL SERA CHARGÉ :

- d'élaborer le Directeur Général dans l'analyse
des tableaux de bord ;
- de superviser et de conduire des études ponc-
tuelles concernant la gestion ;
- de préparer les éléments nécessaires à la prise
de décisions.

IL DEVIAT :

- être âgé d'environ 27 ans ;
- avoir une formation supérieure H.E.C.-E.S.S.E.C.-
E.S.C.-SCIENCES Eco. ou équivalent ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins
2 ans ;
- être ouvert aux problèmes de gestion ;
- posséder une grande rapidité d'assimilation et
un esprit de synthèse ;
- avoir un esprit très concret.

Ce poste permettra d'acquiescer une formation très
complète et offrira des perspectives d'avenir à un
candidat de valeur.

Le poste est à pourvoir dans une grande ville
universitaire de la région RHONE-ALPES.

Adresser lettre manuscrite de candidature, C.V.,
photo et prétentions, au n° 51.433, à CONTESTE
Publi-ty, 20, avenue de l'Opéra - PARIS (1^{er}).

Importante Société Sud-Est

recherche

CHEF DES VENTES

Produits sidérurgiques, sous l'autorité du directeur
commercial, dirige et coordonne les ventes de ce
secteur d'activité. Doit avoir une formation supé-
rieure type H.E.C. ou S.E.C. Pour une expérience
commerciale dans entreprises de commerce de gros
non alimentaire, une connaissance approfondie
des produits sidérurgiques est souhaitée. Age 30 ans
maximum. Position cadre. Envoyer C.V. + photo à
PROVINCE PUBLI-ty HAVAS VALENCE n° 869.

Société de comptabilité

recherche pour

DROME SUD

COMPTABLE

offrant avec expérience

cabinet agréé.

Fonction cadre.

Ver. C.V. et prétentions au

n° P.F.H. 2400 VALENCE.

Mét nationale distribution

PRODUITS ALIMENTAIRES

recherche dans sa branche

recherche

JEUNES E.S.C.

ou EQUIVALENT

pour effectuer DIRECTION

COMMERCIALE et assurer

niveau de VENTES.

des qualités de gestion,

les cond. devront possé-

des aptitudes au commer-

ce, un goût marqué et le

même une exp. de

main. Adr. C.V. et photo

à 725, HAVAS (B.P. 907),

502 ROUEN CEDEX.

INSTITUTION SAINT-JOSEPH

7200 THONON

recherche pour 2 trimestre.

de lettres, philo, français,

mathématiques (50) 71-00-13.

offres d'emploi

Société d'Etudes Paris

recherche

JEUNES INGÉNIEURS

INFORMATIQUES

Grandes Ecoles ou équivalent

- 1 à 5 ans d'expérience en réalisation systèmes
- temps réel.
- applications communication téléphonique et mi-
- croprocesseurs particulièrement appréciées.

INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES

ou équivalent ayant de préférence

quelques années d'expérience en :

- analyse, conception et développement de sys-
- tèmes techniques complexes (transport, télécom.,
- télécom., industrie, etc.) ;
- traitement statistique des données, relations
- homme-machine ;
- modélisation, simulation et analyse numérique ;
- recherche opérationnelle (études coût-efficacé-
té, techniques d'optimisation, etc.)

Qualités d'initiative et créativité particulièrement

appréciées.

Envoyer C.V. détaillé sous n° 30.800, CONTESTE

Publi-ty, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Éditeur parisien

pour la jeunesse

recherche

assistant(e)

d'édition

- de formation supérieure Lettres,
- maîtrisant parfaitement la langue anglaise,
- ayant de préférence une expérience de l'édi-
- tion ou du journalisme.

Il (ou elle) devra notamment participer à la

recherche et à la sélection d'ouvrages et de ma-

nuscripts, et assurer les divers travaux rédaction-

nels concourant à leur publication.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 653,

à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur

75002 Paris, qui transmettra.

CAP SOGETI LOGICIEL

recherche

POUR EMPLOI IMMÉDIAT

• POUR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS

PROCHE BANLIEUE SUD

UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES

(Réf. 808/1)

1 à 2 ans d'expérience dans l'utilisation ou la réali-

sation de moniteurs temps réel sur mini-ordina-

teurs, pour un poste à responsabilité logiciel.

• POUR SON DÉVELOPPEMENT INTERNE

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

(Réf. 808/2)

pour la vente de la nouvelle version du produit

programme SYSTIF.

Expér. de la vente de produits logiciels appréciée.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :

CAP SOGETI LOGICIEL

5, rue Louis-Lejeune, 92128 MONTROUGE CEDEX.

Métro : Porte d'Orléans.

HACHETTE

recherche

pour son Département TRÉSORERIE

ASSISTANT DE GESTION

Il sera chargé de la gestion de la Trésorerie de

Sociétés du Groupe, et du Contrôle et suivi des

prévisions. Il aura notamment à suivre l'exploita-

tion et le fonctionnement des procédures, et à

analyser les écarts avec les prévisions.

Il aura aussi à assurer progressivement un rôle

de conseil et d'assistance auprès des Filiales.

Il devra posséder une formation E.S.C. ou équi-

valent, option Comptabilité Financière. Il peut être

débutant, ou aura 1 à 2 ans d'expérience.

Env. C.V. prêt, sous référence 1187, à SWEESTS,

BP 209, 75024 PARIS, Cedex 09, qui transmettra.

IMPRIMERIE

EXIGENCES ADRESSIVES LUXE

30 ans d'existence

Effectif 40 personnes

recherche

DIRECTEUR

Responsable organisation générale.

Contacts clients, fournisseurs.

Lancement fabrication.

Adresser curriculum vitae à HAAS S.A.

5, rue Jacob-Petit, 77300 Fontainebleau.

offres d'emploi

LA DIRECTION GÉNÉRALE

DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche un

DOCTEUR EN PSYCHOLOGIE

OU EN SOCIOLOGIE

possédant une solide formation de base en sta-

tistiques et ayant eu une première expérience

dans le domaine de l'analyse de la communi-

cation (structure d'un réseau, contenu des

messages, échanges d'informations...). Le

candidat animera des études de psycho-

logie sociale liées à la planification du déve-

loppement des techniques de télécommuni-

cations.

Adresser C.V., détail, photographie

et prétentions sous référence 5388 à

31, Bd BONNE-NOUVELLE

75002 PARIS qui transmettra.

1 COMPTABLE DE CHANTIER

2° ÉCHELON

Ayant au minimum 25 ans et 2 ans d'expérience.

Le poste consiste à assurer au niveau d'un secteur

géographique couvrant plusieurs activités, des fonc-

ctions de comptabilité générale et analytique, en

liaison permanente avec la direction financière

de la société.

Adr. C.V. + Photo + Prét. au réf. 1186 à SWEESTS

B.P. 209, 75024 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

JEUNES INGÉNIEURS

Débutants en Électronique

MAINTENANCE ET MISE EN ŒUVRE

D'APPAREILS DE PROSPECTION

MINIÈRE À L'ÉTRANGER

Groupe Minier Français

offre à

DES INGÉNIEURS EN ÉLECTRONIQUE

Après période de formation.

La responsabilité de gestion et de mise en œuvre

des moyens techniques pour effectuer la détéc-

tion des minéraux en action au sol et en forage pour

assurer le fonctionnement des réseaux internes

de télécommunications.

Env. lettre manuscrite, curriculum vitae et photo,

sous la référence 36/179, à CRONOS,

80, boulevard Sakakini - 13005 MARSEILLE.

Importante société électronique

proche banlieue Ouest

recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Diplômé Grande École d'Ingénieurs, 30 ans mi-

nimum.

- Anglais parlé, rédigé, indispensable, autre lan-

gue souhaitable.

- Expérience commerciale exigée, si possible dans

domaine composants de technologies de pointe.

- Disponible pour missions courtes durée France

et étranger.

Adr. C.V., photo (surroulé) et prêt, n° 51.189,

CONTESTE Publi-ty, 20, av. Opéra, PARIS-1^{er}, q. 1.

Société de Presse électronique

pour son Service Gestion

COLLABORATEUR

O.E.C.S. - Ecole sup. commerce

option gestion finance.

Ecr. de 2000 à 4000 Francs.

RS bis, rue Réaumur, Paris 2^e.

NATIONAL

SEMICONDUCTOR

Demandeur Fabricant mondial

circuits intégrés, recherche

pour son expansion :

a) INGÉNIEURS

TECHNIQUE-COMMERCIAUX

ATS - ATP ING

diplômés, chargés orientation et

interfaçage par contacts humains

Ventes - Services

b) INGEN. D'APPLICATION

ATP ING.

diplômés, chargés études avancées

c) AGENTS TECHNIQUES

DE CONTRÔLE

ATP ING.

diplômés, chargés de la

d) AIDES-COMPTABLES

C.A.P. - B.E.C.

Env. C.V. + photo, sous

réf. n° 51.189, à CONTESTE

Publi-ty, 20, av. de l'Opéra,

75002 PARIS-9, qui transmettra.

Filière groupe américain

à FONTAINEBLEAU

recherche

COMPTABLE IME

Age min. 25 ans, compt.

anglais niveau scolaire exigé.

2^e échelon minimum. Possibilité

promotion, libre résidence.

Vieillesse, 7, rue Labat, 92000

Villeneuve, qui transmettra.

Urgent, recherche ANALYTES

PROGRAMMEURS, Connais-

sance : 100000 à 200000 de C.V.

DAVEY, INFORMATIQUE

Zone Industrielle des Richerches,

Ch.-d. All. de Clont.

93160 NOISY-LE-GRAND

recherche

Dans le cadre de la coopération

technique

recherche

ENSEIGNANTS DE :

- MATHÉMATIQUES

- INFORMATIQUE

- STATISTIQUES

- CHIMIE

- PHYSIQUE

- DES SCIENCES INDUSTRIELLES

Ces postes sont à pourvoir à :

ÉCOLE D'INGÉNIEURS

DES SCIENCES DE L'ÉNERGIE

ALGÉRIEN DE PÉTROLE

Adresser candidature avec C.V.

manuscrite et prétentions à :

D. L. S. M. L. M. Parc de Saurat

59002 RANCY.

Société

NORBERT BERNARD FRANCE

Études économiques, financières

Généralistes

spécialisés dans assistance

technique aux pays en voie

de

Le Monde

économie-régions

EMPLOI

La moitié des postes offerts aux jeunes sont des emplois nouveaux affirme le C. N. P. F.

La preuve est désormais faite que M. Christian Beullac n'a pas, à propos des statistiques du chômage de janvier, « dit la vérité aux Français », contrairement au souhait inlassablement exprimé par M. Raymond Barre. Au moment même, en effet, où le premier ministre affirmait, à la télévision, qu'il « croyait aux travaux de l'INSEE », cet institut indiquait officiellement que, toutes corrections faites, le nombre des demandeurs d'emploi avait été, le mois dernier, d'un million soixante-trois mille cent et qu'il était ainsi en augmentation par rapport à celui de décembre (« le Monde » du 23 février).

A trop vouloir prouver que le chômage avait « baissé en janvier pour le cinquième mois consécutif », à trop vouloir affaiblir, coûte que coûte, l'objectif électoral qui consistait à « descendre en-dessous du million de demandeurs d'emploi, le ministre du travail a, en la circonstance, au moins péché par omission en ne faisant pas publiquement état

des effets nouveaux qu'ont eus diverses mesures administratives sur ces statistiques de janvier.

Ce n'est pas seulement une bataille de chiffres. L'erreur politique — commise par M. Beullac entame désormais la crédibilité des données publiées par le ministère du travail, et il faut une nouvelle fois relever à ce propos qu'il est anormal que les statistiques du chômage soient officiellement établies par la rue de Grenelle, alors que la plupart des autres indicateurs économiques sont fournis par l'INSEE.

Que le chômage ait augmenté de décembre à janvier, même légèrement, ne surprend pas : la même phénomène s'était produit de décembre 1976 à janvier 1977, et l'on se demande comment il pourrait en être autrement quand l'INSEE indique que les emplois industriels ont baissé de 1,5 % en 1977 par rapport à 1976, et que les effectifs salariés n'ont augmenté que de 0,2 %, c'est-à-dire sont restés pratiquement stables. Le

« pacte national pour l'emploi » ? Son principal effet — et ce n'est déjà pas si mal — a été d'éviter, au moins temporairement, qu'une grande masse de jeunes sortis de l'appareil scolaire et universitaire en juin dernier n'aillent s'inscrire à l'Agence nationale pour l'emploi.

Très prudent pour ce qui concerne les statistiques du chômage, le C.N.P.F. affirme solennellement, en revanche, que 50 % des postes de travail offerts par le biais de la loi du 5 juillet 1977 seront définitivement convertis en embauches fermes. Mais le patronat admet aussi que la moitié de ces embauches ne constituent pas des emplois supplémentaires, des emplois nouveaux. Tout en reconnaissant que le C.N.P.F. et les chambres de commerce et d'industrie ont fait un réel effort en faveur des jeunes, le C.N.P.F. admet aussi que l'objectif initial, qui était de « créer trois cent mille emplois nouveaux », n'a pas été tout à fait atteint. — M. C.

ont été moins nombreuses qu'en 1976. C'est essentiellement le parcage massif et systématique de près de 200 000 jeunes dans des stages souvent sans objet qui a diminué artificiellement les statistiques du chômage des jeunes (L. Rion, hélas ! ne permet de confirmer l'affirmation du C.N.P.F. selon laquelle les stagiaires en entreprises seront embauchés à 75 %). Même dans cette hypothèse, il y aura, avec ceux qui sont en centre de formation, 100 000 stagiaires qui se retrouveront chômeurs au lendemain des élections.

Le chômage dans la C.E.E. : + 3,4 % en janvier

Enfin, l'Office européen des statistiques a indiqué, mercredi à Bruxelles, que le chômage dans la C.E.E. avait augmenté de 3,4 % en janvier par rapport à décembre, passant de 6 040 000 demandeurs d'emploi à 6 243 000, soit 5,2 % de la population active. Les chiffres de la C.E.E. étant ceux transmis par les différents gouvernements la France apparaît être le seul pays qui ait enregistré une diminution du nombre de ses chômeurs de décembre à janvier. En revanche, le Danemark a connu le plus fort taux d'accroissement avec 14 % (de 167 000 à 191 000), suivi par la R.F.A. (de 11 % de 1 020 000 à 1 133 500). Viennent ensuite le Luxembourg avec 9,2 % (de 123 1 à 1 387), le Royaume-Uni, 4,8 % (de 1 480 800 à 1 548 500), les Pays-Bas, 4,1 % (de 219 000 à 224 800), l'Irlande, 1,2 % (de 109 800 à 111 100). En Italie et en Belgique, le mouvement est relativement stationnaire : le nombre des chômeurs est passé de 1 494 500 à 1 496 500 en Italie, et de 334 200 à 334 600 en Belgique.

LA C.F.D.T. : il n'y a pas eu d'emplois supplémentaires.

Pour sa part, M. Michel Rolani a déclaré, au nom de la C.F.D.T., dans un communiqué publié mercredi : « Le ministre du travail et le C.N.P.F. continuent de tromper l'opinion publique sur les problèmes de l'emploi à partir des résultats des mesures pour l'emploi des jeunes. Les chiffres qu'ils indiquent sont d'ailleurs sujets à caution. Il y avait fin janvier 30 635 jeunes de moins d'inscrits à l'AN.P.E. qu'il y a un an. C'est là le véritable et malgré résultat des 545 000 « postes » annoncés par le ministre. »

En réalité, a poursuivi M. Michel Rolani, il n'y a pas eu emplois supplémentaires, et les embauches réelles

DIMINUTION EN 1976 DES ACCIDENTS DU TRAVAIL MAIS AUGMENTATION DES MALADIES PROFESSIONNELLES

La diminution des accidents du travail en 1976, selon les statistiques qui viennent d'être publiées est importante comme l'a souligné le ministre du travail, mercredi 22 février, mais elle n'est pas exceptionnelle. Déjà en 1975, on avait noté une baisse assez forte et la réduction des accidents mortels est moins importante en 1976 qu'en 1975. En outre, le ministre du travail n'a pas évoqué que les maladies professionnelles, qui, elles, sont en progression et atteignent un niveau jamais atteint depuis 1970.

Alors que les effectifs des salariés assujettis à la Caisse nationale d'assurance-maladie a augmenté de 0,13 % (13 642 945 en 1976 au lieu de 13 629 303 en 1975) le nombre des accidents avec arrêt de travail a diminué de 3,69 % (1 072 345 au lieu de 1 113 124) ; celui des accidents graves est en diminution de 1,97 % (1 067 % en 1975), soit 116 850 au lieu de 119 996 ; le nombre des journées perdues pour incapacité temporaire baissa de 2,83 % (129 917 708 au lieu de 133 782 261) alors qu'en 1975 il avait augmenté de 1,24 %. Le nombre d'accidents mortels (1 007 au lieu de 1 086) diminua de 3,98 %, mais il avait baissé de 6,19 % en 1975. Autres indications favorables : on observe une réduction des taux de gravité (1,09 au lieu de 1,11, soit - 0,19 %) et du taux de fréquence (139 au lieu de 140, soit - 0,5 %).

En revanche le nombre des maladies professionnelles enregistrées est en hausse (14 703 au lieu de 14 519) ainsi que celui des cas mortels (35 au lieu de 18 en 1975). Les années précédentes leur nombre variait de 21 à 28. C'est dans la catégorie des maladies provoquées par le bruit que l'accroissement est le plus important.

AFFAIRES

La révolte des péri-informaticiens

Fort discret depuis la fusion entre C.I.I. et Honeywell-Bull, les vingt-cinq Industriels français réunis au sein du Club de la péri-informatique sont sortis mercredi 22 février, au cours d'un déjeuner de presse, de leur réserve. Face aux ambitions de C.I.I.-H.B., qui se veut « le premier péri-informaticien de France », c'est l'union sacrée, de Logabax à Intertechnique, en passant par Benson, Seare et les filiales spécialisées des groupes C.G.E. et Thomson. Il faut « montrer aux utilisateurs, à l'opinion, aux pouvoirs publics, que l'informatique française est composée de plusieurs industriels égaux par la qualité de leurs produits et qui couvrent tous dans le sens de l'intérêt national ».

« Nous ne nous opposons pas à ce que C.I.I.-H.B. s'occupe de la péri-informatique », affirment les membres du Club. Mais ce qu'ils admettent mal, ce sont les aides dont cette société bénéficie et qui risquent de détendre la concurrence « (subvention forfaitaire de 1,2 milliard de francs et garantie de commandes de l'Etat de 4 milliards de francs en quatre ans). Dans leur esprit, ces aides étaient réservées à la grande informatique. Or, ils constatent, depuis un an, que tout l'effort de C.I.I.-H.B. s'oriente vers la mini-informatique. Son développement dans ce secteur sera donc, qu'on le veuille ou non, « aidé » par les crédits publics, risquant ainsi d'influer une concurrence déloyale. Il serait souhaitable, pour le Club,

que l'Etat « institue un contrôle de l'utilisation des fonds publics versés à C.I.I.-H.B. pour vérifier qu'ils sont bien orientés vers la grande informatique et le développement de matériels précis ».

Second grief : la garantie de commande accordée à C.I.I.-H.B. Certes, jamais il n'a été relevé d'intervention directe et flagrante des pouvoirs publics pour obliger les administrateurs à prendre du matériel C.I.I.-H.B. Mais « la pression est plus insidieuse ». Elle tient au principe même de la garantie de commande. Nombre d'acheteurs publics des ministères sont « psychologiquement enclins » à passer commande à C.I.I.-H.B. Ils tiennent le raisonnement suivant, pulvérisé de toute façon l'Etat paiera et donc le contribuable (alors les objectifs de commandes ne sont pas atteints, le Trésor verse une subvention supplémentaire) autant acheter du matériel de péri-informatique, des mini-ordinateurs à C.I.I.-H.B. Plus encore : certains utilisateurs pensent, à tort, qu'on ne les autorisera pas à prendre des produits d'autres constructeurs. Alors, ils ne s'adressent même pas à nous ».

Bref, « le tableau actuel devient dantesque quand on sait que le cheval de bataille de C.I.I.-H.B. en mini-informatique est d'origine américaine. Les fonds du contribuable sont donc orientés vers un produit conçu aux Etats-Unis pour le marché américain et qui sert à ruiner des matériels français compétitifs... ». — J.-M. G.

Le groupe PUK va entreprendre une étude sur la constitution d'un complexe d'aluminium sur la côte orientale de l'Inde. Ce complexe comprendrait

une mine de bauxite, une usine d'alumine d'une capacité de 600 000 à 800 000 tonnes par an, et une usine d'aluminium d'une capacité de 180 000 tonnes.

URBANISME

LES ARCHITECTES ÉLISENT LES CONSEILS RÉGIONAUX DE L'ORDRE

La participation des architectes aux élections professionnelles qui ont lieu actuellement est relativement importante : 86 % de votants en province et 69 % dans la région parisienne, où 2 800 architectes ont pris part au scrutin qui a été dépeillé, mercredi 22 février à Paris, après avoir été repoussé à deux reprises en raison des grèves postales.

Les nouveaux conseils régionaux qui recouvrent les régions de programme et non plus le ressort des cours d'appel, en application de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture, éliront le 18 et 19 mars prochain un conseil national.

En province, sur 386 postes à pourvoir, 335 conseillers des listes soutenues par l'Union nationale des syndicats français d'architectes (U.N.S.F.A.) ont été élus dès le premier tour ainsi que trois architectes indépendants. Les résultats du second tour qui avait lieu le 22 février ne sont pas encore connus.

Dans la région parisienne seul M. Charles Rambert, président du conseil régional sortant, a été élu au premier tour, avec 1 315 voix sur 2 800. M. Alain Gillot, ancien président de l'U.N.S.F.A., membre du comité central de l'U.D.R. et Jean Conchey, président du conseil supérieur sortant, et conseiller de Paris P.R. du 19^e arrondissement, obtiennent respectivement 1 303 et 1 299 voix. Il y avait 132 candidats pour vingt-quatre postes à pourvoir et le deuxième tour aura lieu le 8 mars prochain. On note que M. Fernand Pouillon arrive dans une position très honorable, ce qui est une sorte de reconnaissance de l'architecture, qui avait été radiée de l'ordre des architectes, après sa condamnation dans le scandale financier de la C.N.I. en 1964, avant d'être réintégrée, en 1971, par le président Pompidou et réintégrée à l'ordre en 1977.

CONJONCTURE

Retenue en baisse de la croissance du P.N.B. L'administration a ramené le taux de croissance réelle pour le dernier trimestre 1977 à 4 % au lieu de 4,3 %. Ce taux a été de 4,2 % sur toute l'année 1977, s'étant ralenti régulièrement (+ 3,1 % au troisième trimestre, + 5,3 % au deuxième, + 7,5 % au premier).

L'ARCHITECTURE DES BATIMENTS PUBLICS VA ÊTRE AMÉLIORÉE

La mission interministérielle pour la qualité architecturale des constructions publiques s'est réunie, pour la première fois, mercredi 22 février, en présence de M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement. Créée le 20 octobre 1977, cette mission est présidée par M. Bernard Tricot, conseiller d'Etat, et M. Jean-Marie Butikofer, ingénieur des ponts et chaussées, ancien chef du service régional de l'équipement de la Corse.

La mission devra notamment remettre chaque année au premier ministre un rapport sur les constructions publiques. Dix mille opérations représentant 20 milliards de francs sont prévues chaque année dans les propriétés de l'Etat, soit plus de 2,3 millions d'habitants.

Afin d'améliorer la qualité architecturale des constructions publiques (hôpitaux, écoles, gendarmeries, bureaux de poste, etc.), la mission devra favoriser la création dans chaque ministère concerné de secteurs-pilotes permettant de déroger aux normes et encourager l'emploi de jeunes architectes.

Le nouveau bureau de l'AJBAT. L'Association des journalistes de l'urbanisme, de l'habitat, du bâtiment et des travaux publics (AJBAT), a élu son nouveau conseil d'administration lors de l'assemblée générale, réunie le mercredi 22 février. Président, Michèle Champenois (« le Monde ») ; vice-présidents, François Chassin (pigiste), François Bann (le Monteur), Philippe Madelin (TF 1), Sylviane Stein (l'Express) ; secrétaire général, Edouard Thévenon (le Figaro) ; trésorière, Marie-France Sorlin (la Vie française) ; membres, Jacques Chénier (les Echos), Benjamin Costa (le Nouveau Journal), Bernard Delteil (l'Aurore), Alao Echegut (l'Aménagement), Bertrand Le Saux (l'Espresso), Albin Marilly (revue H), Claude Nancy (la Particulière), Anne de la Roche de Saint-André (l'Aménagement), Jean Audouin (l'Urbanisme), ne se représenteront pas.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

ABU DHABI
BAHREIN DUBAI
DOHA MUSCAT

الخطوط الجوية
الخليجية

GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

AGRICULTURE

L'opposition à M. Debatisse se renforce à la F.N.S.E.A.

(Suite de la première page.)

Curieusement, ce n'est pas de la salle que sont venues les objections à ces propos au relatif corporatisme, mais de la tribune, par la voix de l'un des invités, M. Van Der Stree, ministre néerlandais de l'Agriculture. « La codification [entre politiques et professionnels] implique, a-t-il dit, la corresponsabilité. Or ce n'est jamais une bonne chose de mêler les responsabilités. Dans chacun des Etats membres de la C.E.E. et en particulier en France, les organisations professionnelles et les pouvoirs publics ont leurs propres responsabilités, ce qui est la garantie principale de leur indépendance. » Les propos du ministre néerlandais sur l'établissement de l'Europe, les montants compensatoires monétaires, les prix agricoles et la modernisation des exploitations, lui ont néanmoins valu les applaudissements des délégués et les remerciements de M. Michel Debatisse. Puis la discussion s'est engagée sur le rapport d'activités du secrétaire général, M. Auguste Gré, avec le litige des délégués par rapport à chaque région. Ainsi va le congrès officiel.

Mais un autre s'est tenu, masqué, dans les coulisses du Palais des congrès. Par petits groupes, les délégués ont beaucoup discuté des candidatures au conseil d'administration et des mérites des uns et des autres. Finalement, la liste des élus, qui a été connue l'après-midi, n'a apporté aucune surprise. M. Michel Debatisse, renforce même sa position, avec, notamment, l'entrée de deux « jeunes », MM. Louis Laugel et Eugène Schaeffer.

C'est encore par petits groupes constitués au hasard de rencontres qu'a été commentée l'exclusion de la Fédération de la Loire-Atlantique, confirmée par le congrès, lors de sa séance, à huis clos. « Une excommunication pour ne pas avoir versé la dîme du culte et critiqué les Evangiles », a ironisé un délégué de l'Ouest.

Le centralisme de l'équipe dirigeante

L'affaire a été suffisamment révélatrice du centralisme imposé par l'équipe dirigeante de la Fédération nationale pour qu'on y revienne. Au congrès de Saint-Malo, en 1973, la Loire-Atlantique était déjà sur la sellette, mais les délégués avaient alors décidé de laisser se prononcer la commission des statuts et conflits, ainsi que le conseil d'administration de la F.N.S.E.A. Les choses ont changé. Les délégués de la Loire-Atlantique n'ont pas versé ses cotisations depuis cinq ans. Elle a toutefois réaffirmé plusieurs fois qu'elle n'entendait pas quitter la Fédération nationale.

A la fin de l'après-midi, Nantes et Paris ont échangé des lettres. La commission des statuts a renoncé à demander l'exclusion, et les représentants de la Fédération départementale ont fait un geste de bonne volonté en envoyant un acompte de 10 000 F sur leurs coti-

● Le revenu réel des agriculteurs de la Communauté européenne a fléchi de 6 % en 1977, estiment les organisations agricoles de la C.E.E. regroupées au sein des COPA. Compte tenu d'une diminution de 2 % du nombre des exploitants, la baisse de revenu réel serait de 4 % par chaque agriculteur. Selon le COPA en effet, la valeur de la production communautaire a progressé de 9 % (+ 3 % en volume, + 6 % en prix) alors que le coût moyen de production a augmenté de 13 %.

ÉNERGIE

● L'Arabie Saoudite favorable à un gel des prix du pétrole pendant deux ans. « Notre position pour cette année et l'année prochaine est d'essayer d'obtenir un gel des prix du pétrole », a déclaré le 21 février, à Washington, M. Ghazi Al Ghasbi, ministre saoudien de l'Industrie. L'Arabie Saoudite, a précisé le ministre, s'opposera au sein de l'OPEP à toute proposition d'augmentation des prix avant la fin de 1979. — (A.F.P.)

● La production de pétrole des pays du Golfe connaît une plus que double en 1977 grâce aux champs de la mer du Nord, indique le bureau européen de statistiques. Les 37,8 millions de tonnes produites restent cependant très largement inférieures aux importations qui se sont élevées en 1977 à 482,5 millions de tonnes (contre 610 millions en 1976). La consommation a diminué en raison de la persistance du bas niveau de l'activité économique. — (A.P.)

● Le groupe pétrolier britannique British Petroleum va fermer pendant deux mois sa raffinerie de Rotterdam en raison de la surabondance actuelle des produits pétroliers et de la faiblesse des prix sur le marché mondial.

estions. Le chèque est arrivé à Paris le 18 février, jour où la commission d'administration de la Fédération nationale s'est prononcée en faveur de l'exclusion, contre l'avis de la commission des statuts. Surprise par cette décision, MM. Guitton et Chaillet, respectivement président et secrétaire général de la Fédération départementale de Loire-Atlantique, sont « montés » à Versailles pour expliquer devant le congrès. L'accès à la salle et à la tribune leur a été refusé mercredi matin, et l'exclusion a été confirmée à l'issue d'un rapide débat, où ont plaidé en leur faveur les délégués du Finistère et la présidence des producteurs de lait du Sud-Ouest.

Ne pouvant s'expliquer devant

leurs pairs, les responsables de la Loire-Atlantique, entourés de quelques amis, ont tenu une conférence de presse en présence du président de la commission des statuts et conflits, qui ne s'est pas privé d'intervenir. Aux grilles qui leur sont taites, MM. Guitton et Chaillet ont répliqué : « Nous avons un réel problème de cotisations en compte à la F.N.S.E.A. ; nous payons au travers des associations spécialisées — céréales, lait et viande — de lourdes cotisations à la F.N.S.E.A. ; nous avons envoyé un chèque en acompte ; nous ne devons plus grand-chose à la F.N.S.E.A., car nos militants ont été condamnés à de lourdes amendes après les manifestations de 1974, destinées à faire

remonter les cours de la viande », et ces amendes sont « un important tribut à la cause commune ». Ils ont donc décliné les raisons financières d'exclusions.

Restaient les autres motifs, notamment l'organisation de la manifestation des producteurs de lait à Nantes au mois de décembre contre le taux de corresponsabilité sur le lait qui avait été accepté par l'état-major de la F.N.S.E.A. Une motion favorable à la Fédération de la Loire-Atlantique a circulé qui était signée mercredi en cours d'après-midi par onze départements. « Depuis quelques temps, l'équipe dirigeante de la F.N.S.E.A. donne l'impression de vouloir mettre à l'écart tous ceux qui expriment des points de vue jugés non conformes, plutôt que de rechercher le débat syndical », affirme cette motion, qui ajoute : « Quel que soit le pouvoir politique, le rôle de la F.N.S.E.A. est de défendre et de représenter l'ensemble des agriculteurs, ce qui suppose de garder ses distances avec le pouvoir politique. Actuellement, la F.N.S.E.A. joue objectivement le rôle de relais dans l'élaboration de l'application de la politique agricole. »

« L'ambiance est à couper du cou », notait un délégué, mercredi soir. Selon lui, la F.N.S.E.A. en est arrivée à un double paradoxe : « D'une part, la Fédération de la Loire-Atlantique est exclue sans pouvoir s'expliquer, au moment où le congrès entame un débat sur la démocratie économique ; d'autre part, la Loire-Atlantique est exclue pour son opposition à la taxe de corresponsabilité, au moment où la F.N.S.E.A. propose — bien discrètement, il est vrai, — une motion demandant de ramener de 1,5 à 0,4 % le taux de cette taxe, autrement dit de la supprimer. »

ALAIN GIRAUDO.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-D. ...	4,8800 4,8975	+ 130 + 180	+ 270 + 330	+ 750 + 840
£ S. (100) ...	4,2890 4,3150	+ 120 + 180	+ 230 + 300	+ 550 + 640
Y. (100) ...	5,0130 5,0350	+ 130 + 170	+ 260 + 300	+ 750 + 830
D. M. ...	2,3620 2,3890	+ 130 + 170	+ 280 + 340	+ 550 + 640
Fr. S. ...	2,1550 2,2110	+ 110 + 150	+ 210 + 270	+ 480 + 570
Fr. B. (100) ...	12,1400 12,1600	+ 400 + 580	+ 910 + 1100	+ 2210 + 2520
Fr. S. ...	2,6480 2,6560	+ 210 + 250	+ 480 + 510	+ 1280 + 1480
£ (1 000) ...	5,5550 5,5750	+ 200 + 280	+ 480 + 510	+ 1280 + 1480
S. ...	3,3480 3,3680	+ 210 + 250	+ 470 + 510	+ 1220 + 1460

TAUX DES EURO-MONNAIES

D. M.	3 1/4	4	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3</
------------	-------	---	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	-----

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques
Entreprise Nationale SONATRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé en vue du contrôle de la réalisation du Projet Lubrifiants Arzew 2 (Arzew, ALGERIE).

L'appel d'offres a pour but le contrôle et le suivi des travaux de l'Entrepreneur chargé de la réalisation du Projet Lubrifiants Arzew 2 dans les domaines :

- des études et travaux de conception et de réalisation ;
- de la planification et de la programmation ;
- des coûts et de la vérification financière.

Le cahier des charges sera retiré auprès du Projet Lubrifiants Arzew 2, SONATRACH, Division Engineering et Développement, 10, rue du Sabara, Hydra - ALGER.

La date limite du dépôt des offres est fixée au 30 mars 1978, à 12 heures, le cachet de la poste faisant foi.

L'offre devra être valable quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de remise des offres.

TRANSPORTS

Une initiative franco-britannique Le comité anti-poids lourds demande une limitation du trafic routier

Le comité anti-poids lourds, créé en France sur l'initiative de la Fédération des usagers des transports et l'association britannique Civic Trust, membre du bureau européen de l'environnement, ont décidé d'unir leurs efforts « afin de stopper, voire de réduire le trafic des camions dans les pays du Marché commun ».

Pour le comité anti-poids lourds, le développement du trafic routier de marchandises qui, en France, est passé en vingt ans de 15 % à plus de 50 % du tonnage transporté, est contraire à l'intérêt général. A son avis, « les camions tuent plus de mille personnes par an à l'intérieur de l'hexagone ». Ils dégradent le réseau routier : « Un poids lourd de 13 tonnes à l'essieu cause autant de dégâts à la route que quatre-vingt mille voitures », affirme-t-il.

De son côté, le Civic Trust se félicite d'avoir contraint le gou-

Meilleur confort sur les trains de l'Ouest Un T.G.V. atlantique pour 1990 ?

De notre correspondant

Rennes. — « Les responsables socio-économiques de la région ont fait preuve d'un intérêt tout particulier pour la S.N.C.F. », il était normal que la S.N.C.F. s'intéresse à la Bretagne. » Par cette petite phrase, M. Jérôme Marillet, directeur de la S.N.C.F. pour la région de Rennes, a souligné, le mardi 21 février, au Club de la presse de Rennes, que les améliorations prévues le 1^{er} octobre 1978 sur le réseau ouest étaient bien la conséquence des prises de position des responsables régionaux. Il est clairement apparu que les critiques adressées à la S.N.C.F. dans le Livre blanc présenté le 13 avril 1977 par le Comité économique et social de Bretagne, ont fait mouche (1).

Les mesures annoncées par M. Marillet concernent l'amélioration des fréquences et l'amélioration du confort. Ainsi, la création d'un aller-retour supplémentaire quotidien entre Paris et Rennes d'un autre côté, Rennes et Brest et de deux entre Rennes et Brest et Rennes et Quimper, les suppléments « train rapide » seront supprimés.

Pour ce qui est de l'amélioration du confort, on note la généralisation des voitures Corail sur tous les trains rapides et express entre Paris et Brest et Paris et Quimper, une extension à tous ces trains de la restauration à la place, en première et en deuxième classe, s'accompagnant d'une suppression des grilles express, l'apparition de voitures dotées de distributeurs automatiques de boissons et de sandwichs, la mise en service de voitures-couchettes climatisées.

RÉGIONS

Ile-de-France

A Paris, porte de la Villette

LE PREMIER « PLANCHODROME » DE FRANCE

La plus grande empiètement réservé en France aux amateurs de planche à roulettes va être aménagé à Paris sur le terrain des anciens abattoirs de la Villette, au pied de l'ancienne salle des ventes, au niveau de la station de métro Porte-de-la-Villette. Les travaux, qui commenceront dans une dizaine de jours, devraient être terminés en avril.

Ce « planchodrome » — appelons-le ainsi — couvrira 6 500 mètres carrés et comportera quatre pistes : une piste pour débutants (800 mètres de surface plane) ; une piste de slalom (85 mètres, avec une pente de 6 %); deux pistes pour plancheurs confirmés (90 et 30 mètres de long, pente plus forte).

Deux cent cinquante personnes, qui acquiescent un droit d'entrée inférieur à 10 F, pourront évoluer en même temps sur cet ensemble, dont la réalisation, qui coûtera 2 millions de francs environ, a été lancée par la SEMVI (Société d'économie mixte pour l'aménagement de la Villette) et confiée à un bureau d'études privé.

« La Ville de Paris n'a pris aucune part financière dans cette opération », précise-t-on à la mairie. M. Jean Seignen, commissaire à l'aménagement du secteur, précise, d'autre part : « Tel équipement ne constitue pas un obstacle à l'aménagement des terrains de la Villette. Cet ensemble ne comportera aucune construction définitive. C'est une expérience. On saura par la suite si cet « équipement » devra devenir permanent. »

Corse

Une importante charge explosive, dont le détonateur n'a pas fonctionné, a été découverte le mercredi 22 février à Bastia, devant le cabinet d'assurances de M. Roland Simeoni, frère de Max et Edmond. Les enquêteurs suspectent que cette charge aurait dû exploser dans le courant de la nuit, au même moment que celle qui, à 1 h. 30, a causé de très importants dégâts au domicile de la mère des trois frères Simeoni. Deux charges d'explosifs ont, d'autre part, été placées, dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 février, au pied d'un pylône de la ligne électrique Carlo-Sarde, près de Bonifacio. Une seule des deux charges a sauté, endommageant le pylône, qui est cependant resté debout.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BIS S.A.
a acquis la majeure partie des actions de
WELLS MANAGEMENT INC.
société américaine spécialisée dans le recrutement de cadres et le travail temporaire à l'issue d'une Offre Publique d'Achat dont l'agent a été
Europartners Securities Corporation

Le soussigné a initié cette opération et a agi comme conseil financier de BIS S.A.

CRÉDIT LYONNAIS

LEGRAND S.A.
a acquis une part substantielle des actions de
PIAL S.A.
leader brésilien de l'appareillage électrique d'installation

Les établissements suivants ont initié cette opération et ont agi comme conseils financiers de LEGRAND S.A.

CRÉDIT LYONNAIS
BANCO FRANCES E BRASILEIRO



ACTIVITÉS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN 1977

IMETAL

Les chiffres d'affaires et revenus consolidés ressortent en 1977 à 47,7 millions de francs contre 81,4 en 1976, dont, pour les revenus des participations, 45 millions de francs contre 36,2.

Les résultats non consolidés de l'exercice se situent à un niveau voisin de celui de l'exercice précédent.

PENARROYA

L'année a été caractérisée pour le groupe par une relative stabilité des productions de métaux : 310 000 tonnes de plomb et 178 000 tonnes de zinc (contre respectivement 305 000 et 177 000 tonnes en 1976) et par une diminution du volume et des prix de vente du zinc, particulièrement sensible pendant le second semestre 1977.

Compte tenu de la bonne tenue des cours du plomb pendant l'année, le chiffre d'affaires non consolidé de l'exercice devrait se situer à un niveau inférieur à celui de l'exercice 1976.

MOKTA

Les productions des principales sociétés filiales de MOKTA se sont maintenues à des niveaux voisins de ceux atteints en 1976, soit : uranium contenu 2 800 tonnes — minerai de manganèse et manganèse métallurgique 2 millions de tonnes — agrégats pour la construction 3 700 000 tonnes — la production de minerai de fer progressant de près de 20 % avec 650 000 tonnes.

Les chiffres d'affaires et revenus consolidés de la société atteignent 42,4 millions de francs contre 38,2 pour 1976. Cette amélioration reste essentiellement due à l'augmentation des revenus des filiales productrices d'uranium.

Les résultats de la société devraient marquer une sensible progression.

COPPERWELD

Le chiffre d'affaires de la société se monte à 347 millions de dollars, en progression de 10 % sur 1976 (259 millions de dollars). Le bénéfice net s'établit à 18,2 millions de dollars contre 18,8.

LE NICKEL-S.L.N. (filiale commune IMETAL-SNEA)

L'année a été caractérisée, en raison de la situation du marché du nickel, par une diminution des productions et des ventes.

Les productions s'établissent à 2,3 millions de tonnes de minerai contre 4,1 et à 51 300 tonnes de nickel contenu dans les produits métallurgiques contre 62 000 tonnes en 1976.

Les ventes de métal s'élevaient à 20 400 tonnes contre 31 700 en 1976. Par suite des diminutions des livraisons de métal et de la baisse des prix de vente intervenus au cours du second semestre, le chiffre d'affaires de la société ressort à 1 158 millions de francs contre 1 258 en 1976.

Au total le résultat de l'exercice s'établit en perte sensible.

FONCIER INVESTISSEMENT

Au cours de sa séance du 16 février 1978, le conseil a pris acte de la démission de son président, M. Robert Biot, donnée à la suite de sa nomination comme gouverneur du Crédit foncier de France. Le conseil a exprimé sa gratitude à M. Robert Biot pour les services éminents rendus à la société, et a ensuite nommé M. Max Létan, sous-gouverneur du Crédit foncier de France, « en qualité d'administrateur » et l'a désigné pour assurer les fonctions de président.

Le conseil a, par ailleurs, décidé de proposer à l'assemblée générale, convoquée pour le 6 avril 1978, la distribution d'un dividende de 15,7 F assorti d'un crédit d'impôt de 2,13 F (revenu global : 17,90 F).

BANQUE GRINDLAY OTTOMANE

La BANQUE GRINDLAY OTTOMANE a procédé à l'ouverture à ZÜRICH d'une succursale qui vient s'inscrire dans la politique de développement de ses activités internationales.

La BANQUE GRINDLAY OTTOMANE, Société de droit français, est filiale de la GRINDLAYS BANK LONDRES, elle-même affiliée à la CITIBANK NEW-YORK et à la LLOYDS BANK LONDRES.

Nous rappelons que la BANQUE GRINDLAY OTTOMANE est déjà installée, outre PARIS, à GENÈVE, MARSEILLE, TOULON, GRASSE, CANNES, NICE, AIX-EN-PROVENCE et MONTE-CARLO.

BARÈME DES BRILLANTS

COULEUR	BLANC NUANCÉ	LEGÈREMENT TEINTÉ	TEINTÉ
PURETÉ	V.V.S.	Lég. piqué	V.V.S.
1 carat à 8 g 20	11.200 F	11.200 F	8.200 F
2 carats, le carat	22.400	15.200	7.400
3 carats, le carat	25.200	15.000	7.100
4 carats, le carat	31.200	22.100	8.200
5 carats, le carat	37.400	25.400	10.200

Ce barème s'applique à tous les bijoux, MM. Godechot et Pauliet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'une façon plus précise sur la cas des vous voudrez bien leur soumettre.

GODECHOT & PAULIET
84, AVENUE RAYMOND-BOURGAIS
PARIS 14^{ème}

ACHATS - VENTES - EXPERTISES - CONSEILS
PARKING FOCH MÉTRO VICTOR-HUGO Tous les jours, sauf dimanche

VIENT DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE
enjeu politique

En vente partout - 10 F

BOURSE DU BRILLANT

communiqué

MARCHÉ DU BRILLANT

Prix d'un brillant rond spécimen

BLANC EXCEPTIONNEL

1 CARAT

23 février - 62 242 F T.T.C.

+ commission 4,50 %

M. GÉRARD, JOAILLIERS

8, avenue Montaigne - Paris (8^e)

Tél. : 333-43-95

مكتبة الناصر

هكذا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
22 FÉVRIER

Nouvelle avance
Le mouvement de hausse s'est poursuivi mercredi à la Bourse de Paris, dans un marché toujours très actif, la grande majorité des valeurs françaises ont de nouveau gagné. De fait, l'indice Cote 100 a progressé d'environ 1 %.

Comme la veille, la quasi-totalité des compartiments ont profité de ce mouvement, en tête duquel on trouve encore les titres de métallurgie et de construction électrique. Les valeurs ont subi quelques pertes après leur vigoureuse remontée des jours précédents.

Les meilleures performances de la séance ont été réalisées par Daimler et Chrysler (+ 5 %) et les cotations ont été retardées en raison de l'abondance de la demande.

Les compagnies d'assurance, les caisses de retraite et quelques autres organismes de placement collectif ont toujours été présents sur le marché. Mais la grande masse des petits porteurs demeure absente. « Tel était l'avis général des professionnels autour de la corbeille ».

Pour beaucoup d'entre eux, le risque est insupportable, le dossier est trop complexe, ils ont la peine d'être courus. D'abord parce que, en raison des querelles persistantes qui laissent la parole pour les pertes, ensuite parce qu'ils ne peuvent guère aller beaucoup plus bas. « Peut-être, mais les épargnants n'ont-ils pas déjà entendu ce refrain ? »

Sur le marché de l'or, le lingot a baissé de 110 francs à 29 385 francs et le napoléon s'est effrité de 50 francs à 29 330 francs. Le volume des échanges est resté de 9,06 millions de francs à 1,56 millions de francs.

LONDRES

INCERTAIN
Tentative de reprise après la baisse du dollar, mais avec une légère progression des industries.

Le mouvement de baisse s'est poursuivi mercredi à la Bourse de Londres, dans un marché toujours très actif, la grande majorité des valeurs anglaises ont de nouveau perdu. De fait, l'indice FTSE 100 a progressé d'environ 1 %.

NEW-YORK

Léger recul
Après une tentative de reprise, les cours ont légèrement fléchi à Wall Street, où l'indice Dow Jones a baissé de 10 points à 940,25. Les réactions ont été perdues de 34 points.

En début de séance, le léger retournement du dollar avait stoppé la hausse et même entraîné quelques achats, mais l'annonce d'une baisse de 4,4 % des commandes de biens durables en janvier 1978, après l'estival, une hausse de 6,7 % en décembre 1977, a fait perdre du courage aux investisseurs. Les valeurs ont subi quelques pertes après leur vigoureuse remontée des jours précédents.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

R.S.N. - GERVASIS-DANONE. Le chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 1978 s'élève à 13 829 millions de francs contre 13 765 millions de francs en 1977. Le chiffre d'affaires par tête est de 13 829 millions de francs contre 13 765 millions de francs en 1977. Le chiffre d'affaires par tête est de 13 829 millions de francs contre 13 765 millions de francs en 1977.

FINANCIÈRE DE PARIS ET DES PAYS-BAS. Le bénéfice net consolidé du groupe en 1977 s'élève à 514 millions de francs contre 438 millions de francs en 1976. Le chiffre d'affaires par tête est de 514 millions de francs contre 438 millions de francs en 1976.

CLUB MEDITERRANÉE. Le dividende global est porté de 8,01 F à 7,50 F (15,20 SF) et une action gratuite pour six anciennes va être attribuée.

INDUSTAL. Les résultats consolidés pour 1977 seront voisins des précédents.

FINANCIÈRE DE PARIS ET DES PAYS-BAS. Le dividende global est porté de 8,01 F à 7,50 F (15,20 SF) et une action gratuite pour six anciennes va être attribuée.

INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS	21/2	22/2
Indice Cote 100	102,1	102,1
Indice Cote 200	102,1	102,1
Indice Cote 300	102,1	102,1
Indice Cote 400	102,1	102,1
Indice Cote 500	102,1	102,1
Indice Cote 600	102,1	102,1
Indice Cote 700	102,1	102,1
Indice Cote 800	102,1	102,1
Indice Cote 900	102,1	102,1
Indice Cote 1000	102,1	102,1

BOURSE DE PARIS - 22 FÉVRIER - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
100	102,1	102,1	0
200	102,1	102,1	0
300	102,1	102,1	0
400	102,1	102,1	0
500	102,1	102,1	0
600	102,1	102,1	0
700	102,1	102,1	0
800	102,1	102,1	0
900	102,1	102,1	0
1000	102,1	102,1	0

VALEURS

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
100	102,1	102,1	0
200	102,1	102,1	0
300	102,1	102,1	0
400	102,1	102,1	0
500	102,1	102,1	0
600	102,1	102,1	0
700	102,1	102,1	0
800	102,1	102,1	0
900	102,1	102,1	0
1000	102,1	102,1	0

MARCHÉ A TERME

MARCHÉ A TERME	Cours	Précéd.	Différence
100	102,1	102,1	0
200	102,1	102,1	0
300	102,1	102,1	0
400	102,1	102,1	0
500	102,1	102,1	0
600	102,1	102,1	0
700	102,1	102,1	0
800	102,1	102,1	0
900	102,1	102,1	0
1000	102,1	102,1	0

COTE DES CHANGES

COTE DES CHANGES	Cours	Précéd.	Différence
100	102,1	102,1	0
200	102,1	102,1	0
300	102,1	102,1	0
400	102,1	102,1	0
500	102,1	102,1	0
600	102,1	102,1	0
700	102,1	102,1	0
800	102,1	102,1	0
900	102,1	102,1	0
1000	102,1	102,1	0

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
— SOCIÉTÉ : « D'une hiérarchie à l'autre », par Daniel Berthoin ; « Les dévants ne font plus recette », par J.-P. Badin.
— REVUE DES REVUES : « Folie d'Etat », par Yves Florence.

3. ETRANGER
4. AMERIQUES
5. PROCHE-ORIENT

527. EUROPE
— POLOGNE : « Une année cruciale pour M. Gierk » (11), par Marnett Lambert.

8214. POLITIQUE
— LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : « L'ÉLECTION RÉGIONALE À L'AUTRE (XIX) », par M. Desai ; « Les ministres aux avant-postes », par Philippe Saint-Prot.
— TRIBUNE DU 12 MARS : « Le renouveau ou la grande peur de la France », par Philippe Saint-Prot.
— Les rapports entre le P.C. et le P.S.

LE MONDE DES LIVRES
PAGES 15 A 20
LE FEUILLETON, de Bertrand Poirot-Delpech ; « L'Ange et la Bête ».
HISTOIRE : L'encyclopédie sur la mort, de Philippe Ariès ; Un Père Lachaise dessinée par le sculpteur Cheval.
LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE : Le NU ou néant.
RELATIONS INTERNATIONALES : Les « socialistes » démocratiques à la recherche d'une politique.

21 à 23. CULTURE
— THÉÂTRE : En attendant Godot, de l'Odéon.

24. SPORTS

25. SOCIÉTÉ
— A Rouen, douze ans de réclusion pour une « mère indigne » ; à Beauvais, vingt ans de réclusion pour un voleur.

26. ÉDUCATION
— Les difficultés de l'académie de Versailles.

30 à 32. ÉCONOMIE-RÉGIONS
— EMPLOI : la moitié des postes offerts aux jeunes sont des emplois nouveaux, affirme le C.N.F.F.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (24)
Annonces classées (27 à 28) ; Aujourd'hui (29) ; Bulletin d'enseignement (29) ; Carnet (24) ; « Journal officiel » (29) ; Loterie nationale (29) ; Météorologie (29) ; Mots croisés (29) ; Souffle (29).

● Overdoses : deux morts en Corée. — Les corps de deux jeunes gens, Mlle Bernadette Kiffner, de Belfort, et M. Pascal Chapuis, de Besençon, l'un et l'autre âgés de vingt-deux ans, ont été découverts, mardi soir 21 février, dans les locaux d'une colonie de vacances de la société Alstom, à Neuville (Corrèze). Ces deux personnes étaient mortes des suites de l'absorption d'une dose excessive de drogue. Impliqués dans plusieurs affaires de trafic et d'usage de stupéfiants, ils étaient, peu avant leur mort, en cure de désintoxication, sur ordonnance d'un magistrat dans un hôpital de Lyon, d'où ils se sont évadés. — (Corresp.)

Trois nouvelles universités créées à Toulon, Perpignan et Valenciennes

Le ministre des universités va créer prochainement trois nouvelles universités à Perpignan, à Toulon et à Valenciennes, par transformation des centres universitaires existants dans ces villes. Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (C.N.E.S.R.) examinera, pour avis, vendredi 24 février, un projet de décret soumis par Mme Alice Saunier-Seïté, qui ne devrait pas rencontrer d'opposition.

La carte universitaire française va s'enrichir de trois nouveaux établissements autonomes, ce qui portera à soixante-sept le nombre des universités. Il ne subsistera désormais que quatre centres universitaires : à Avignon, à Chambéry, aux Antilles-Guyane et à la Réunion. L'an dernier, à la veille des élections municipales, deux villes avaient obtenu la transformation en universités de leurs centres universitaires : Le Mans et Mulhouse.

La différence entre une université et un centre universitaire concerne l'organisation pédagogique et le recrutement des enseignants. Les centres universitaires doivent faire approuver par une université « tutrice » leurs programmes d'enseignement et les modalités de contrôle des connaissances. Les enseignants doivent être recrutés par des commissions où siègent des membres d'une université. Ces deux points font l'objet de conventions entre centres universitaires et universités.

Les trois « promotions »
● L'université de Perpignan compte, cette année, 2 643 étudiants et 172 enseignants, répartis en trois U.E.R. : 233 sont inscrits à l'Institut universitaire de technologie, 407 en sciences, 788 en lettres et 1 242 en droit et sciences économiques. De ces conventions existent avec les universités de Montpellier. Depuis 1966, les facultés de Montpellier disposaient d'antennes à Perpignan, qui avaient été transformées en collèges scientifiques universitaires en 1958 et en collège littéraire universitaire en 1963.

● L'université de Toulon compte 2 810 étudiants dans trois U.E.R. : 670 sont inscrits à l'U.E.R. 1083 en droit, 335 en sciences économiques et 262 en sciences. Il n'existe pas d'enseignement littéraire dans cette ville. Les conventions lient le centre universitaire créé en 1970 principalement aux universités de Nice, mais aussi à celles de Montpellier et d'Albi-Marseille.

● L'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis compte 2 157 étudiants dans trois U.E.R. : 316 étudiants sont inscrits en capacité en droit, 115 en lettres classiques et modernes, 319 en sciences humaines, 438 en informatique, 188 en sciences et 783 à l'I.U.T. Un collège scientifique existait dans cette ville depuis 1964 et un collège littéraire depuis 1966. Ils avaient été transformés en centre universitaire en 1969, en centre universitaire en 1969.

DES ENFANTS MANIFESTENT POUR « LEUR » MARAIS
Manifestation inattendue, mercredi 22 février après-midi, dans les rues du Marais : une cinquantaine d'enfants de 4 à 12 ans ont défilé comme des grands, mais avec des revendications qui leur sont bien propres : « Nous voulons des terrains de jeu, une maison de jeunes... ». Le quartier, c'est vrai, en pleine fièvre de rénovation, a oublié ses enfants.

Précédé par une famille « d'hommes-orchestres », le cortège, encadré par le Père Yves Bouanic, aumônier des jeunes, Jack Lang et Maurice Desassay, conseiller de Paris socialiste, agitant des banderoles et ballons multicolores, a quitté la rue des Lions-Saint-Paul pour se diriger vers l'hôtel de Ville, en longeant les îlots de rénovation du secteur sous le regard amusé des passants.

● Selon un sondage Publimétrie que publie le *Quotidien de Paris* ce jeudi 23 février sur les Français et la chasse, 47 % des personnes interrogées déclarent ne pas chasser, 24 % déclarent chasser, 29 % ne se sont pas prononcées. Les réponses des personnes interrogées varient : évidemment selon qu'elles chassent ou non, 15 % de celles qui ne touchent jamais un fusil sont favorables à la pratique actuelle de la chasse, tandis que 70 % de celles qui chassent régulièrement y sont favorables. Ce sondage indique seulement le sentiment des Français (1 050 personnes interrogées les 16 et 17 février) sur la pratique actuelle de la chasse. Mais si certains y sont opposés, ils n'en condamnent pas pour autant le principe.

● La skieuse Fabienne Serrat a remporté le titre de championne de France de descente, jeudi 23 février, à Tignes. Elle a devancé Perrine Pelen et Martine Louchet.

NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LE DOLLAR

Deutschmark et franc suisse au plus haut

Après deux jours de répit, le dollar a été victime jeudi 23 février d'une nouvelle attaque au profit des monnaies fortes. Le cours de la monnaie américaine est tombé à Francfort de 2,04 DM à près de 2,02 DM, et à Zurich de 1,620 FS à 1,61 FS, au plus bas niveau historique. Les interventions des banques centrales, essentiellement la Bundesbank, n'ont pas réussi à endiguer les ventes des détenteurs de dollars, qui manifestent ainsi leur défiance vis-à-vis de la politique menée par les dirigeants américains en matière économique et monétaire.

A Paris, le cours du dollar a également baissé, revenant à près de 4,79 F contre 4,81 F, mais moins rapidement qu'ailleurs, de sorte que les monnaies fortes ont à nouveau battu leurs records antérieurs, le cours du deutschmark s'élevant à 2,37 F et celui du franc suisse à 2,65 F. Les marchés des changes redevenaient très nerveux, tandis que l'or a repris son ascension à Londres, où le cours de l'once frôlait 1,85 dollar.

Le gouvernement canadien va procéder à des emprunts massifs sur les marchés internationaux pour raffermir le dollar canadien, qui a perdu 10 % en un an par rapport au dollar américain, au plus bas niveau depuis quarante ans.

LE DÉFICIT DES PAIEMENTS COURANTS FRANÇAIS : 15,7 MILLIARDS EN 1977

Le déficit de la balance des paiements courants de la France s'est élevé à 15,7 milliards de francs en 1977. Ce déficit avait atteint 29,1 milliards de francs en 1976. De sensibles variations ont été enregistrées au cours des trimestres de l'année dernière : — 8,1 milliards au premier trimestre ; — 2,4 milliards au deuxième ; — 5,9 milliards au troisième ; — 0,5 milliards au quatrième.

La diminution du solde négatif des transactions courantes, en termes financiers, a été de 13 milliards de francs contre 22,7 milliards en 1976. Elle provient aussi d'une amélioration des services qui ont enregistré un excédent de 10,3 milliards au lieu de 4,5 milliards. Toutefois, le déficit des transferts a augmenté, ayant atteint 13,1 milliards de francs au lieu de 10,9 milliards.

En matière de mouvements de capitaux, il a été enregistré, en 1977, un excédent de 5,3 milliards de francs, en diminution par rapport à 1976. Les mouvements de capitaux à long terme se sont soldés par un déficit de 0,2 milliard, les « sorties » de 3,4 milliards pour les investissements directs et de portefeuille, 18,1 milliards pour les crédits commerciaux et 1,6 milliard au titre du secteur public ont été compensés par 22,9 milliards pour les emprunts extérieurs et en devises des résidents. Les mouvements de capitaux à court terme ont eu un excédent de 5,5 milliards de francs.

Interrogé, M. Lévilien a démenté les bruits qui circulent, mais M. Merlin a déclaré : « Si le Tour est à vendre, je suis acheteur. » Le rumeur persiste. J. A.



Eau minérale naturelle.

En Inde

Mme Gandhi tente de faire sa rentrée politique à l'occasion d'élections régionales

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — Plus de quatre-vingts millions d'électeurs sont appelés à renouveler, samedi 25 février, les Assemblées législatives de trois grands États du sud de l'Inde (Maharashtra, Karnataka, Andhra Pradesh), de deux États de l'est (Assam, Meghalaya) et d'un territoire de la même région, l'Arunachal-Pradesh. Les quatre premiers États constituent depuis plus de trente ans des places fortes du Congrès : l'ancien parti gouvernemental avait réussi à y maintenir son emprise aux élections législatives nationales en mars 1977, malgré la victoire écrasante du Janata, le Parti du peuple de M. Desai, dans le reste de l'Union.

Les choses ont cependant changé depuis que Mme Gandhi a provoqué, au début de l'année (le Monde du 4 janvier), la scission du Congrès. La suprématie de cette formation dans le Sud est maintenant remise en cause. Les plus fortes personnalités du mouvement sont restées fidèles au Congrès officiel de M. B. Reddy, mais le « Congrès-Indira », comme est appelé le groupe de l'ancien premier ministre, a pu présenter un nombre presque égal de candidats.

L'intérêt de ces élections, un an après la prise du pouvoir par le Janata à New-Delhi, est double. D'une part, celles-ci doivent permettre de mesurer l'influence des dissidents congressistes. Les révolutions continuelles qu'apporte la commission enquêtant sur les exécutés rompus sous le régime de Mme Gandhi ne semblent pas affecter la popularité de l'ancien premier ministre.

D'autre part, ces élections offrent l'opportunité au Janata de prouver qu'il n'est pas un mouvement dépourvu d'emprise dans le sud de la péninsule. Les populations dravidiennes notamment, milieux ruraux et urbains conservateurs, n'ont pas hésité à « déboucher » quelques fois des congressistes, et à nouer d'autre part certaines alliances tantôt avec le P.C.-marxiste indépendant de Moscou et de Pékin, tantôt avec le Parti des paysans et des travailleurs, formation progressiste active dans la région de Bombay. Ces ententes opportunistes n'en rendent que plus confus les affrontements politiques.

GÉRARD VIRATELLE.

RUMEURS DE DÉMISSIONS MINISTÉRIELLES À MADRID

Madrid (A.F.P.). — La presse espagnole fait état, ce jeudi 23 février, de rumeurs de démissions ministérielles touchant des portefeuilles des secteurs économiques. Le quotidien *A.B.C.*, citant des sources « de toute confiance », interrogées « très tôt jeudi matin », affirme que M. Enrique Fuentes Quilana, vice-président du gouvernement chargé des questions économiques, a présenté sa démission au président Adolfo Suárez. Les autres journaux évoquent également ces rumeurs, mais affirment que le vice-président du gouvernement est finalement revenu sur sa décision.

● Selon Amnesty International, cent treize personnes ont été assassinées ou enlevées au Guatemala pendant le dernier trimestre de 1977. Amnesty International fournit une liste de la plupart des victimes de ces groupes, sur lesquels, regrette-t-elle, les autorités guatémaltèques ont enquêté sans aboutir à aucun résultat. Le rapport d'Amnesty rappelle que plus de vingt mille personnes sont mortes dans ce pays entre les mains de groupes paramilitaires. Ces groupes, appelés Escadrons de la mort, ont été formés, à l'origine, pour répondre aux activités de la guérilla d'extrême gauche, et jouissent d'une totale impunité. — (A.F.P.)

LE NICARAGUA CHERCHE À ACHETER DES ARMES EN FRANCE

Nous recevons du poète nicaraguayen Ernesto Cardenal le télex suivant en provenance de San-José-de-Costa-Rica : « Le dictateur Somoza a annoncé qu'il recevrait des armes de la France. Ces armes sont uniquement destinées à tuer des Nicaraguayens. Nous vous prions de le faire savoir. »

Des contacts sont effectivement en cours entre Paris et Managua pour d'éventuels achats par le Nicaragua de mortiers de 80, 81 et 120 millimètres, et de lance-roquettes. Ernesto Cardenal est l'auteur, notamment, de « Cri-Panamas politiques » — en français aux éditions de Cerf, qui ont également publié une Anthologie poétique de l'écrivain nicaraguayen. Considéré comme l'un des plus grands poètes actuellement vivants en Amérique latine, E. Cardenal, qui est prêtre, a récemment annoncé qu'il avait rejoint les rangs du Front sandiniste de libération nationale — la plus importante organisation de résistance au pays. Depuis le récent assassinat de Pedro Chamorro, journaliste et principal opposant politique au président Somoza, grèves et manifestations d'hostilité au régime se sont succédées sans cesse, réprimées par la garde nationale. — J.-P. C.

● M. Vladimir Klebanov, qui a récemment constitué en U.R.S.S. un syndicat non officiel, a été interné dans une institution psychiatrique, déclare-t-on dans les milieux dissidents à Moscou. M. Klebanov a été arrêté par la police de Moscou le 7 février et envoyé à Donbass, dans le sud de la Russie. Il s'agit de sa seconde incarcération dans une institution psychiatrique. Il avait déclaré à des journalistes qu'il avait déjà été interné pendant une semaine à la fin de l'année dernière, après avoir pris contact avec la presse occidentale. — (A.F.P.)

DU NOUVEAU CONTRE LA SURDITÉ
Est-il possible de retrouver l'audition intégrale ?
Réponse à cette question vous sera donnée lorsque, sans engagement, vous voudrez faire l'essai de ce très petit appareil électronique, déjà utilisé par d'innombrables sourds dans le monde entier, chez **ACOVOX**.
3, rue du Cirque, 75008 PARIS
Téléphone : 225-45-47
Écrivez ou téléphonez EN VOUS RECOMMANDANT DE CE JOURNAL pour recevoir gratuitement la documentation AX - CT

Investissement immobilier
cica 227.04.30
45, rue de Courcelles - 75008 Paris
A B C D E F G

HEWLETT-PACKARD
A LA POINTE DE LA TECHNOLOGIE ET DE LA QUALITÉ
Démonstration et assistance dans la programmation et les applications aux problèmes techniques, scientifiques, financiers... par ingénieur qualifié chez un nouveau distributeur agréé **MAUBERT ELECTRONIC**
49, bd St-Germain, PARIS-5e
Place et M. MAUBERT, 329-40-04

jusqu'au 25 février
offre spéciale d'avant-saison
NICOLL
COSTUME SUR MESURES
formule industrielle **990 F**
avec gilet 1150 F
NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN
29, RUE TRONCHET, PARIS 8^e

CERRUTI 1881
collection printemps
27, RUE ROYALE - PARIS 8^e

Le numéro du « Monde » daté 23 février 1978 a été tiré à 550 428 exemplaires.
REVISION FÉVRIER
6 jours du 27/2 au 4/3
math, phys
On la 6^e en Terminale
MATH ASSISTANCE
9^e SAINT-LAZARE - 536-37-17
15^e VAUGHAN - 531-31-13
20^e NATION - 373-69-38

هنا من النحل